

UNIVERSITÉ MOULOU D MAMMERI DE TIZI – OUZOU
FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES, DE GESTION ET DES
SCIENCES COMMERCIALES
DEPARTEMENT DES SCIENCES ECONOMIQUES



Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du
Diplôme de Master en Sciences Économiques
Option : ECONOMIE MONETAIRE ET BANCAIRE

THEME :

**ANALYSE DE L'IMPACT DE LA DETTE
PUBLIQUE SUR LA CROISSANCE
ÉCONOMIQUE DES ÉTATS MEMBRES
DE LA CEDEAO.**

Réalisé par :

AKOTO TAMAKLOE Deborah Delasi

ALOBO Eunice

Dirigé par :

Madame TOUIL Ratiba

Devant le jury composé de :

1. Présidente : ^{Mme} TADJINE- DAHMOUE Rhadia, MCA, à l'UMMTO.
2. Examinatrice : ^{Mme} RAMDINI Samira, MCA, à l'UMMTO.
3. Rapporteuse : ^{Mme} TOUIL Ratiba, MAA, à l'UMMTO.

Promotion 2022/2023

REMERCIEMENT.

Nous tenons avant tout à remercier Dieu de nous avoir donné une bonne santé et le désir de commencer et de terminer cette thèse.

Dans un deuxième temps, nous tenons à exprimer nos sincères remerciements et notre gratitude à notre Superviseure Madame TOUIL Ratiba pour ses orientations, son aide et ses précieux conseils. Sans ses commentaires perspicaces, ce travail n'aurait pas été possible.

Nous remercions les membres du jury d'avoir accepté de lire et d'évaluer notre travail.

Nos remerciements vont également à tous nos professeurs pour le temps et les efforts qu'ils consacrent à nous enseigner.

Enfin, nous tenons à remercier toutes les personnes qui nous ont aidé et soutenu de près ou de loin principalement nos chers parents.

DEDICACES.

Je dédie ce travail à mes parents. Mon père M. Omiat Joseph qui a toujours été ma source d'inspiration à l'école. Ma mère Mme Aseno Anna pour ses prières continues. Ils ont tous deux été là pour moi tout au long de ma vie, ont cru en moi, m'ont apporté soutien et encouragement.

À mes frères et sœurs qui ont toujours cru en moi et surtout à mon petit frère Ochom Joel Felix qui a fait de moi son exemple, ajoutant à l'une de mes motivations à travailler dur à l'école.

A mes professeurs de l'UMMTO qui se sont efforcés de m'expliquer les cours en anglais.

ALOBO Eunice.

Avec une profonde gratitude, je dédie ce travail à Ma mère et Mon père, dont l'amour sans bornes, les encouragements, les sacrifices sans fin et la foi inébranlable en mon potentiel ont été le fondement de mes aspirations et la lumière qui m'a guidé tout au long de ce voyage.

- Mon cher frère Eli, un pilier de soutien inébranlable dont la foi en mes capacités a été une source constante de motivation.

- Oncle Fred, dont le soutien indéfectible, la sagesse et le mentorat ont enrichi ma perspective et rendu ce voyage plus significatif.

- Dans ma plus profonde admiration et gratitude à mon bien-aimé M. KA, dont la présence dans ma vie a été une source durable d'inspiration et de sagesse. Vos conseils inébranlables et vos idées profondes ont non seulement façonné mes activités académiques, mais ont également enrichi mon caractère et ma perspective. Votre mentorat a été un cadeau inestimable, et je suis honoré de vous dédier ce travail en gage de mon respect et de ma reconnaissance.

- Avec la plus grande et immense gratitude à Madame Divina, dont le soutien indéfectible, la sagesse, les conseils et le dévouement à nourrir ma croissance ont été l'étoile directrice et ont profondément influencé mon parcours personnel et académique.

- De plus, j'exprime ma profonde gratitude à mes estimés professeurs.

AKOTO TAMAKLOE Deborah Delasi.

RÉSUMÉ :

Cette étude examine l'impact de la dette publique sur la croissance économique, en se concentrant sur les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de 2013 à 2022.

À l'aide du modèle ARDL et du test de causalité de Granger, les résultats du test de stationnarité utilisant le test augmenté de Dickey-Fuller (ADF) sont discutés, confirmant que les variables des séries temporelles de tous les temps sont intégrées d'ordre un. L'ARDL analyse les relations à long et à court terme entre la dette publique et le PIB réel. Les tests de stationnarité confirment l'intégration de premier ordre pour toutes les variables de séries chronologiques. Les résultats empiriques montrent un impact significatif à long terme de la dette publique sur le PIB (effet positif de 7,1 %), alors que les effets à court terme ne sont pas significatifs. Les coefficients transversaux à court terme pour chaque État membre de la CEDEAO sont discutés, mettant en évidence les impacts variés de la dette publique sur le PIB.

Les critères d'information d'Akaike (AIC) et les racines des caractéristiques AR déterminent la longueur de décalage optimale pour le modèle ARDL. Les tests de causalité de Granger révèlent une relation bidirectionnelle, indiquant que la croissance économique entraîne des modifications de la dette publique et vice versa.

Sur la base de ces résultats, l'étude suggère des approches prospectives en matière de gestion de la dette à long terme, de responsabilité budgétaire, d'évaluation de l'impact à court terme, de diversification économique, de surveillance continue de la relation dette-croissance, de coopération régionale en matière de gestion de la dette publique, de flexibilité politique et de renforcement des capacités pour soutenir les économies en période de ralentissement. Ces résultats contribuent au discours en cours sur les politiques budgétaires et les stratégies de gestion de la dette dans l'espace CEDEAO.

Mots clé : Croissance Économique, Dette Publique, PIB, Décalage Distribué Autorégressif (ARDL), Granger Causalité, CEDEAO.

LISTE DES TABLEAUX

Liste des tableaux

Tableau 1 : Test de Racine Unitaire de PIB.....	150
Tableau 2 : Test de Racine Unitaire de la dette publique.....	150
Tableau 3 : Modèle De Décalage Distribué Autorégressif (ARDL).....	150
Tableau 4 : Burkina Faso.....	152
Tableau 5 : Sénégal.....	152
Tableau 6 : Bénin.....	152
Tableau 7 : Côte D'Ivoire.....	152
Tableau 8 : Ghana.....	152
Tableau 9: Libéria.....	152
Tableau 10 : Cap- Vert.....	152
Tableau 11 : Gambie.....	152
Tableau 12 : Nigéria.....	153
Tableau 13 : Guinée	153
Tableau 14 : Guinée Bissau.....	153
Tableau 15 : Mali.....	153
Tableau 16 : Niger.....	153
Tableau 17 : Sierra Leone	153
Tableau 18 : Togo.....	153
Tableau 19 : Pairwise Granger Causality Test.....	153

LISTE DES FIGURES

Liste des figures.

Graphe 1 : Théorie malthusienne de la population.....	70
Graphe 2 : La courbe de Laffer de la dette.....	83
Graphe n° 3 : Les principaux agrégats économique du Bénin.....	107
Graphe n° 4 : Les principaux agrégats économique du Burkina Faso.....	109
Graphe n° 5 : Les principaux agrégats économique de Cap-Vert.....	110
Graphe n° 6 : Les principaux agrégats économique de la Côte d'Ivoire.....	112
Graphe n° 7 : Les principaux agrégats économique de la Gambie.....	114
Graphe n° 8 : Les principaux agrégats économique du Ghana.....	115
Graphe n° 9 : Les principaux agrégats économique du Nigéria.....	117
Graphe n° 10 : Les principaux agrégats économique du Sénégal.....	119
Graphe n° 11 : Les principaux agrégats économique du Sierra Leone.....	120
Graphe n° 12 : Les principaux agrégats économique du Togo.....	121
Graphe n° 13 : Les principaux agrégats économique du Niger.....	123
Graphe n° 14 : Les principaux agrégats économiques du Mali.....	124
Graphe n° 15 : Les principaux agrégats économique du Liberia.....	126
Graphe n° 16 : Les principaux agrégats économique du Guinée Bissau.....	127
Graphe n° 17 : Les principaux agrégats économique du Guinée.....	128
Graphe n° 18 : La Croissance en % et la Dette Publique en % du PIB de 2016 à 2022.....	131
Graphe n° 19 : La Croissance en % et la Dette Publique en % du PIB de 2016 à 2022.....	132
Graphe n° 20 : La Croissance en % et la Dette Publique en % du PIB de 2016 à 2022.....	134
Graphe n° 21: Inverse Roots of AR Characteristic Polynomial.....	151
Graphe n° 22 : Akaike Information Criteria.....	151

LISTE DES SCHEMA

Liste des schémas.

Schéma 1 : Le multiplicateur Keynésien.....	81
---	----

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Liste des abréviations

ADF : Augmented Dickey-Fuller

AfDB : Africa Development Bank

AIC : Akaike information criterion

AR : Autoregressive

ARDL : Autoregressive Distributed Lag

BAD : Banque asiatique de développement

BTAN : Bon du Trésor a intérêt annuel

CCP : Compte Courant Postal

CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CFA : Communauté Financière Africaine

ECM : Error correction model

FENU : Fonds d'équipement des Nations Unies

FMI : Fonds monétaire international

IDE : Investissement direct étranger

IMF : International Monetary Fund

IR : l'impôt sur la revenue

LFI : loi de finances initiale

LFR : La loi de finances rectificative

OAT : Obligation assimilables du Trésor l'impôt sur la fortune immobilière

OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole

PIB : Produit l'intérieur Brut

PNB : Produit Nationale Brut

PND : Plan National de Développement du Togo

LISTE DES ABREVIATIONS

PPP : partenariats public-privé

PTF : Productivité total de facteurs

RMI : revenu minimum d'insertion

RNB : Revenu Nationale Brut

SFI : Société financière internationale

TICPE : Taxe Intérieure de Consommations sur les Produits Énergétiques

TIPP : Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers

TVA : Taxe sur la valeur ajoutée

SOMMAIRE

Sommaire :

Introduction Générale	1
Chapitre 1 : Aperçu général sur de la dette publique et la croissance économique	6
Introduction du chapitre 1	6
Section 1 : La notion de « finance publique ».....	7
Section 2 : La notion de « dette publique ».....	27
Section 3 : La notion de « croissance économique ».....	47
Conclusion du chapitre	62
Chapitre 2 : le lien entre la dette publique et la croissance économique	63
Introduction du chapitre 2	63
Section 1 : Aperçu théorique de la croissance économique.....	64
Section 2 : Les approches théoriques de la dette publique.....	77
Section 3 : Les impact de la dette publique sur les agrégats économiques.....	84
Conclusion du chapitre	91
Chapitre 3 : L'analyse de l'impact de la dette publique sur la croissance économique des état membres de la CEDEAO	92
Introduction du chapitre 3	92
Section 1 : Étude économique général sur la CEDEAO.....	93
Section 2 : Évolution de la croissance économique et la dette publique des trois états membres (2016-2022)	129
Section 3 : L'impact de la dette publique sur la croissance économique.....	143
Conclusion du chapitre	162
Conclusion Générale	163

SOMMAIRE

Reference bibliographie.....	166
Annexes.....	170
Table des matières.....	174

INTRODUCTION GÉNÉRALE

INTRODUCTION GÉNÉRALE.

La dette publique est un outil essentiel permettant aux états de financer les dépenses publiques, en particulier lorsqu'il est difficile d'augmenter les impôts et de réduire les dépenses publiques. Au fil des années, ce processus a laissé la plupart des états avec d'énormes dettes. Des emprunts raisonnables pour financer le développement public et les infrastructures sont la clé d'une croissance économique plus rapide. Mais des emprunts excessifs sans une planification appropriée des investissements peuvent conduire à un lourd fardeau de la dette et au paiement des intérêts, ce qui peut à son tour créer plusieurs effets indésirables sur l'économie.

Les pays développés et en développement du monde entier empruntent des fonds afin de combler leur déficit budgétaire et de répondre à leurs besoins de financement de base pour soutenir la croissance économique. Par exemple, la France a contracté une dette publique de 2 614,56 milliards de dollars américains en 2019, soit 98,1 % de son PIB. La dette publique est un outil important grâce auquel le gouvernement contrôle entre autres l'inflation et le taux de change puisqu'ils constituent une part majeure de l'offre totale de crédit à l'économie.

Les problèmes d'accumulation de dettes au sein de la CEDEAO sont préoccupants car de nombreux pays membres comme le Nigeria, Le Libéria et le Ghana, pour n'en citer que quelques-uns, consacrent un pourcentage substantiel de leurs revenus annuels à service de la dette publique, affectant ainsi le développement d'autres secteurs en raison de ressources limitées par exemple, le Nigeria a dépensé 2 230 milliards et 2 140 milliards en 2018 et 2019 respectivement pour le service de la dette. Au Ghana, un montant total de 9,6 milliards d'intérêts a été proposé en 2016, ce qui représente environ 27 % des revenus générés en interne. Cela constitue non seulement un danger pour la croissance de l'économie, mais affecte également la stabilité du pays.

Au cours des dernières années, plusieurs travaux et recherches sur la question de l'impact de la dette publique sur la croissance économique ont été réalisés et ils admettent qu'il existe des impacts à court et à long terme qui peuvent être positifs et négatifs. Par conséquent, l'évolution de la relation entre la dette publique et la croissance économique peut être résumée en trois groupes, à savoir : aucun impact, impact négatif et impact positif.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Il y a eu de nombreux travaux et recherches sur l'impact de la dette publique sur la croissance économique des États membres individuels de la CEDEAO, par exemple Veronica B. Edeminam, “The impact of public debt on economic growth in Nigeria (1990 à 2019)”. L'étude a examiné “l'impact de la dette publique sur la croissance économique au Nigeria à l'aide de données chronologiques annuelles de (1990 à 2019)” collectées dans le bulletin statistique central du Nigeria. Atadana Irene Awelana, Boakye Kyere Kwabena, Mensa Loretta, Ofosu Boateng Emmanuel, Prah Enoch Lord, Sarpong Ransford, “The impact of public debt on Economic Growth in Ghana”, Mai 2016. L'objectif principal de l'étude était d'examiner “l'impact de la dette publique sur la croissance économique au Ghana en utilisant des données annuelles pour la période (1980 à 2012)”. Mais la CEDEAO en tant que communauté n'a pas été abordée. Notre mémoire examine donc l'impact de la dette publique sur la croissance économique des États membres de la CEDEAO. Pour ce faire, nous mené une analyse quantitative en utilisant les modèles Décalage distribué autorégressif (ARDL) et de causalité.

Notre problématique est donc la suivante :

✓ **Problématique.**

Quel est l'impact de la dette publique sur les agrégats de la croissance économique des États membres de la CEDEAO ?

Pour répondre à cette question, nous allons traiter la sous-question suivant :

- Qu'est-ce que la dette publique et quels sont ses causes et ses effets ?
- Qu'est-ce que la croissance économique, quels sont les facteurs déterminants et quels sont ses effets ?
- Quel est le lien entre la dette publique et la croissance économique ?
- Quelle est l'évolution de la dette publique dans la CEDEAO et son impact sur la croissance économique de ses États membres.

✓ **Hypothèse :**

La dette publique a un impact positif sur la croissance économique des États de la CEDEAO à court et à long terme.

Il existe une relation de causalité entre la dette publique et la croissance économique des États de la CEDEAO.

✓ **L'intérêt et l'importance du sujet :**

- Les analyses de l'impact de la dette publique sur la croissance économique revêtent une pertinence indéniable dans le contexte économique actuel. Il constitue un domaine d'étude très actuel, suscitant un vif intérêt auprès des économistes et des chercheurs désireux de comprendre les dynamiques économiques et financières qui façonnent nos sociétés. Cette étude se positionne au cœur des préoccupations économiques mondiales pour plusieurs raisons cruciales.
- Le sujet revêt une importance particulière pour les pays en développement, où les défis liés à la gestion de la dette et à la promotion de la croissance économique sont souvent plus prononcés. Comprendre les mécanismes qui sous-tendent ces problèmes est essentiel pour promouvoir un développement économique durable et équitable.

✓ **La raison/motif de choix du sujet :**

Le choix du sujet est le résultat d'une réflexion approfondie, motivée par des considérations à la fois personnelles et globales, revêtant une grande importance dans le contexte actuel.

Il est important de noter que la dette publique est devenue un problème majeur à l'échelle mondiale, affectant les économies à différents stades de développement. Dans un contexte où de nombreux pays sont confrontés à des défis liés à la dette et aspirent à une croissance économique durable, l'exploration de cette thématique revêt une pertinence indéniable. Ce sujet se présente donc comme une opportunité d'acquérir une compréhension approfondie des mécanismes qui sous-tendent cette dynamique économique complexe.

De plus, en tant qu'étudiant en économie, il est impératif de comprendre l'importance principale de cette question. La dette publique est un domaine qui transcende les frontières nationales et a un impact direct positif ou négatif sur la stabilité économique et le bien-être des populations. Une connaissance approfondie de ce sujet est essentielle pour les futurs économistes souhaitant contribuer de manière significative au monde universitaire et à la formulation de politiques publiques éclairées dans leurs pays respectifs.

Enfin la situation actuelle dans l'espace CEDEAO où de nombreuses économies sont confrontées à des crises liées à la dette publique, souligne l'urgence de cette étude. En

INTRODUCTION GÉNÉRALE

comprenant comment la dette publique affecte la croissance économique, nous pouvons espérer apporter des réponses aux défis économiques urgents et contribuer à bâtir un avenir financier plus solide.

La raison du choix de ce sujet réside donc dans la nécessité d'acquérir une expertise sur un problème économique mondial, de mieux comprendre ses implications et d'être en mesure d'apporter des contributions éclairées à la résolution des défis liés à la dette publique et à la croissance économique dans le CEDEAO.

✓ **Méthodologie**

Le processus de collecte de données a permis de recueillir des séries chronologiques pour les variables clés sur le produit intérieur brut (PIB) et la dette publique, pour chacun des États membres de la CEDEAO pour la période 2013-2022, à partir de sources faisant autorité (FMI, Banque mondiale, banques centrales et ministère des Finances). Pour le prétraitement des données, les données ont été soigneusement nettoyées avec Excel et validées pour assurer l'exactitude et la cohérence, et ajustées les valeurs nominales aux valeurs réelles. Lors de la réalisation des tests de racine unitaire, nous avons utilisé les tests ADF (Augmented Dickey-Fuller) pour évaluer la stationnarité des données de séries chronologiques, ce qui a permis une analyse plus approfondie. L'approche du décalage distribué autorégressif (ARDL), qui tient compte à la fois des effets à long terme et des effets à court terme, est utilisée comme approche modélisée car elle convient à l'analyse de la relation dynamique entre la dette publique et la croissance économique. Nous avons également mis en œuvre un modèle de correction d'erreur (ECM) pour tenir compte des écarts à court terme par rapport à la relation d'équilibre à long terme.

Réalisation d'une analyse transversale individuelle pour chaque État membre de la CEDEAO afin d'évaluer l'impact spécifique de la dette publique sur leur croissance économique respective à court terme. Cela impliquait d'estimer les modèles ARDL et les ECM pour chaque pays séparément. Les tests statistiques ont utilisé la cointégration (analyses) entre la dette publique et le PIB à long terme, et ont également appliqué des tests de causalité de Granger pour déterminer la direction de la causalité entre la dette publique et la croissance économique. Il aide à déterminer si une variable influence l'autre. Dans notre sélection de modèles, nous avons utilisé les critères d'information d'Akaike (AIC) pour sélectionner la

INTRODUCTION GÉNÉRALE

spécification de modèle la plus appropriée avec le moins de perte d'information, et évalué la longueur de décalage en utilisant les racines inverses du polynôme des caractéristiques AR.

Enfin, les résultats obtenus ont été interprétés à partir des analyses ARDL et ECM, en mettant l'accent sur l'importance et l'ampleur des coefficients, analysé les implications des relations à court et à long terme entre la dette publique et la croissance économique, discuté des résultats, formulé des recommandations et la conclusion.

✓ Plan du travail

Le plan établit la structure et la séquence des tâches nécessaires à la réalisation de notre recherche académique. Il guide notre progression méthodique de la manière présentée ci-dessous :

Le **premier chapitre** d'ouverture explore et examine la revue conceptuelle général sur de la finance publique, la dette publique et la croissance économique où notre objectif principal était de mettre l'accent sur la compréhension de certains aspects associés à ces dernières.

Dans le **deuxième chapitre**, nous abordons le lien entre la dette publique et la croissance économique. En commençant par explorer les aperçus théoriques de la croissance économique et suivi par les approches théoriques de la dette publique. Ensuite en analysant l'impact de la dette publique sur les agrégats économiques.

Enfin, le **chapitre trois** est dédié à l'analyse de l'impact de la dette publique sur la croissance économique des Etats membres de la CEDEAO.

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

Chapitre 1 : Aperçu général sur la dette publique et la croissance économique.

Introduction du chapitre :

Ce chapitre inaugural se lance dans une exploration théorique, décomposant les concepts complexes de dette publique et de croissance économique. Il se déploie autour de trois sessions charnières : Finance publique, Dette publique et Croissance économique. Il est impossible de traiter chacun de ces concepts individuellement et séparément parce qu'ils sont tous liés les uns aux autres.

Finance publique n'est pas qu'un segment d'introduction ; Il sert de fondement théorique et d'importance fondamentale, offrant une compréhension des principes et des pratiques régissant la gestion financière publiques. Cette session est introduite précisément parce qu'il est très important de contextualiser les discussions ultérieures sur la dette publique et ses implications sur la croissance économique. Par conséquent, sans une compréhension globale de la finance publique, tous les autres concepts de dette publique et de croissance économique manqueraient des bases essentielles requises pour ce chapitre.

Lorsque nous parlons de finances publiques, nous faisons référence aux différentes sources de recettes et de dépenses qui sont prévues dans le cadre du budget de l'État, si les ressources ne sont pas suffisantes pour couvrir tous les coûts connexes, alors la dette publique peut être contractée pour garantir l'équilibre financier nécessaire pour stimuler la croissance économique. Le lien entre ces trois concepts est clair pour nous, et chacun des concepts sera analysé dans ce chapitre.

Section 1 : La notion de « finance publique ».

La finance publique est une discipline économique qui examine la gestion des ressources financières de l'État et d'autres entités publiques. Elle englobe la collecte des revenus publics, la planification budgétaire et l'allocation des fonds pour soutenir les dépenses publiques. La finance publique joue un rôle crucial dans la promotion de la stabilité économique, la fourniture de biens et services publics essentiels, ainsi que la réalisation des

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

objectifs sociaux et économiques d'un pays. Les décisions prises en matière de finance publique ont un impact direct sur l'économie nationale et sur la vie des citoyens, c'est pourquoi il est important de les étudier et de comprendre les principes fondamentaux de la finance publique.

1.1. Définition de la finance publique.

La finance publique est couramment définie comme l'étude des ressources, des charges et les comptes des collectivités publiques, c'est-à-dire principalement de l'État, des collectivités territoriales, des organismes de Sécurité sociale, de ceux dépendants étroitement de l'État et des collectivités territoriales (établissements publics notamment).

Dans la détermination de leurs périmètres contextuels, les finances publiques concernent les finances de l'État, les finances locales, les finances sociales.¹

Le droit public régit les finances publiques. Les acteurs publics doivent suivre des règles précises lorsqu'ils effectuent des opérations financières ou comptables. Ces règles couvrent l'établissement de budgets et de comptes, la perception d'impôts, l'exécution de dépenses ainsi que les contrôles.

Les finances publiques sont au cœur de la décision politique. Elles expriment les choix de la société et constituent l'un des principaux leviers de l'action publique. En utilisant l'impôt et les dépenses tels que les subventions et les recrutements, les acteurs publics affectent la croissance économique et la répartition des ressources.

Il y a également des impacts sur certains secteurs en termes de développement. Leur périmètre s'est élargi en raison des interventions publiques.

¹. Gaspard Muheme, Cours de Finances Publiques (Eco Po-Lubumbashi) : Définition de la finance publique, Années 2018-2019, p.9. (Consulté le 28 Mai 2023).

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

Qui sont les acteurs des finances publiques ?²

Tout organisme, qu'il soit public ou privé, participant aux finances publiques est financé principalement par des prélèvements obligatoires sur les revenus des contribuables (par exemple leurs revenus ou leur patrimoine). Leur intervention a pour but l'intérêt général. On parle de :

- L'État ;
- Les collectivités territoriales et leur regroupement : communes, départements, régions, collectivités d'outre-mer, collectivités à statut particulier, établissements publics de coopération intercommunale, syndicats mixtes ;
- Les organismes de protection sociale font partie des mesures obligatoires de la protection sociale ;
- Les diverses organisations appartenant à l'administration publique centrale et sociale, notamment des établissements publics nationaux, ainsi que des organismes qui financent des politiques sociales telles que les fonds pour la vieillesse ou la protection complémentaire pour couvrir les risques médicaux. Il y a également des organisations privées qui participent à l'exercice du pouvoir public ;
- Certains acteurs jouant un rôle important : le Parlement consent les impôts, vote sur les recettes et les dépenses de l'État et des organisations sociales, approuve les comptes et surveille l'utilisation des fonds publics ; le ministère des Finances élabore et gère les règles des finances publiques, contrôle et perçoit les impôts; la Cour des comptes a pour mission de juger les comptes des comptables publics ainsi que de contrôler la gestion de toutes les administrations et organismes publics ou parapublics nationaux. Elle exerce également son pouvoir sur l'emploi des fonds publics alloués à des organismes privés. Son rôle est d'aider le Parlement et le Gouvernement à remplir leur mission.³

² République Française- Liberté Égalité Fraternité, Vie publique (Au cœur de débat public), Fiches, Finances publiques, Dernière modification : 17 Octobre 2022, (Consulté le 28 Mai 2023).

³. Gaspard Muheme, *op.cit.*, pp.10-11. (Consulté le 28 Mai 2023).

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

1.2. Les budgets de l'État

Le budget de l'État représente toutes les dépenses et recettes prévues pour l'année, avec une analyse des dépenses budgétaires par mission et une différence entre les recettes fiscales et non fiscales, les prélèvements et les fonds de concurrence. La présentation de ces éléments budgétaires est établie conformément au principe d'universalité budgétaire, sans répartition entre les recettes et les dépenses du budget général. Cependant, certains revenus peuvent être affectés à des dépenses spécifiques par le biais de budgets auxiliaires ou de comptes spéciaux, ce qui justifie la distinction entre le budget général, les comptes spéciaux, et le budget annexes dans la Loi sur les finances.

Dans le cas des entreprises privées et d'autres organismes de droit privé, le budget est un document qui rassemble des prévisions financières pour une période déterminée, la plupart du temps chaque année. Pour l'État, le budget se compose également de prévisions de recettes et de dépenses pour l'année à venir, tout en restant limité à la portée des opérations financières de nature budgétaire, définies par la loi organique. Cependant, les prévisions de dépenses sont considérées comme un acte d'autorisation des dépenses publiques. Pour les recettes, en revanche, le budget reste purement provisoire.

1.2.1. Définition du budget de l'État

Le budget de l'État est défini par l'ensemble des recettes que l'État provenant par prélèvement sur les différents agents économiques sous formes d'impôts directs ou indirects (impôt sur les revenus, impôt sur les bénéfices, la Taxe sur la valeur ajoutée - TVA, redevances, etc.)⁴

Le budget de l'État peut être défini comme un document établi par le gouvernement et voté par le Parlement qui prévoit et définit les dépenses et les recettes que l'État a le droit d'engager et de percevoir pour l'année à venir ou l'année civile.⁵

⁴. Taha Can, "Résumé Politique Budgétaire : Budget de l'État", Années 2013, p. 1. <https://www.scribd.com/document/151055005/Resume-Politique-Budgetaire>. (Consulté le 01 Juin 2023).

⁵. Le Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique, "Le budget de l'État", Dossier réalisé par lafinancepourtous, Année 2013. <https://www.economie.gouv.fr/facileco/comptes-publics/budget-etat>. (Consulté le 01 Juin 2023).

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

Les dépenses courantes nécessaires au fonctionnement de l'État, y compris le paiement des fonctionnaires, etc. sont engagées ou pour sa dépense d'équipement (investissement de l'État). Ces deux éléments du budget de l'État fournissent une voie pour le gouvernement d'agir sur l'activité économique. En prélevant, il opère une réduction des revenus des individus économiques. Cela limite leur consommation. Cependant, en déployant ces coûts, il finance l'économie et contribue ainsi à sa croissance.

Le budget de l'État est fixé par les lois de finances votées par le Parlement ;

- La **loi de finances initiale** (LFI) est celle qui prévoit et autorise l'ensemble des ressources et dépenses de l'État.
- La **loi de finances rectificative** (LFR) ou « budget collectif » modifie les dispositions de la LFI en cours d'année ;
- La **loi de règlement** adopte le montant définitif des recettes et des dépenses du budget, ainsi que le résultat budgétaire (déficit ou excédent).

1.2.2. Les différents types de budget de l'État.

L'État gère ses finances à travers différents types de budgets qui jouent un rôle clé dans la planification et l'allocation des ressources publiques. Ces budgets sont conçus pour répondre à des besoins spécifiques et aborder différents aspects de la gestion financière de l'État. Les principaux types de budgets de l'État comprennent le budget général, le budget annexes et les comptes spéciaux.

- **1.2.2.1. Le budget général** : C'est la composante essentielle du budget que prévoyait en ces termes : « L'ensemble des recettes assurant l'exécution de l'ensemble des dépenses, toutes les recettes et toutes les dépenses sont imputées à un compte unique, intitulé budget général. ».⁶
- **1.2.2.2. Les budgets annexes** : Opérations financières de services d'État dont le n'ayant pas de personnalité juridique ou présentent essentiellement les revenus et les dépenses

⁶ Lagazette des communes, LE GROUPE MONITEUR, "Finances Publiques", le budget général, p. 2. https://www.lagazettedescommunes.com/telechargements/FIP-5_LE_BUDGET1.pdf. (Consulté le 3 Juin 2023).

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

d'un service d'État dont l'activité tend à produire des biens ou à rendre des services donnant lieu à un paiement de prix.

- **1.2.2.3. Les comptes spéciaux :** Tracent les dépenses et les recettes de l'État allouées aux pensions, aux privatisations, aux participations financières de l'État ou aux comptes liés à la gestion de la dette de l'État. Les catégories de comptes spéciaux sont les comptes d'affectation spéciale, les comptes de commerce, les comptes d'opérations monétaires et les comptes de concours financiers.

Chaque type de budget a ses propres priorités et objectifs, mais tous contribuent à la gestion globale des finances publiques de manière à répondre aux besoins de l'État et de la population qu'il sert.

1.2.3. Les composantes du budget de l'État.

- Dépenses ou charges de l'État : il s'agit des dépenses de personnel, des dépenses de fonctionnement, des dépenses d'intervention (dépenses pour la mise en œuvre des politiques publiques), des dépenses d'investissement et des autres dépenses liées au remboursement des intérêts de la dette publique ;
- Recettes ou ressources de l'État : Il s'agit principalement de recettes fiscales provenant de taxes et de droits.

1.2.3.1. Les dépenses de l'État.

Grâce à la politique de dépenses, l'État peut exercer ses fonctions de producteur, de consommateur, d'investisseur et de régulateur de l'économie. Lorsqu'il s'agit de programmes de l'État, les dépenses sont généralement classées principalement, en fonction de leur nature économique suivant les principales fonctions de l'État.

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

A. Définition de la dépense de l'État.

Les dépenses de l'État représentent la manière dont l'État utilise ses recettes fiscales et non-fiscales. Si ses dépenses sont supérieures aux recettes alors il présente un déficit⁷, dans le cas inverse il constitue un excédent.

B. Les différents types de dépense de l'État.⁸

L'État engage diverses dépenses pour s'assurer qu'il répond aux besoins de ses citoyens et au fonctionnement de la société. Ces dépenses peuvent être regroupées en différents types, chacune jouant un rôle vital dans l'économie nationale.

- **Les dépenses de fonctionnement** : La rémunération du personnel gouvernemental comprenant notamment celle des travailleurs d'État et celle des fonctionnaires ainsi que les coûts opérationnels courants du gouvernement incluant le paiement d'intérêts sur sa dette sont considérés comme faisant partie intégrante des dépenses opérationnelles.
- **Les dépenses d'intervention** : Parmi les dépenses liées aux interventions figurent celles liées à la solidarité telles que le revenu minimum d'insertion (RMI), l'aide à l'embauche des jeunes ou encore les aides au logement.
- **Les dépenses d'investissement** : Celui-ci vise à renouveler ou à augmenter le capital productif public tel que les dépenses de recherche et développement, les achats d'armes, la construction de bâtiments et d'infrastructures, entre autres.⁹

1.2.3.2. Les recettes de l'État.

Les recettes de l'État sont l'ensemble des ressources dont il dispose pour la mise en œuvre des politiques publiques. Ils sont résumés chaque année dans le budget de l'État. L'essentiel de ces ressources provient des recettes fiscales représentant plus de 90 % des recettes totales des impôts directs ou indirects prélevés sur les citoyens et les entreprises. Les

⁷ Lafinancepourtous, Décryptage, La politique économique, "la dépense de l'État", Année 2022. <https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/politiques-economiques/economie-francaise/comptes-publics/le-budget-de-letat/depenses-de-letat/>. (Consulté le 4 Juin 2023).

⁸ Maxicours, Fiche de cours, "Le Budget de l'État". <https://www.maxicours.com/se/cours/le-budget-de-l-etat/>. (Consulté le 4 Juin 2023).

⁹ Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE), "Dépense Publiques", Publié le 01 Août, Année 2021. <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c2125>. (Consulté le 5 Juin 2023).

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

autres revenus proviennent de recettes non fiscales telles que les jeux d'argent ou le produit des amendes.

Les recettes de l'État peuvent être classées en deux catégories principales : les recettes fiscales et les recettes non fiscales.

A. Les Recettes fiscales :

Elles sont composées des impôts, qui forment plus de 95 % des recettes totales. Les recettes fiscales font référence aux revenus que l'État génère à partir de différentes formes d'imposition. Cela inclut les impôts sur le revenu des particuliers et des entreprises, les impôts fonciers, les impôts sur les successions, les droits de douane, les taxes sur la valeur ajoutée (TVA) et d'autres taxes prélevées sur les biens et services. Les recettes fiscales sont retrouvées par l'administration fiscale auprès des contribuables et sont une source majeure de financement des dépenses publiques.

Les trois formes de recettes fiscales

- **Les impôts de consommation** incluent la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP).
- **Les impôts prélevés sur les revenus** : incluent l'impôt sur le revenu (IR), l'impôt sur les sociétés (IS) et l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC).
- **L'ensemble des taxes portant sur la possession de biens mobiliers ou immobiliers** incluent la taxe foncière (prélevée par les collectivités territoriales), les impôts sur les plus-values, l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), et également des droits de mutation (enregistrement, donation, succession).

B. Les Recettes non fiscales :

Ils sont principalement les revenus du patrimoine de l'État, les revenus de l'activité industrielle et commerciale de l'État, les rémunérations des services rendus et les emprunts contractés par l'État.

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

Les recettes non fiscales peuvent aussi désigner les revenus de l'État qui ne proviennent pas de l'imposition. Il s'agit notamment des revenus provenant de la vente ou de la location de biens et de services, des revenus des entreprises publiques, des revenus générés par les ressources naturelles, des amendes et des pénalités, des droits d'utilisation ou d'exploitation des ressources publiques, et d'autres sources de revenus diverses. Les recettes non fiscales peuvent être utilisées pour compléter les recettes fiscales et financer les dépenses de l'État.

La combinaison des recettes fiscales et recette non fiscales permet à l'État de disposer des fonds nécessaires pour financer les infrastructures, les services publics, les programmes sociaux, la défense nationale et d'autres besoins publics. L'équilibre entre ces deux types de recettes peut varier en fonction des politiques fiscales, des priorités économiques et des caractéristiques spécifiques de chaque pays.

1.2.4. Les principes du budget de l'état.

Les principes du budget de l'État sont les lignes directrices fondamentales qui guident l'élaboration et la mise en œuvre de ce processus budgétaire. Ces principes comprennent l'annualité, d'unité, spécialité, l'universalité et l'équilibre budgétaire.

1.2.4.1. Le principe d'annualité budgétaire.

Le principe d'annualité requiert le vote et l'exécution du budget de l'État chaque année. Les autorisations de dépenses et les prévisions de recettes ne peuvent être valables qu'un an. Compte tenu de la courte durée de cette périodicité, cette période est considérée comme raisonnable pour un contrôle parlementaire efficace et pour rendre les prévisions budgétaires moins complexes.

S'agissant du vote annuel, où l'on retrouve l'adoption de la loi de finances rectificative, la prolongation de l'exécution du budget au-delà de l'exercice budgétaire dans la limite d'un délai supplémentaire, et enfin, l'institution des autorisations-programmes, ce principe a subi plusieurs exceptions.

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

1.2.4.2. Le principe d'unité budgétaire.

Le respect de deux règles est requis par le principe d'unité budgétaire.

- La règle de l'unicité ;
- La règle de la totalité.

La règle de l'unicité budgétaire impose que le budget soit présenté dans un seul et même document. Afin que le contrôle soit efficace et non fragmentaire il est impératif d'avoir un document unique. Il est obligatoire d'inclure toutes les recettes dans le budget conformément à la règle de totalité et tous les frais sont pris en charge (à moins que cela ne soit expressément interdit par la loi).¹⁰

1.2.4.3. Le principe de spécialité budgétaire.

- **La spécialité budgétaire** : Il faut être très précis dans l'indication du détail des opérations prévues pour répondre aux exigences de la spécialité budgétaire et en particulier pour les crédits demandés. Pour élaborer un budget il est essentiel de déterminer avec précision le montant et la nature des opérations prévues. La présentation des dépenses est faite de manière détaillée en fonction du programme ou de la nature.
- **La spécialité juridique** : Pour respecter la spécialité juridique en matière budgétaire il faut présenter les crédits avec un niveau élevé de détail qui suit des subdivisions spécifiques (chapitre pour le budget d'État et chapitre/article pour les budgets locaux), ce qui empêche ensuite toute modification du contenu par les bénéficiaires ; toute modification nécessite en principe une nouvelle décision prise par l'autorité budgétaire.

1.2.4.4. Le principe de l'universalité.

Il est important de respecter **la règle de non-compensation** qui interdit toute contraction et tout produit brut. Il est strictement interdit de soustraire certaines dépenses à

¹⁰. Cours finances publiques, univ-bejaia, e-learning, pp. 5-6. https://elearning.univ-bejaia.dz/pluginfile.php/859882/mod_resource/content/1/COURS-FINANCES%20PUBLIQUES-converti.pdf. (Consulté le 8 Juin 2023).

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

partir du chiffre d'affaires obtenu en vendant certains produits ou service (tels que retirer le coût collecté lors du traitement fiscal), ou encore déduire quelques gains sur un ensemble atypique consacré aux différents coûts (tel qu'uniquement compter les inscriptions universitaires parmi toutes sortent dépense). Le budget doit refléter ou bien inclure tous les revenus et toutes les dépenses intégralement sans interférence mutuelle. On l'appelle principalement « Règle de Produit Brut » au lieu de « Règle de Produit Net ».

On ne peut pas affecter une recette à une dépense en vertu de **la règle de non affectation**. La collecte de toutes les recettes doit se faire dans une caisse unique et il faut décider des dépenses sans distinction des fonds. Cette règle est justifiée :

- Il n'est pas possible de réclamer un financement particulier en raison des obligations de solidarité ;
- Dans certaines situations financières, une recette affectée à l'avance pourrait dépasser les besoins de la personne recevant les fonds ou du montant dépensé ;
- Afin de maintenir intact le pouvoir décisionnel complet de l'autorité budgétaire (absence d'autorité budgétaire).

1.2.4.5. Le principe de l'équilibre budgétaire.

Ce principe signifie simplement que les dépenses ne peuvent pas dépasser les revenus, qui doivent être limités au montant des dépenses reconnues comme nécessaires. Pendant longtemps, il a été considéré comme la pierre centrale des finances publiques classiques avec une nécessité absolue, en raison de l'expression d'une gestion de qualité. Les partisans des finances publiques classiques avaient leur choix de neutralité budgétaire en ce qui concerne les secteurs économique et social, et voulaient faire de ce principe une règle sacro-sainte.

Des événements imperforés et malheureux tels que la première guerre mondiale et la crise économique de 1929 ont conduit à des mesures d'atténuation du principe de l'équilibre budgétaire et d'une option opposée, appelée principe du déséquilibre budgétaire ou recours au déficit budgétaire. Cela consiste à augmenter les dépenses publiques, même si cela signifie créer un déséquilibre budgétaire, en cas de dépenses insuffisantes et d'investissement privé.

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

Sinon, le principe du déséquilibre budgétaire est un instrument d'action sur l'économie ; il permet de s'opposer à une situation économique défavorable, à un déséquilibre budgétaire dans la direction opposée, destinée à le corriger.

Par exemple, en cas de situation inflationniste, un excédent budgétaire sera demandé. Mais aussi, le déséquilibre budgétaire peut être utilisé au moyen du déficit systématique recommandé par J.M. Keynes.¹¹

Ce faisant, l'économie peut connaître une reprise grâce à la création d'emplois, conduisant à une augmentation de la consommation, à savoir la demande, ainsi qu'à la formation d'épargne pour l'investissement, grâce à l'intervention de l'État.

1.3. Le déficit budgétaire.

Le déficit budgétaire de l'État crée mécaniquement un besoin de financement à moyen et long terme, divisé en ces deux éléments, à savoir : le déficit budgétaire et l'amortissement de la dette. Il n'y a pas suffisamment de revenus pour couvrir les dépenses annuelles. Ce besoin de financement est permanent, ce qui n'est certainement pas un écart temporaire entre les encaissements et les décaissements.

Il est fréquent que les revenus de l'État soient inférieurs à ses dépenses totales autorisées par la loi sur les finances pour l'année civile (N) et c'est là qu'il est dit qu'il y a un déficit budgétaire.

$$\text{Budget de l'État} = \text{Dépenses définitives} + \text{Recettes définitives} - \text{Déficit.}$$

Lorsque les déficits budgétaires précédents ont été principalement financés par emprunt, la dette de l'État qui en résulte a un impact par effet « boule-de-neige » sur le besoin de financement de l'année suivante de deux façons : d'une part, les intérêts de la dette sont

¹¹. Le principe de l'équilibre budgétaire, "Cours sur la finance publique : le budget de l'État". <https://www.cours-gratuit.com/cours-finance-publique/cours-sur-la-finance-publique-le-budget-de-l-etat>. (Consulté le 9 Juin 2023).

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

inclus dans les dépenses du budget général, creusant ainsi davantage le déficit budgétaire annuel ; d'autre part, le capital dû doit être remboursé à l'échéance. Ce sont des opérations de trésorerie qui concernent des titres à long terme (Obligation assimilables du Trésor- OAT) ou à moyen terme (Bon du Trésor à intérêt annuel- BTAN) émis par l'État.

Les collectivités locales et la sécurité sociale, qui ont leurs propres budgets, peuvent également se retrouver en déficit, ce qui affecte les finances publiques au-delà du simple déficit budgétaire. Il est nécessaire que les besoins de financement de la collectivité publique intègrent ces différents éléments pour financer le déficit public. L'État a la possibilité de recourir à l'emprunt à long terme (via l'émission d'obligations) ou de prélever des fonds sur les revenus provenant de ses organismes réglementés (comme le Compte Courant Postal- CCP, Caisse d'épargne, etc.) comme il peut aussi créer la monnaie la planche à billets).¹²

1.3.1. Définition du déficit budgétaire.

Le déficit budgétaire est la situation dans laquelle les recettes de l'État (hors remboursement d'emprunt) sont inférieures à ses dépenses (hors emprunt) au cours d'une année. C'est donc un solde négatif.¹³

$$\text{Déficit budgétaire} = \text{Dépenses définitives} - \text{Gains définitives.}$$

Dans le cas contraire, on parle d'un excédent. Un budget est en équilibre lorsque les recettes sont égales aux dépenses. Pour équilibrer les comptes, le déficit peut être compensé :

- Quand on a recours à l'emprunt (ce qui diffère le problème au futur, nécessite la confiance des créanciers et engendre un coût car il faut payer des intérêts).
- On peut utiliser les réserves préalablement accumulées grâce aux excédents budgétaires réalisés les années antérieures ;

¹². Gaspard Muheme, Cours de Finances Publiques (EcoPo-Lubumbashi) : Le déficit budgétaire, Années 2018-2019, pp. 47-48. (Consulté le 9 Juin 2023).

¹³. Vie Publique, 'Définition du déficit budgétaire', Publication. <https://www.vie-publique.fr/fiches/21877-quest-ce-que-le-deficit-budgetaire>. (Consulté le 10 Juin 2023).

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- Supposons que nous augmentions les impôts sans dépasser le point de rupture où cela affecte négativement les recettes fiscales ;
- Le recours à une émission monétaire ne résout pas le problème sur le long terme, mais change simplement sa nature en modifiant la valeur de la monnaie.

Selon certains économistes, un déficit budgétaire a un impact économique, peut être un stimulant pour l'activité économique par le biais d'une politique de relance selon les principes du keynésianisme, ou simplement être un moindre mal dans certaines situations de récession (l'effet de la récession est réduit). Pour d'autres économistes, un déficit budgétaire est toujours un signe de mauvaise gestion des fonds publics et de l'argent des contribuables et qui doit être évité.

1.3.2. Les causes du déficit budgétaire.¹⁴

Le déficit budgétaire, qui se produit lorsque les dépenses d'un gouvernement dépassent ses recettes, est un problème complexe dont les causes sont diverses. Les facteurs qui contribuent à la formation d'un déficit budgétaire sont les suivants.

- **Politique :**

La politique est l'une des principales causes d'un déficit budgétaire. Lorsque le gouvernement dépense plus qu'il ne reçoit, il doit prendre des décisions politiques difficiles. Il doit augmenter la fiscalité, réduire les dépenses ou simplement continuer à emprunter, augmentant ainsi encore la dette. Celui sur lequel il décidera s'avérera impopulaire auprès des électeurs. Cependant, poursuivre le déficit est la meilleure solution à court terme. Au fur et à mesure que la dette s'accumule, cela devient un problème pour le prochain gouvernement et affecte généralement la croissance future de l'économie. En revanche, l'augmentation de la fiscalité ou la réduction des dépenses publiques nuiront au gouvernement actuel à court terme en raison des promesses faites à son citoyen. Les gouvernements utilisent également fréquemment les déficits budgétaires à l'approche d'une élection en dépensant de plus en plus pour stimuler l'économie et améliorer l'image publique du gouvernement.

¹⁴. Paul Boyce, Macroeconomics, Fiscal Policy, "Budget deficit: Definition, causes & effects", Publie le 01 Mars, Année 2023. <https://boycewire.com/budget-deficit-definition/>. (Consulté le 10 Juin 2023).

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- **Déficits budgétaires keynésiens :**

La politique est une cause importante du déficit budgétaire. Cependant, l'idée que les dépenses publiques peuvent stimuler la croissance joue également son rôle. L'idée d'origine de John Maynard Keynes existe avant la seconde guerre mondiale. L'idée est que si le gouvernement dépense, il crée de la demande, stimulant ainsi l'économie. Cela peut fonctionner à court terme, et cela n'a été conçu à l'origine que pour être mis en œuvre pendant les périodes de déclin économique. Cependant, il est maintenant utilisé comme un outil pour accélérer la croissance économique. La conséquence est que, plus les gouvernements empruntent et dépensent, moins il y a de fonds à la disposition des entreprises privées pour investir dans l'économie au sens large. Ce qui nous amène à la question de savoir si l'argent est dépensé plus judicieusement par les responsables gouvernementaux ou par l'entreprise privée

- **Raisons cycliques :**

En période de contraction économique, les revenus du gouvernement peuvent diminuer rapidement, comme on l'a vu pendant la crise financière de 2008. Alors que les revenus chutent en raison de la perte de leur emploi, les coûts ont augmenté en raison des allocations de chômage élevées et du soutien du revenu. Par conséquent, les revenus chutent et les dépenses augmentent simultanément. Cela fournit une force forte qui provoque un déficit budgétaire

- **Paiements d'intérêts :**

Si un pays présente un déficit budgétaire continu, sa dette peut s'accumuler. Et à mesure qu'il s'accumule, le montant qu'il doit payer en intérêts augmente invariablement, ce qui, à son tour, peut entraîner un déficit budgétaire. Cela fonctionne dans un cercle vicieux qui continue de créer de futurs déficits budgétaires.

Ces diverses causes, souvent interconnectées, peuvent contribuer de manière significative à la formation d'un déficit budgétaire.

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

1.3.3. Les effets du déficit budgétaire.¹⁵

Le déficit budgétaire a des répercussions profondes sur la stabilité de l'économie d'un pays, sur la qualité de vie des citoyens et sa capacité à investir dans l'avenir. Voici les effets du déficit budgétaire.

- **Crowding Out Effect :**

Les déficits budgétaires s'accompagnent généralement de niveaux élevés d'endettement, car les gouvernements ont du mal à apporter autant d'argent pour couvrir les dépenses. Cela attire les investissements dans les obligations d'État et d'autres formes de dette libellée. Cependant, cela détourne plutôt les investissements et les prêts des institutions privées et des gouvernements, et rend plus difficile pour les petites et moyennes entreprises d'accéder au même niveau de crédit qu'elles pourraient obtenir autrement.

- **Augmentation de la dette :**

Lorsqu'un gouvernement dépense plus qu'il ne reçoit, il doit payer ces dépenses soit avec les excédents de l'année précédente, soit financés par la dette. Les gouvernements empruntent de l'argent en émettant des obligations à des investisseurs privés (obligations du Trésor). En les émettant, le gouvernement emprunte de l'argent au secteur privé, aux banques, aux fonds d'assurance/pension, aux ménages et aux investisseurs étrangers. Lorsqu'il gère un déficit budgétaire, le gouvernement doit un montant croissant, principalement aux banques et aux fonds de pension. Ce faisant, il doit emprunter plus d'argent pour continuer à financer le déficit budgétaire. Cependant, plus le gouvernement emprunte, moins il y a d'offre pour les institutions privées. En d'autres termes, les banques et les autres institutions ont moins de fonds à prêter au gouvernement car elles leur en ont déjà prêté suffisamment. Par conséquent, les gouvernements doivent offrir des taux d'intérêt plus élevés -ce qui peut éventuellement augmenter encore la dette.

¹⁵. Paul Boyce, cp.cit., (Consulté le 10 Juin 2023).

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- **Taux d'intérêt plus élevés :**

Au fur et à mesure que le gouvernement emprunte plus, il enlève plus d'argent au secteur privé. Si le gouvernement veut amasser plus de fonds, il doit attirer plus de personnes prêtes à prêter. Il le fait en augmentant l'intérêt. Cela implique que plus le gouvernement a de déficit, plus il doit emprunter. Plus il emprunte, plus il devra payer d'intérêts. Plus il doit payer d'intérêts, plus la dette devient élevée. En conséquence, des déficits budgétaires constants peuvent finir par se transformer en niveaux d'endettement plus élevés.

- **Paiements d'intérêts plus élevés :**

Lorsque le gouvernement a un déficit budgétaire, il doit emprunter de l'argent et payer des intérêts sur ces dettes. Cela s'ajoute à la pile de dettes existantes, et à mesure que le déficit budgétaire se poursuit, les paiements d'intérêts augmentent dans un cercle vicieux qui augmente encore le déficit.

- **Croissance économique à court terme :**

Lorsque le gouvernement a un déficit budgétaire, cela peut stimuler les demandes globales. Cela se produit principalement pendant une récession, afin de stimuler l'économie. Par exemple, lorsqu'une récession frappe, la demande diminue à mesure que les gens perdent leur emploi et ont moins d'argent à dépenser. Les gouvernements devront intervenir et créer une demande artificielle afin d'éviter un ralentissement économique profond en augmentant les dépenses. Ces dépenses vont dans les poches des ménages, les gouvernements espérant qu'ils dépenseront et augmenteront la demande globale, atténuant ainsi les effets négatifs de la récession. Lorsque le gouvernement dépense plus, il enlève de l'argent au secteur privé, ce qui lui fait mourir de faim ses investissements. Il l'utilise ensuite pour embaucher des personnes et créer une nouvelle demande. Embaucher des gens leur donne de l'argent, cet argent étant dépensé dans l'économie. À court terme, cette stratégie peut stimuler l'activité économique. Cependant, à long terme, cela peut avoir un impact négatif sur la croissance. Cela est dû au fait que les dépenses d'aujourd'hui devront être payées par le contribuable de demain.

Les dépenses publiques sont incroyablement collantes. Quand elles augmentent, elles sont très difficiles de diminuer à nouveau. Ainsi, lorsque les gouvernements dépensent plus, il en reste généralement ainsi. C'est parce qu'il est incroyablement difficile, politiquement, de

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

supprimer des emplois ou la sécurité sociale. C'est ce qui explique la loi de l'économiste allemand Adolph Wagner (1872).¹⁶

1.3.4. Les sources de financement du déficit budgétaire.¹⁷

Le financement du déficit budgétaire est un défi majeur pour les gouvernements et lorsque les dépenses publiques excèdent les recettes, un déficit se crée qui nécessite des sources de financement pour combler l'écart financier. Il peut emprunter les ressources dont il a besoin auprès d'autres agents qui ont épargné (c'est la voie de l'endettement) mais il peut aussi financer son déficit en ayant recours à la création monétaire.¹⁸

Nous examinerons les différentes sources de financement utilisées par les gouvernements pour faire face à leurs déficits budgétaires.

Nous explorerons les moyens classiques ou conventionnels et les moyens non conventionnels.

- **Les moyens classiques ou conventionnels de financement du déficit budgétaire :**

Les moyens classiques ou conventionnels sont les sources traditionnelles de financement ou de revenus.

A. L'emprunt conventionnel

Les différentes formes d'emprunt conventionnel. L'État peut recourir à deux formes d'emprunts ; un prêt interne et un prêt externe.

¹⁶ Joël Kazadi, HAL Open Sauce, "Examen de la loi de Wagner : Le cas des pays de la CEEAC", Congo-Kinshasa, Aug 2020, p.2. [https://hal.science/hal-03283754/document#:~:text=Du%20nom%20de%20l%27économiste,expansion%20de%20l%27activité%20économique.\(Consulté le 9 Novembre 2023\).](https://hal.science/hal-03283754/document#:~:text=Du%20nom%20de%20l%27économiste,expansion%20de%20l%27activité%20économique.(Consulté%20le%209%20Novembre%202023).)

¹⁷ Asamino Mulugeta, The determinants of budget deficit in Ethiopia, "Methods of deficit financing", June 2018, pp. 9-11. [https://www.scribd.com/document/382408373/THE-DETERMINANTS-OF-BUDGET-DEFICIT-IN-ETHIOPIA.\(Consulté le 11 Juin 2023\).](https://www.scribd.com/document/382408373/THE-DETERMINANTS-OF-BUDGET-DEFICIT-IN-ETHIOPIA.(Consulté%20le%2011%20Juin%202023).)

¹⁸ Lakhal Nabile, "Les mécanisme de financement des dépenses publiques", Annales de l'université de Béchar des Sciences Économique Vol : 04, N° 2, ISSN 2676- 1513, p.379. [https://www.asjp.cerist.dz/en/downArticle/659/4/2/129598#:~:text=Pour%20financer%20son%20déficit%20budgétaire,masse%20monétaire%20s%27accroît%20donc.\(Consulté le 11 Juin 2023\).](https://www.asjp.cerist.dz/en/downArticle/659/4/2/129598#:~:text=Pour%20financer%20son%20déficit%20budgétaire,masse%20monétaire%20s%27accroît%20donc.(Consulté%20le%2011%20Juin%202023).)

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- **Emprunts intérieurs :**

L'État émet des titres d'État, principalement des obligations, afin d'emprunter. Ces titres sont principalement une reconnaissance de dette de l'État envers le public. Ces titres d'État matérialisent l'engagement de l'État à rembourser le montant emprunté avec un intérêt majoré dans l'avenir.¹⁹

Il existe des titres à court terme, comme les bons du Trésor qui n'excèdent pas la durée de 90 jours, ou les bons du Trésor à moyen terme avec un intérêt annuel, mais aussi, ces titres peuvent être à long terme.²⁰ Par exemple les Obligations Assimilables au Trésor (OAT) ou la maturité de ce dernier qui peut aller de 7 à 50 ans.

L'État peut également recourir à un mode conventionnel ou non conventionnel qui est un financement direct de la Banque centrale. Cette pratique est également appelée « planche à billet », où la banque centrale accorde des avances au trésor public, qui se matérialisent par l'impression de billets de banque.

Ce mode de financement permet à l'État de financer sa dette ou ses déficits publics, mais ses conséquences peuvent être très néfastes sur l'économie, notamment la hausse du taux d'inflation résultant d'une masse monétaire très importante en circulation et d'une nouvelle baisse de la valeur de la monnaie en question. Par conséquent, l'utilisation de l'impression monétaire est considérée comme méprisable, car elle est socialement injuste et économiquement dangereuse.

¹⁹ Wissem Ajili, «La gestion de la dette publique selon les approches - économique, institutionnelle et financière : Application à une petite économie en développement, la Tunisie», Economies et finances. Université Paris Dauphine - Paris IX, Année 2007, p. 14. <https://theses.hal.science/tel-00194998v1/document>. (Consulté le 12 Octobre 2023).

²⁰ Xavier Bradley, Christian Descamps, «Monnaie- Banque- Financement», 2eme Edition, DALLOZ, Paris, Années 2005, p. 23. (Consulté le 12 Octobre 2023).

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- **Emprunts extérieurs :**

L'emprunt extérieur est une autre option pour l'État pour financer ses déficits, au cas où l'emprunt intérieur ne répondrait pas à ses attentes en termes de recettes.

Ces prêts sont généralement émis sur les marchés extérieurs, et les autorités publiques peuvent également emprunter auprès de diverses institutions financières internationales comme le FMI et des organisations. Cette forme d'emprunt est principalement le résultat de politiques de développement ambitieuses, accélérées et sur budgétisées, qui absorbent beaucoup de capitaux.

Même si ces prêts servent dans les plus brefs délais à l'État à obtenir des capitaux pour subvenir à ses besoins et à financer le déficit public, ils peuvent affecter l'indépendance financière du pays à l'avenir.

- B. Recettes conventionnelles :**

Ces recettes proviennent principalement des impôts (les impôts sur le revenu, les impôts sur les sociétés) et des taxes prélevées sur les citoyens, les entreprises (les taxes sur la valeur ajoutée (TVA), les droits de douane) et d'autres entités économiques.

Le gouvernement peut augmenter les recettes fiscales en révisant les taux d'imposition pour les particuliers et les entreprises, en élargissant l'assiette fiscale pour inclure davantage de contribuables, ou en introduisant de nouvelles taxes ou en modifiant les taxes existantes. Cela peut générer des revenus supplémentaires pour combler le déficit budgétaire, mais cela peut également avoir des implications économiques et sociales.

- C. Dépenses conventionnelles :**

Lorsque les dépenses gouvernementales dépassent les revenus générés par ces sources fiscales, un déficit budgétaire se forme. Le gouvernement peut prendre des mesures pour réduire les dépenses publiques afin de combler le déficit budgétaire.

Cela peut inclure la maîtrise des dépenses de fonctionnement, la réforme des régimes de prestations sociales pour réduire les dépenses de sécurité sociale, ou la rationalisation des

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

subventions et des aides publiques. Cependant, la réduction des dépenses peut avoir des conséquences sur les services publics et la qualité de vie de la population.

- **Les moyens non conventionnels de financement du déficit budgétaire :**

Les moyens non conventionnels font référence aux différentes méthodes ou façons non traditionnelles de lever des fonds, en particulier pour le gouvernement.

A. La création monétaire :

Dans certains cas, le gouvernement peut avoir recours à la création monétaire pour financer son déficit budgétaire. Cela peut se faire par le biais de l'assouplissement quantitatif, où la banque centrale achète des obligations d'État sur le marché secondaire, ou par la monétisation de la dette, où la banque centrale achète directement de nouvelles émissions d'obligations d'État. Cela augmente la quantité de monnaie en circulation, mais peut également entraîner une inflation ou d'autres risques économiques.

B. Les mécanismes de financement alternatifs :

Il y a trois différents mécanismes de financement alternatifs.

- **Les partenariats public-privé (PPP) :**

Les PPP impliquent la participation d'entreprises privées au financement, à la construction et à la gestion de projets d'infrastructure publics. Les entreprises privées investissent des capitaux dans le projet et partagent les risques et les bénéfices avec le gouvernement. Cela permet de mobiliser des fonds supplémentaires sans recourir à l'emprunt traditionnel.

- **Les ventes d'actifs publics :**

Le gouvernement peut vendre des actifs publics, tels que des propriétés, des entreprises publiques ou des participations dans des entreprises, pour générer des revenus et combler le déficit budgétaire. Cependant, cela peut avoir des conséquences à long terme sur la propriété et le contrôle de ces actifs.

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- **Les fonds souverains :**

Les fonds souverains sont des fonds d'investissement détenus par le gouvernement, généralement financés par les revenus des ressources naturelles ou des excédents budgétaires. Ces fonds peuvent être utilisés pour financer le déficit budgétaire ou investir dans des projets stratégiques à long terme.

Ce moyen offre une alternative au moyen de financement traditionnel ou classique. Il est essentiel de prendre en compte les implications économiques, financières, politiques et sociales de ces méthodes, car elles peuvent avoir des conséquences à long terme sur l'économie et la stabilité financière de l'État. Une évaluation minutieuse des risques et des avantages est donc nécessaire lors de l'utilisation de ces mécanismes non conventionnels.

Section 2 : La notion de « dette publique ».

L'objectif de cette section est de comprendre la notion de la dette publique en présentant ses généralités à savoir sa définition, ses différents types, ses conséquences et sa gestion.

2.1. Généralités sur la dette publique.

Les généralités sur la dette publique sont essentiellement des détails et des faits clés qui nous aident à comprendre ce qu'est la dette publique. Ces généralités constituent une base pour comprendre la notion plus large de dette publique.

2.1.1. Historique de la dette publique.²¹

La plupart des premiers emprunts des souverains étaient motivés par la nécessité de sécuriser les frontières et de mener des campagnes militaires. La dette publique s'est ainsi

²¹ Kris Mitchener, Asmaa El-Ganainy, Rui Esteves, Barry Eichengreen, "Public debt through ages", Article publié par Voxeu columns, 1 April 2019. <https://cepr.org/voxeu/columns/public-debt-through-ages> (consulté le 10 Mai 2023)

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

développée comme moyen de survie de l'État. Elle a permis à l'État de financer des dépenses d'importance et de durée incertaines.

Le XIXe siècle a été une période de transition où les gouvernements, tout en empruntant pour poursuivre les guerres, ont émis des dettes pour fournir des biens publics. La dette publique intérieure a pris le tour en premier, avec l'émission d'obligations pour financer l'éducation et les travaux publics.

Au fur et à mesure que les revenus augmentaient, que l'industrie manufacturière se développait et que les villes grandissaient, des demandes d'eau potable, d'égouts et d'une éducation publique encore plus étendue ont surgi. Au milieu du XIXe siècle, la dette publique était utilisée pour tout financer, des travaux d'approvisionnement en eau et d'égouts, des chemins de fer, ports et canaux.

Le 20^e siècle a ensuite vu de fortes augmentations du fardeau de la dette à la suite de guerres majeures, mais aussi de récessions, de paniques bancaires et de crises financières, ainsi que des réponses des politiques publiques à ces événements. La fin du 20^e siècle a également vu, pour la première fois, une augmentation séculaire des ratios dette publique/PIB en réponse aux demandes sociales adressées aux gouvernements en matière de retraites, de soins de santé et d'autres services sociaux non financés.

2.1.2. Définition de la dette publique.

La dette publique peut être définie comme l'ensemble des emprunts que l'État et ses administrations ont contractés auprès de tiers, établissements bancaires ou autres pays, pour financer son fonctionnement.

Le gouvernement emprunte souvent de l'argent au niveau national ou international pour répondre aux besoins financiers du pays. Le prêt peut être à court, moyen ou long terme. Si un pays continue d'emprunter de manière excessive, les dettes s'accumuleront. En plus du montant principal, le gouvernement doit payer des intérêts sur les prêts. Pour le remboursement des

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

prêts, le public est lourdement taxé. Parfois, les pays mettent plusieurs années à apurer leur dette publique.

Le traité de Maastricht²² définit la dette publique comme la somme des dettes de toutes les administrations publiques.

George Findlay Shirras,²³ un économiste avait également une définition de la dette publique. Il a défini la dette publique comme une dette que l'État doit à ses sujets ou ressortissants d'autres pays.

L'objectif principal de la dette publique est d'obtenir les fonds nécessaires qui sont requis par le secteur public d'un pays pour combler le déficit budgétaire. Par ailleurs, l'objectif de la dette publique est de pouvoir financer une série de programmes pays et certaines activités stratégiques de développement et d'investissement publique.²⁴

2.1.3. Les caractéristiques de la dette publique.

Les principales caractéristiques d'une dette publique sont les suivantes :²⁵

- Elle peut être appelée dette souveraine, dette nationale ou dette publique
- Il est représenté en pourcentage du PIB (produit intérieur brut).
- La dette doit être publique. Elle ne doit pas apparaître comme personnelle, c'est-à-dire comme l'engagement d'une personne, fit-elle prince ou roi, mais de la collectivité dans son ensemble, que ce soit une cité ou un État.
- Quand le pays qui a une dette publique a un déficit, la dette augmente et quand il y a un excédent public, il se réduit.

²². Le traité de Maastricht : le traité fondateur de l'Union Européenne (UE) conclu en 1992. Source : https://en.m.wikipedia.org/wiki/Maastricht_Treaty (consulté le 10 Mai 2023)

²³. <https://www.toppr.com/ask/question/national-debt-is-a-debt-which-a-state-owes-to-its-subjects-or-to-the/#:~:text=It%20was%20defined%20by%20Findlay,country%20or%20outside%20the%20country> (consulté le 10 Mai 2023)

²⁴. <https://study.net/public-debt/> (consulté le 10 Mai 2023)

²⁵ Hugh Dalton, "Principals of public finance", 1st edition, 2003.

<https://www.taylorfrancis.com/chapters/mono/10.4324/9781315016948-37/general-characteristics-public-debts-hugh-dalton>. (Consulté le 10 Mai 2023).

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- Le déficit budgétaire de chaque année s'ajoute à la dette publique.
- Une dette publique qui s'alourdit ralentit lentement la croissance du pays à long terme.
- Si elle est utilisée correctement, elle peut devenir une excellente arme financière pour améliorer l'économie d'un pays.

2.2.1 Les différents types de la dette publique.

Il existe plusieurs types de dette publique et celles-ci peuvent être classées en fonction de la source, de la raison de l'emprunt, des conditions et de la durée :

- **Dette intérieure et extérieure.**

La dette intérieure est le prêt acquis auprès des personnes, des banques ou des entreprises du pays dans la monnaie locale et la dette extérieure comprend les fonds empruntés en devises étrangères auprès d'autres pays ou d'organisations internationales.

- **Dette productive et improductive.**

Les dettes productives sont des prêts utilisés pour des projets qui génèrent des revenus au gouvernement. Par exemple, construction d'usines sidérurgiques, projets énergétiques. Ces dettes sont intégralement couvertes par des actifs et les dettes improductives sont des prêts utilisés pour des projets qui ne rapportent pas de revenus au gouvernement. Par exemple, financement de la guerre, secours aux inondations. Ils sont appelées dettes sèches car elles ne créent aucun actif.

- **Dettes remboursables et irrécouvrables.**

Les prêts avec des dates de remboursement futures ou des dates d'échéance fixes sont appelés dettes remboursables, tandis que les prêts sans dates de remboursement fixes sont appelés des dettes irrécouvrables. Avec les prêts non remboursables, les gouvernements sont tenus de payer des intérêts réguliers.

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- **Dettes à court terme, moyen terme et à long terme.**

Les prêts à court terme sont généralement contractés pour une période de 3 mois à un an. Généralement pour couvrir les déficits temporaires des budgets. Les prêts à moyen terme sont ceux qui sont obtenus pour plus d'un an et moins de 10 ans. Par exemple pour le financement de la guerre, couvrir les dépenses et l'éducation. Les prêts à long terme sont remboursables après une longue période, généralement pour une période de 10 ans et plus, généralement pour le financement du développement.

- **Dettes financées et non financées.**

La dette financée est une dette à long terme généralement destinée à la création d'actif. Une provision est constituée pour le remboursement du prêt et la dette non financée est une dette à court terme pour répondre aux besoins actuels et remboursé en un an.

- **Prêts volontaires et obligatoires.**

Les prêts prêtés par les individus en vertu de leur volonté sont appelés prêts volontaires. Cependant, en cas d'urgence, le prêt peut être involontaire. C'est ce qu'on appelle un prêt obligatoire ou forcé. Par exemple, les impôts payés par le public.

2.2.2. Les sources de la dette publique.

Les gouvernements peuvent augmenter la dette publique à partir de sources internes et externes.²⁶

A. Sources internes :

Sont des sources prévenant de l'intérieur d'un pays. Ces sources comprennent :

- **Particuliers et organisations privées :**

Les particuliers et les organisations privées accordent des prêts au gouvernement avec l'achat de titres tels que des obligations et des bons du Trésor. Ils accordent des prêts réduisant la consommation, détournant les comptes d'épargne et les titres des entreprises, et puisant dans

²⁶. <https://analysisproject.blogspot.com/2017/01/sources-of-public-debt.html> (consulté le 11 Mai 2023)

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

les fonds qui resteraient inutilisés. Cette source de dette n'exerce normalement pas de pression inflationniste, sauf celle des fonds inutilisés, car il y aura juste un transfert de pouvoir d'achat du public vers le gouvernement et plus de masse monétaire.

- **Banques commerciales :**

Les banques commerciales accordent des prêts au gouvernement à partir des réserves de trésorerie excédentaires et par la création de crédit. Comme d'autres institutions financières, les banques commerciales accordent également des prêts au gouvernement dans une situation où il n'y a pas de demande suffisante de crédit bancaire.

- **Institutions financières :**

Les institutions financières, autres que les banques commerciales, telles que les compagnies d'assurance, les sociétés de financement et d'investissement et les banques coopératives, sont d'importantes sources de dette publique. Ces institutions accordent normalement des prêts au gouvernement pour réduire leurs avoirs en espèces afin de gagner des intérêts, pour la sécurité des fonds et pour maintenir la liquidité. Normalement, ces institutions préfèrent investir sur des titres publics dans une situation où il n'y a pas suffisamment d'avances de prêts sur d'autres activités.

- **Banque centrale :**

La banque centrale est le prêteur en dernier ressort du gouvernement. La banque centrale, en tant qu'autorité monétaire du gouvernement, est chargée de gérer la dette publique au nom du gouvernement à partir de ses fonds de réserve et par la création de monnaie contre les titres publics et les réserves de change.

B. Sources externes :

Normalement, la dette publique provenant de sources extérieures est levée pour financer des projets de développement et pour gérer le problème du déficit de la balance des paiements. Les sources externes sont :

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- **Ressortissants étrangers et organisations privées :**

Le gouvernement peut emprunter auprès de cette source en émettant ses titres sur le marché financier international.

- **Gouvernements donateurs :**

Normalement, les gouvernements des pays développés accordent d'aides étrangères aux pays en développement pour des projets de développement sous la forme des prêts.

- **Institutions financières internationales :**

Les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, le FMI (Fonds monétaire international), le FENU (Fonds d'équipement des Nations Unies), la SFI (Société financière internationale) et la BAD (Banque asiatique de développement) accordent des prêts aux gouvernements pour financer des projets de développement et gérer les problèmes de balance des paiements.

- **Fonds de certains pays et forums commerciaux/économiques :**

Les gouvernements peuvent emprunter sur les fonds créés par certains pays et forums commerciaux ou économiques tels que les fonds saoudiens, koweïtiens et OPEP.

2.2.3. Les causes et les conséquences de la dette publique :

Les causes et les conséquences de la dette publique constituent une question complexe et multiforme qui va bien au-delà des simples chiffres. À la base, la dette publique est une stratégie budgétaire que les gouvernements emploient à diverses fins, allant de la stimulation de la croissance économique à la garantie du bien-être de leurs citoyens. Pourtant, le poids de la dette peut avoir de profondes répercussions sur les économies, les sociétés et les générations futures.

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

2.2.3.1. Les causes de la dette publique :

Les causes de la dette publique peuvent être structurelles ou conjoncturelles²⁷ :

- **Un déficit budgétaire :**

Se produit lorsqu'un gouvernement dépense plus d'argent qu'il n'en perçoit en recettes. Cela peut être causé par une variété de facteurs, y compris l'augmentation des dépenses dans les programmes sociaux, les dépenses militaires et les projets d'infrastructure, ainsi que la diminution des revenus provenant des impôts et d'autres sources. Lorsqu'un gouvernement enregistre un déficit budgétaire, il doit emprunter de l'argent pour couvrir ses dépenses. Cela peut se faire en émettant des obligations ou en empruntant auprès d'organisations internationales. Au fil du temps, l'accumulation de ces activités d'emprunt peut entraîner une augmentation de la dette publique. Le gouvernement doit payer des intérêts sur les fonds empruntés, ce qui peut augmenter le fardeau de sa dette. De plus, si le gouvernement continue d'enregistrer des déficits budgétaires, il devra emprunter plus d'argent pour couvrir ses dépenses, ce qui peut entraîner une nouvelle augmentation de la dette publique.

- **Les crises financières :**

Les crises financières créent et au même temps aggravent la situation du déficit budgétaire puisque les États doivent emprunter ou sinon emprunter davantage pour pouvoir s'en sortir des effets néfastes des différentes crises financières. A titre d'exemple la crise financière de 2007/2008 a alourdi les déficits budgétaires de plusieurs pays.

- **Une politique de relance :**

Dans une situation de faible croissance économique ou récession l'État met en place une politique de relance qui consiste un ensemble de mesures de politique économique qui s'effectue par des dépenses publiques supplémentaire ou de réduction de certains impôts avec l'objectif de provoquer une relance économique autrement dit une augmentation de l'activité

²⁷ Pierre Yared, 'Rising Government Debt: Causes and Solutions for a Decades-Old Trend', Article publié par JOURNAL OF ECONOMIC PERSPECTIVES, Vol. 33, NO. 2, Spring 2019, pp. 40-115. <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/jep.33.2.115> (consulté le 11 Mai 2023)

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

économique ou une réduction du chômage. Cette politique se traduit par une augmentation de dépenses publiques et une diminution de recettes fiscales ce qui provoque une dette pour l'État.

• La faiblesse des systèmes fiscaux :

La faiblesse des systèmes fiscaux peut entraîner une dette publique de plusieurs manières. Lorsqu'un gouvernement a un système fiscal faible, il peut ne pas être en mesure de percevoir suffisamment de recettes pour couvrir ses dépenses. Cela peut conduire à des déficits budgétaires, ce qui peut obliger le gouvernement à emprunter de l'argent pour financer ses dépenses. En outre, un système fiscal faible peut conduire à l'évasion fiscale, ce qui peut réduire le montant des recettes perçues par le gouvernement. Cela peut encore exacerber les déficits budgétaires et accroître le besoin d'emprunt. Des systèmes fiscaux faibles peuvent également conduire à la corruption, car les responsables gouvernementaux peuvent être plus susceptibles de détourner des fonds publics lorsqu'il y a moins de contrôle et de responsabilité. Cela peut conduire à des déficits budgétaires et à des emprunts pour combler le manque à gagner. Enfin, un système fiscal faible peut décourager les investissements étrangers, car les investisseurs peuvent être moins susceptibles d'investir dans un pays où ils ne font pas confiance au gouvernement pour utiliser leur argent à bon escient. Cela peut entraîner une baisse de la croissance économique, ce qui peut encore réduire les recettes publiques et accroître le besoin d'emprunt.

• La survenance de catastrophes naturelles

Les catastrophes naturelles peuvent entraîner une dette publique de plusieurs manières. Lorsqu'une catastrophe naturelle se produit, le gouvernement peut avoir besoin de dépenser de l'argent pour les efforts d'intervention d'urgence, tels que les opérations de recherche et de sauvetage, la fourniture de nourriture et d'abris aux personnes touchées et la réparation des infrastructures endommagées. Ces dépenses peuvent être importantes et dépasser les fonds disponibles du gouvernement. Par conséquent, le gouvernement peut avoir besoin d'emprunter de l'argent pour couvrir ces dépenses, ce qui peut entraîner une augmentation de la dette publique. De plus, les catastrophes naturelles peuvent avoir un impact négatif sur l'économie, ce qui peut réduire les recettes publiques. Par exemple, en 1983, les conditions sèches résultant de trois années de sécheresse ainsi qu'un harmattan prolongé (saison

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

avec vents secs) ont provoqué de vastes feux de brousse dans le nord du pays. L'USAID a signalé que jusqu'à 35 % de la production alimentaire totale a été détruite dans certaines régions. Cela a provoqué une grave famine. Le gouvernement a dû intervenir pour apporter secours et soutien aux communautés touchées. Ces dépenses d'urgence ont dépassé les fonds disponibles du gouvernement, l'obligeant à emprunter.²⁸

- **Le niveau des taux d'intérêt**

Une hausse des taux d'intérêt provoque une augmentation de la charge de la dette. Cette augmentation de la charge peut se traduire par des nouveaux emprunts d'où une auto-alimentation de la dette, ce qu'on appelle l'effet de boule de neige.

2.2.3.2. Les conséquences de la dette publique :

Les conséquences de la dette publique peuvent être positives et/ ou négatives, comme indiqué ci-dessous :

A. Les conséquences positives de la dette publique :²⁹

La dette publique, souvent perçue avec appréhension, peut également avoir des conséquences positives lorsqu'elle est gérée efficacement. Cela peut constituer un outil précieux pour les gouvernements, comme indiqué ci-dessous :

- **Stimulation de la croissance :**

La dette publique peut contribuer à stimuler la croissance économique. Lorsque le gouvernement emprunte de l'argent, il peut utiliser ces fonds pour investir dans les infrastructures, l'éducation et d'autres domaines qui peuvent contribuer à stimuler l'activité économique. Par exemple, si le gouvernement emprunte de l'argent pour construire une

²⁸ Mani Sy, "Que s'est-il passé au Ghana en 1983 ?", publié dans Better Tourism Africa, 17 mars 2022. <https://bettertourismafrica.org/ghana/what-happen-in-ghana-in-1983/> (consulté le 13 October 2023)

²⁹ Ayhan Kose, Franziska Ohnsorge, Naotaka Sugawara, "Benefits and Costs of Debt: The Dose Makes the Poison", PDF publié par World Bank, Février 2022, pp. 5-8. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/648141582830563001/pdf/Benefits-and-Costs-of-Debt-The-Dose-Makes-the-Poison.pdf> (consulté le 11 Mai 2023)

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

nouvelle autoroute, cela peut créer des emplois et stimuler l'activité économique à court terme, tout en améliorant l'infrastructure du pays à long terme.

- **Stabilisation de l'économie :**

La dette publique peut contribuer à stabiliser l'économie en période de récession. Lorsque l'économie est faible, le gouvernement peut s'engager dans des dépenses déficitaires pour stimuler la demande et empêcher une récession plus profonde. Cela peut être particulièrement important lorsque les taux d'intérêt sont bas et que la politique monétaire est inefficace.

- **Redistribution de la richesse :**

La dette publique peut également contribuer à redistribuer la richesse dans une économie. Lorsque le gouvernement emprunte de l'argent, il peut utiliser ces fonds pour fournir des services sociaux et d'autres programmes qui profitent aux personnes et aux familles à faible revenu. Cela peut contribuer à réduire les inégalités de revenus et à améliorer le bien-être social.

B. Les conséquences négatives de la dette publique.³⁰

La dette publique peut avoir plusieurs conséquences négatives sur l'économie et la stabilité financière d'un pays. Ces conséquences comprennent :

- **Augmentation des taux d'intérêt :**

La dette publique peut entraîner des taux d'intérêt plus élevés, car lorsqu'un gouvernement emprunte de l'argent, il doit payer des intérêts sur cette dette. Le taux d'intérêt que le gouvernement paie sur sa dette est déterminé par le marché, en fonction du risque perçu que l'emprunteur ne rembourse pas le prêt. Lorsqu'un gouvernement a un niveau d'endettement élevé, il peut être considéré comme un emprunteur à risque plus élevé, et les prêteurs peuvent exiger un taux d'intérêt plus élevé pour compenser ce risque.

³⁰ Committee for a Responsible Federal Budget, "CBO Outlines Negative Implications of High & Rising National Debt" Article, Août 17 2023. <https://www.crfb.org/blogs/cbo-outlines-negative-implications-high-rising-national-debt> (consulté le 11 Novembre 2023)

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

Des taux d'intérêt plus élevés peuvent avoir plusieurs conséquences négatives pour une économie. L'une des conséquences négatives les plus importantes est qu'il peut être plus coûteux pour les entreprises et les particuliers d'emprunter de l'argent. Cela peut entraîner une diminution de l'investissement privé, ce qui peut ralentir la croissance économique. Des taux d'intérêt plus élevés entraînent également une diminution des dépenses de consommation. Lorsque les taux d'intérêt sont élevés, les consommateurs peuvent être moins susceptibles de contracter des emprunts pour financer des achats, tels que des voitures et des maisons. Cela peut entraîner une diminution de la demande de biens et de services, ce qui peut entraîner une diminution de l'activité économique.

- **Diminution de la flexibilité budgétaire :**

La dette publique peut conduire à une diminution de la flexibilité budgétaire. Lorsque le gouvernement a un niveau d'endettement élevé, il peut être réticent à s'engager dans des dépenses déficitaires pour stimuler l'économie pendant une récession. Cela peut conduire à une situation où l'économie reste faible pendant une longue période de temps.

- **Diminution des investissements étrangers :**

La dette publique peut entraîner une diminution des investissements étrangers car des niveaux élevés de dette publique peuvent être perçus comme un signe d'instabilité économique. Lorsqu'un gouvernement a un niveau d'endettement élevé, il peut être considéré comme un emprunteur à risque plus élevé, et les prêteurs peuvent exiger un taux d'intérêt plus élevé pour compenser ce risque. De plus, des niveaux élevés de dette publique peuvent susciter des inquiétudes quant à la capacité d'un pays à rembourser ses dettes, ce qui peut entraîner une baisse de la confiance des investisseurs étrangers.

Lorsque les investisseurs étrangers perdent confiance dans la capacité d'un pays à rembourser ses dettes, ils peuvent être moins enclins à investir dans ce pays. Cela peut entraîner une diminution des investissements étrangers, ce qui peut avoir plusieurs conséquences négatives pour une économie, notamment une diminution de la capacité à financer un déficit du compte courant, une diminution de la croissance économique et une diminution de la valeur de la monnaie du pays.

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- **Rigidité des politiques publiques :**

La dette publique peut également créer une situation dans laquelle le gouvernement est incapable de réagir efficacement aux ralentissements économiques. Lorsque le gouvernement a un niveau d'endettement élevé, il peut être incapable de s'engager dans des dépenses déficitaires pour stimuler l'économie pendant une récession. Cela peut conduire à une situation où l'économie reste faible pendant une longue période de temps.

- **Tensions sociales :**

Le remboursement de dette publique entraîne une menace sociale. Lorsque le gouvernement emprunte de l'argent, il doit payer des intérêts sur cette dette. Ces intérêts doivent être payés avec l'argent des contribuables. Cela signifie que les contribuables peuvent être tenus de payer des impôts plus élevés afin de couvrir le coût des paiements d'intérêts. Des niveaux élevés de dette publique peuvent également entraîner une diminution des programmes de protection sociale. En effet, une grande partie du budget du gouvernement peut être consacrée au remboursement de la dette, ce qui peut limiter le montant d'argent disponible pour d'autres programmes. Cela peut entraîner une diminution des programmes de protection sociale, ce qui peut affecter négativement les populations vulnérables, telles que les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées.

2.3. Gestion de la dette publique :

Le portefeuille de la dette d'un gouvernement est généralement le plus grand portefeuille financier du pays. Il contient souvent des structures financières complexes et peut créer un risque substantiel pour le bilan du gouvernement. Des portefeuilles de dettes importants et mal structurés peuvent rendre les gouvernements plus vulnérables aux chocs économiques et financiers, il est donc important de gérer ces dettes.

2.3.1. Définition de la gestion de la dette publique :

La gestion de la dette publique est le processus par lequel les gouvernements gèrent leurs dettes, y compris les emprunts, les remboursements et les paiements d'intérêts. Cela

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

implique une gamme d'activités, telles que l'émission d'obligations, la gestion de portefeuilles de dettes et l'élaboration de stratégies pour réduire la dette au fil du temps.

Les gestionnaires de la dette publique partagent le souci des experts budgétaires ou monétaires de maintenir l'endettement du secteur public sur une trajectoire viable et de mettre en place une stratégie crédible pour réduire le niveau de l'endettement s'il est excessif. Il importe que les gestionnaires de la dette fassent comprendre aux autorités budgétaires l'incidence que les besoins de financement et le niveau de la dette de l'État ont sur le coût du crédit.

Le principal objectif de la gestion de la dette publique est de veiller à ce que les besoins de financement de l'État et ses obligations de paiement soient satisfaits au coût le plus bas possible à moyen et à long terme, conformément à un degré de risque prudent.

2.3.2. Principaux acteurs de la gestion de la dette publique.

La gestion de la dette publique implique divers acteurs dotés de rôles et de responsabilités distincts. La collaboration et la coordination de ces principaux acteurs sont essentielles pour maintenir la santé budgétaire, accéder aux capitaux et gérer les coûts de la dette. Ces principaux acteurs comprennent :³¹

- **L'État/le peuple/les citoyens actuels et futurs :**

Au sommet de la hiérarchie se trouve l'État de la nation. La dette est un contrat intergénérationnel. Les décideurs politiques doivent veiller à ce que l'équité soit préservée entre les générations d'aujourd'hui et de demain. Les emprunts du gouvernement ne devraient pas seulement bénéficier directement à ses citoyens actuels, mais également aux futurs citoyens qui seront responsables du service de la dette. Le caractère intergénérationnel de la dette publique impose à la direction d'importantes responsabilités fiduciaires d'agir avec prudence et loyauté.

³¹ Muhammad Nadeem Hanif., "Public debt management", Publié dans The Journal MPRA, Décembre 2002, pp. 44-72. <https://mpr.ub.uni-muenchen.de/10212/> (consulté le 12 Mai 2023)

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- **Pouvoir législatif (Parlement ou Congrès) du gouvernement central :**

Le pouvoir d'emprunter et les pouvoirs fiscaux d'imposer et de dépenser devraient idéalement être détenus par la même branche du gouvernement. C'est le pouvoir législatif, le représentant direct du peuple, qui détient les deux pouvoirs dans la plupart des pays. Les législateurs sont responsables de la création d'un cadre juridique solide qui fournit des lignes d'autorité claires et garantit la transparence.

- **Pouvoir exécutive :**

La branche exécutive peut inclure le ministère des Finances, le bureau de gestion de la dette, le trésorier et le contrôleur, les ministères ou départements du budget, de la planification et de l'économie, les unités de mobilisation des ressources et les unités d'exécution des programmes.

Afin d'offrir une plus grande flexibilité et efficacité dans la gestion de la dette publique, les législateurs délèguent ou attribuent fréquemment le pouvoir d'emprunter à un ministère ou à un organisme clé de l'exécutif, tel que le ministère des Finances. En règle générale, les arrangements organisationnels pour la gestion de la dette publique exigeraient que les fonctionnaires des unités de gestion de la dette au sein du ministère des Finances remplissent d'importantes fonctions.

En outre, les banques centrales seraient incluses si elles agissent en tant qu'agents fiscaux du ministère des Finances, effectuant des paiements et recevant des fonds en devises locales et étrangères. Dans de nombreux pays, il peut également être nécessaire d'inclure les fonctionnaires et unités suivants :

- Le trésorier, responsable de la gestion de la trésorerie ;
- Le contrôleur, qui est responsable de la comptabilité de la dette publique ;
- Les responsables des ministères du budget, du plan et de l'économie, qui sont chargés d'intégrer les informations sur la dette dans les plans budgétaires et macroéconomiques ;
- Les unités de mobilisation des ressources qui prennent l'initiative de rechercher des fonds spécifiques pour leurs projets d'investissement ;

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- Les multiples unités d'exécution du programme qui sont responsables de l'utilisation des fonds empruntés.

- **Institutions prêteuses (nationales et externes, bilatérales et multilatérales) :**

Les activités de gestion de la dette sont déterminées par les sources de financement. La plupart des pays avancés ayant accès aux marchés financiers développés comptent sur l'émission de titres publics comme principale source de financement. Des institutions spécifiques, telles que les négociants principaux, s'engagent à participer activement aux enchères publiques en échange d'un accès privilégié aux instruments de dette publique. Les marchés secondaires actifs des titres publics fournissent des informations utiles aux gestionnaires de la dette et aux institutions supérieures de contrôle qui peuvent être utilisées pour gérer les risques inhérents à la dette publique.

En revanche, les pays à faible revenu sans accès aux marchés financiers dépendent principalement de prêts concessionnels à long terme obtenus auprès de plusieurs institutions bilatérales et multilatérales, qui imposent des conditions spécifiques. Il n'y a pas de marché secondaire actif pour les prêts concessionnels, et les activités de coordination inter-agences peuvent être difficiles. Enfin, il existe également un groupe de pays pour la plupart à revenu intermédiaire qui ont la capacité d'émettre des titres et d'obtenir des prêts. Les défis de la gestion et de l'audit de la performance de la dette dans chaque groupe seraient différents.

2.4. Le mode de calcul de la dette publique.

On ne peut parler de la gestion de la dette publique sans parvenir à la quantifier. La dette publique est mesurée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB). C'est-à-dire pour connaître le poids de la dette publique, il suffit de faire le rapport de dette sur le PIB. Ce calcul est pertinent car ça permet de savoir si la dette est soutenable ou non parce que le PIB traduit les ressources de l'État et donc sa capacité de rembourser la dette.

Par exemple, si nous disons que la dette publique du pays A est de 2 milliards de dollars, nous ne pouvons pas interpréter si elle est élevée, faible ou modérée pour ce pays. Mais si nous

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

disons que le ratio de la dette au PIB de ce pays est de 75 %, ce sera un grave sujet de préoccupation pour la nation ainsi que pour les prêteurs.³²

Plus le PIB d'un pays est élevé, plus sa capacité de remboursement de la dette est grande. Un PIB plus élevé peut suggérer un ratio dette/PIB plus faible. Une grande économie se traduira par de plus grandes opportunités commerciales et un taux de croissance élevé sur les marchés des capitaux. Cela se traduira par un revenu national plus élevé et il sera dans une position confortable pour rembourser sa dette.

2.5. L'importance de gestion de la dette publique.

La gestion de la dette publique permet d'assurer ;

- **La stabilité financière :**

Une gestion efficace de la dette peut aider à assurer la stabilité financière en minimisant le risque de défaillance et en veillant à ce que les gouvernements disposent des ressources dont ils ont besoin pour financer des programmes et des services importants.

- **La viabilité budgétaire :**

La gestion de la dette publique est essentielle pour garantir que les gouvernements puissent honorer leurs obligations financières à long terme, y compris les dépenses de retraite et de santé. En élaborant des stratégies de réduction de la dette au fil du temps, les gouvernements peuvent aider à s'assurer qu'ils sont en mesure de respecter leurs obligations sans exercer de pression excessive sur les générations futures.

- **La croissance économique :**

Une dette publique bien gérée peut aider à soutenir la croissance économique en fournissant des fonds pour le développement des infrastructures, de l'éducation et d'autres investissements qui peuvent contribuer à stimuler la croissance économique et le développement.

³². Jean Marc Daniel, 'Dette public : la mesurer, la reduire.' Avril 2017, pp. 14-15.
<https://www.fondapol.org/etude/jean-marc-daniel-dette-publique-la-mesure-la-reduire/> (consulté le 12 Mai 2023)

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- **L'accès au crédit :**

Une gestion efficace de la dette peut contribuer à garantir que les gouvernements sont en mesure d'accéder au crédit au coût le plus bas possible. Cela peut être particulièrement important en période de crise économique, lorsque les gouvernements peuvent avoir besoin d'emprunter de grosses sommes d'argent pour soutenir leurs économies.

2.6. Les stratégies de gestion de la dette publique.

Les stratégies de gestion de la dette publique peuvent varier selon les objectifs financiers et les conditions économiques d'un gouvernement.³³

2.6.1. Émission de dette :

Les gouvernements peuvent émettre des obligations et d'autres types de titres de créance pour financer leurs opérations et leurs investissements. Les modalités de ces titres, comme le taux d'intérêt et la date d'échéance, peuvent être adaptées pour répondre aux besoins financiers du gouvernement.

2.6.2. Gestion du portefeuille de la dette :

Les gouvernements peuvent gérer leurs portefeuilles de la dette en ajustant la composition des titres de créance qu'ils détiennent. Cela peut aider à équilibrer le risque et le rendement et garantir que le gouvernement est en mesure de respecter ses obligations financières.

³³. IMF, "World Bank and IMF Guidelines for Public Debt Management", 2001, revised in 2014. <https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2016/12/31/Revised-Guidelines-for-PublicDebt-Management-PP4855> (consulté le 15 Mai 2023)

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

2.6.3. Restructuration de la dette :

Les gouvernements peuvent restructurer leur dette en renégociant les conditions de leurs titres de créance existants. Cela peut contribuer à réduire le coût d'emprunt et à améliorer la situation financière du gouvernement.

2.6.4. Réduction de la dette :

Les gouvernements peuvent élaborer des stratégies pour réduire leur dette au fil du temps. Cela peut impliquer une gamme d'activités, telles que l'augmentation des revenus, la réduction des dépenses ou la vente d'actifs.

2.6.5. Gestion des risques :

Les gouvernements peuvent gérer les risques associés à leur dette en élaborant des stratégies de couverture contre les fluctuations des taux d'intérêt et des devises, ainsi que d'autres types de risques financiers.

2.7. La soutenabilité, l'accumulation, l'endettement et le surendettement de la dette publique.

La soutenabilité, l'accumulation, l'endettement et le surendettement de la dette publique sont tous des aspects importants de la gestion de la dette publique qui doivent être compris car cela implique de surveiller le niveau de la dette, d'évaluer sa soutenabilité et de mettre en œuvre des stratégies visant à maintenir un ratio dette/PIB gérable.

2.7.1. Soutenabilité de la dette publique :

La soutenabilité de la dette publique désigne la capacité pour un État à honorer ses engagements financiers dans le futur. La situation des finances publiques est soutenable si l'on ne projette pas, dans le futur, une situation d'insolvabilité, c'est-à-dire une situation dans laquelle l'État ne pourrait pas faire face à ses échéances.

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

Pour le FMI, la soutenabilité de la dette est la situation dans laquelle un pays a la capacité de financer le solde de la balance des opérations courantes et assurer les obligations du service de la dette sans faillir, sans solliciter un rééchelonnement, sans accumuler les arriérés et enfin sans compromettre sa croissance.³⁴

2.7.2. Accumulation de dette publique :

Cela se produit lorsqu'un pays emprunte systématiquement plus qu'il ne rembourse, ce qui entraîne une augmentation progressive du niveau global de la dette. Cela peut se produire en raison de facteurs tels que des déficits budgétaires, des ralentissements économiques ou la nécessité de financer des projets et des programmes essentiels. Il est crucial de gérer l'accumulation de la dette pour éviter les emprunts excessifs et maintenir la stabilité budgétaire.

2.7.3. Endettement :

Il s'agit de l'état d'endettement, dans lequel un pays a un montant important d'encours de sa dette. L'endettement peut avoir un impact sur la capacité d'un pays à faire face à ses obligations financières, telles que le remboursement du principal et des intérêts des prêts. Une gestion efficace de la dette est nécessaire pour garantir que le niveau d'endettement reste soutenable et ne présente pas de risques pour l'économie.

2.7.4. Surendettement :

Cela se produit lorsque le niveau d'endettement devient excessif et ingérable, posant des risques importants pour l'économie et la stabilité financière d'un pays. Le surendettement peut entraîner une spirale descendante caractérisée par une augmentation des paiements d'intérêts, un accès limité au crédit et une perte de confiance des investisseurs. La prévention

³⁴ Dalia Hakura, "What is debt sustainability", Article publié par IMF, September 2020. <https://www.imf.org/en/Publications/fandd/issues/2020/09/what-is-debt-sustainability-basics#:~:text=A%20country's%20public%20debt%20is,assistance%20or%20going%20into%20default> (consulté le 11 Novembre 2023)

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

du surendettement est un objectif clé de la gestion de la dette publique afin de maintenir la santé budgétaire et la stabilité économique

Section 3 : La notion de « croissance économique »

L'objectif de cette section est de comprendre la notion de la croissance économique en présentant ses généralités, à savoir sa définition, ses caractéristiques, ses différents types, ses étapes et sa mesure, puis ses effets, ses modèles et ses déterminants.

3.1. Définition et caractéristiques de la croissance économique.

3.1.1. La définition :

La croissance économique mesure l'augmentation de la richesse produite pendant une période donnée. La richesse produite est mesurée grâce à l'évolution annuelle de l'indicateur du produit intérieur brut (PIB) ou du produit national brut (PNB), évalué en monnaie constante afin de prendre en compte l'inflation.³⁵

Le taux de croissance correspond au taux de variation entre le PIB ou PNB au début de la période et à la fin de la période considérée.

3.1.2. Ses caractéristiques :

La croissance économique est un processus à multiples facettes qui se caractérise par plusieurs caractéristiques clés. Voici quelques-unes des principales caractéristiques de la croissance économique :³⁶

- Augmentation du produit intérieur brut.
- Augmentation continue et soutenue des processus d'industrialisation.
- Le revenu élevé par habitant pour la plupart des habitants.
- Des niveaux élevés de consommation de biens et de services.

³⁵ Amnache Sabrina, Cours de Croissance Economique, UMMTO, chapitre 1 p.1.

³⁶ Oxford University Press. "Overview: Economic Growth." <https://www.oxfordreference.com/display/10.1093/oi/authority.20110803095741367;jsessionid=3F900C40709AE0F2751F3B21CF795E83> (consulté le 17 Mai 2023)

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- Diversification des secteurs productifs.
- Niveau de vie élevé pour la majorité de la population.
- Des avancées significatives dans les domaines de la science et de la technologie.
- Augmentation des exportations.
- Augmentation des possibilités d'emploi.
- Amélioration du niveau de vie

3.2. Les différents types de la croissance économique.

Il existe deux principaux types de croissance économique, à savoir :³⁷

3.2.1. La croissance extensive.

Une croissance extensive est une croissance économique due à l'augmentation de la quantité de facteurs de production disponibles au sein du système économique.

La croissance extensive est permise par une accumulation ou un accroissement de facteurs de production dans une économie. En ayant plus de travailleurs, de capital ou de ressources naturelles, l'économie peut produire plus.

L'augmentation du capital productif découle de l'investissement. L'augmentation du facteur travail vient d'une augmentation du nombre de travailleurs c'est-à-dire de la population active occupée ou d'une augmentation en moyenne des heures travaillées par travailleur.

3.2.2. La croissance intensive.

Une croissance intensive est une croissance économique due à une meilleure efficacité dans la production. La croissance intensive repose sur une meilleure utilisation des facteurs de production préexistants. Elle est due à une hausse de la productivité des travailleurs ou une hausse de la productivité du capital, et ce grâce au progrès technique ou à une amélioration du management de la production. La croissance intensive ne fait pas recours à des facteurs de production supplémentaires.

³⁷ Amnache Sabrina, op.cit. p.3.

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

3.3. Les étapes de la croissance économique.

Selon Rostow dans « The Stage of Economic Growth » en 1960³⁸, les sociétés sont dans un univers en perpétuel changement et les éléments qui les constituent sont en interaction. Le changement économique est dû alors à des faits qui ne sont pas relatifs à l'économie mais plutôt à l'évolution de cette société. Cette croissance se fait en cinq étapes :

3.3.1. Étape 1 : La société traditionnelle.

L'économie est dominée par l'activité de subsistance. La production est consommée par les producteurs, il n'est pas commercialisé. Le commerce est un troc où les biens sont échangés directement contre d'autres biens. L'agriculture est l'industrie la plus importante. La production est à forte intensité de main-d'œuvre et n'utilise que des quantités limitées de capital. La technologie est limitée et l'allocation des ressources est largement déterminée par les méthodes traditionnelles de production.

3.3.2. Étape 2 : Les conditions préalables au décollage.

À cette étape, il y a un changement vers l'agriculture commerciale et l'économie commence à croître. La création des institutions financières, des banques et les échanges internationaux commencent à s'élargir. Cette étape a donc montré que le progrès économique était possible. Dans son analyse Rostow a remarqué que cette étape a commencé en Europe occidentale à la fin du XVIIème siècle, notamment en Grande Bretagne.

3.3.3. Étape 3 : Le décollage.

Comme stipulé par Rostow à cette étape, la croissance devient une « fonction normale de l'économie ». On passe alors d'une économie agricole à une économie industrielle grâce au progrès technique. Ce dernier a été favorisé par l'augmentation des investissements étrangers,

³⁸ ROSTOW W.W (1960), "The Stages of Economic Growth", Cambridge University Press. Traduction française, les étapes de la croissance économique, 1963, Editions du seuil

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

la mécanisation et l'industrialisation. Par conséquent, on voit un secteur agricole de plus en plus mécaniser, il y a donc une augmentation de la productivité agricole ce qui stimulerait la demande.

3.3.4. Étape 4 : La marche vers la maturité.

À cette étape, l'économie continue de croître et l'accent est mis sur l'amélioration de l'efficacité et l'augmentation de la productivité. L'économie devient plus complexe et l'on s'oriente vers la production de biens et de services à plus forte valeur ajoutée.

3.3.5. Étape 5 : La consommation de masse.

L'économie est tournée vers la consommation de masse et le niveau d'activité économique est très élevé. La technologie est largement utilisée mais son expansion ralentit. Le secteur des services devient de plus en plus dominant. L'urbanisation est terminée. Maintenant, des multinationales émergent. Le revenu d'un grand nombre de personnes dépasse la nourriture de base, le logement et l'habillement. Intérêt accru pour le bien-être social.

Ces étapes ne sont pas mutuellement exclusives et les pays peuvent faire des allers retours entre les étapes. Il convient également de noter que tous les pays ne suivent pas cette voie de développement, et certains peuvent sauter des étapes ou connaître des modèles de croissance différents.

3.4. Mesure de la croissance économique

La mesure la plus courante de la croissance économique est le PIB. D'autres mesures de la croissance économique comprennent le PNB et le RNB³⁹. Ci-dessous, nous expliquerons la mesure de la croissance économique à partir du PIB et du PNB.

³⁹. RNB est le revenu national brut qui correspond à la somme des revenus des résidents d'une économie sur une période donnée.

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

3.4.1. Mesure de la croissance économique par le PIB (Produit intérieur brut).

Le PIB est un indicateur qui reflète l'activité économique interne d'une nation. La variation du PIB d'une année sur l'autre permet de mesurer le taux de croissance économique d'un pays.

3.4.1.1. Définition du PIB :

Le PIB est la valeur totale des biens et services produits à l'intérieur des frontières d'un pays au cours d'une période donnée, généralement un an. Le PIB comprend tous les biens et services finaux produits dans un pays, quelle que soit la nationalité des producteurs.

3.4.1.2. Les trois optiques de décomposition du PIB

Les trois optiques de décomposition du PIB sont l'optique de dépense, l'optique de revenu et l'optique de la production ou de la valeur ajoutée.

A. L'optique de dépense :

Cette optique mesure le PIB en additionnant toutes les dépenses en biens et services finaux à l'intérieur des frontières d'un pays. Cela comprend les dépenses de consommation, les investissements des entreprises, les dépenses publiques et les exportations nettes (exportations moins importations).

B. L'optique du revenu :

Cette optique mesure le PIB en additionnant tous les revenus gagnés par les ménages et les entreprises à l'intérieur des frontières d'un pays. Cela comprend les salaires et traitements, les bénéfices, les revenus de location et les revenus d'intérêts.

C. L'optique production ou valeur ajoutée :

Cette optique mesure le PIB en additionnant la valeur ajoutée à chaque étape de la production. Cela comprend la valeur ajoutée par chaque industrie, ainsi que les taxes et les

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

subventions. La valeur ajoutée est la différence entre la valeur des entrées et la valeur des sorties.

3.4.1.3. Formule de calcul de la croissance économique par le PIB :

Pour calculer la croissance économique à l'aide du PIB, nous utilisons le PIB réel car il est ajusté en fonction de l'inflation, il reflète donc les changements dans la quantité de biens et de services produits, plutôt que les changements de prix.

Le PIB réel peut être défini comme la valeur totale des biens et services produits à l'intérieur des frontières d'un pays au cours d'une période donnée, corrigée de l'inflation. Le PIB réel est calculé en prenant le PIB nominal (la valeur monétaire actuelle de tous les biens et services produits) et en l'ajustant à l'inflation à l'aide d'un indice des prix, tel que l'IPC⁴⁰ (indice des prix à la consommation).

Le PIB nominal peut être défini comme une mesure de la valeur totale des biens et services produits à l'intérieur des frontières d'un pays au cours d'une période donnée, sans tenir compte de l'inflation. Il s'agit de la valeur monétaire actuelle de tous les biens et services produits et reflète les variations des prix et de la quantité de biens et services produits. Le PIB nominal est calculé en additionnant la valeur de tous les biens et services produits, sans tenir compte de l'inflation⁴¹.

La formule de calcul de la croissance économique du PIB réel pour l'année "n", est la suivante :

$$\text{Croissance} = [\text{PIB réel}_{(n)} - \text{PIB réel}_{(n-1)}] / \text{PIB réel}_{(n-1)}$$

Où :

- **n** est l'année en cours

- **n-1** est l'année précédente

⁴⁰. L'IPC (indice des prix à la consommation) : est l'instrument de mesure de l'inflation.

⁴¹. Paul Krugman, Robin Wells, 'Macroéconomie', 2eme édition, 2009, p. 332

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

Cette formule multipliée par 100 pour exprimer la variation en pourcentage. Ce pourcentage est le taux de croissance économique. Le taux de croissance du PIB réel mesure son évolution d'une période à l'autre (année).

Ainsi, le taux de croissance du PIB réel entre l'année (n-1) et l'année (n) est donné par la formule :

$$\text{Le taux de Croissance} = [\text{PIB réel}(n) - \text{PIB réel}(n-1)] / \text{PIB réel}(n-1) * 100$$

Par exemple, si le PIB réel pour 2020 était de 20 milliards de dollars et que le PIB réel pour 2021 était de 22 milliards de dollars, la variation en pourcentage du PIB réel de 2020 à 2021 serait :

$(22 \text{ milliards de dollars} - 20 \text{ milliards de dollars}) / 20 \text{ milliards de dollars} * 100 = \text{croissance de } 10 \% \text{ du PIB réel.}$

3.4.2. Mesure de la croissance économique par le PNB

Le PNB peut être utilisé comme indicateur de la croissance économique, car il reflète le niveau global de l'activité économique dans un pays. Cependant, le PNB a certaines limites en tant que mesure de la croissance économique, car il ne prend pas en compte des facteurs tels que la répartition des revenus, l'impact environnemental ou la qualité de vie des citoyens d'un pays.

3.4.2.1. Définitions du PNB :

Le PNB est une mesure de la valeur totale des biens et services produits par les résidents d'un pays, quel que soit leur emplacement, au cours d'une période donnée. Il comprend le PIB, plus le revenu net gagné à l'étranger par les résidents d'un pays, moins le revenu net gagné par les non-résidents à l'intérieur du pays.

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

3.4.2.2. Formule de calcul de la croissance économique par le PNB.

Pour calculer la croissance économique à l'aide du PNB, vous pouvez utiliser la formule suivante :

$$\text{Le taux de croissance économique} = [PNB_{(n)} - PNB_{(n-1)}] / PNB_{(n-1)} * 100$$

Par exemple, si le PNB d'un pays était de 22 milliards de dollars en 2020 et diminuait à 20 milliards de dollars en 2021, le taux de croissance économique serait :

$$(PNB \text{ en } 2021 - PNB \text{ en } 2020) / PNB \text{ en } 2020 * 100$$

$$(20 \text{ milliards de dollars} - 22 \text{ milliards de dollars}) / 22 \text{ milliards de dollars} * 100 = -9\%$$

La croissance est de -9% du PNB

Cependant, le PNB est moins couramment utilisé que le PIB comme mesure de la croissance économique. Le PIB est souvent préféré car il mesure l'activité économique à l'intérieur des frontières d'un pays, quel que soit son origine, tandis que le PNB mesure l'activité économique générée par les citoyens et les entreprises d'un pays, quel que soit leur emplacement dans le monde.

3.5. Les effets positifs et négatifs de la croissance économique.

La croissance économique est une force vitale qui a propulsé les pays d'une économie agraire à une puissance industrielle, sortant des millions de personnes de la pauvreté et stimulant l'innovation. Cependant, le pouvoir transformateur de la croissance économique n'est pas sans inconvénients.

3.5.1. Les effets positifs de la croissance économique.

La croissance économique a plusieurs effets positifs sur les particuliers, les entreprises et les gouvernements⁴², parmi lesquels :

⁴². Tejvan Pettinger, Benefits of economic growth, Article publié par Economics Help, 14 December 2019. <https://www.economicshelp.org/macroeconomics/economic-growth/benefits-growth/> (consulté le 18 Mai 2023)

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- **Augmentation des opportunités d'emploi :**

La croissance économique entraîne une augmentation des opportunités d'emploi à mesure que les entreprises se développent et que de nouvelles entreprises sont créées. Cela contribue à réduire les taux de chômage et à augmenter les revenus, ce qui peut améliorer la qualité de vie des gens.

- **Revenus plus élevés :**

La croissance économique peut entraîner une augmentation des salaires et traitements à mesure que la demande de main-d'œuvre augmente. Cela contribue à réduire les inégalités de revenus et à améliorer le niveau de vie des individus et des familles.

- **Amélioration du niveau de vie :**

La croissance économique entraîne une augmentation de la disponibilité des biens et services, par exemple de meilleurs soins de santé, éducation, logement et transport, ainsi que l'accès aux nouvelles technologies et innovations qui peuvent améliorer la qualité de vie des personnes.

- **Augmentation des recettes fiscales :**

La croissance économique entraîne une augmentation des recettes fiscales pour le gouvernement car il y a plus de personnes employées et gagnant un revenu et plus d'entreprises qui peuvent être imposées. Les revenus collectés peuvent être utilisés pour financer des services publics et des infrastructures, par exemple des investissements dans l'éducation, la santé, les transports et d'autres domaines qui profitent à la société dans son ensemble.

- **Progrès technologiques :**

La croissance économique entraîne une augmentation des investissements dans la recherche et le développement, ce qui peut entraîner des progrès technologiques qui améliorent la productivité et la qualité de vie. Cela peut inclure de nouveaux médicaments, des

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

technologies d'énergie renouvelable et d'autres innovations qui peuvent aider à relever des défis mondiaux tels que le changement climatique et la pauvreté.

- **Réduction de la pauvreté :**

La croissance économique peut contribuer à réduire la pauvreté en créant des emplois et en augmentant les revenus. Cela peut contribuer à sortir les gens de la pauvreté et à améliorer leur qualité de vie, ainsi qu'à réduire les inégalités sociales et économiques.

- **Amélioration du commerce international :**

La croissance économique entraîne une augmentation du commerce international, qui peut fournir de nouveaux marchés aux entreprises et accroître la disponibilité des biens et des services pour les consommateurs. Cela peut contribuer à stimuler la croissance économique dans les pays développés comme dans les pays en développement et à promouvoir une plus grande coopération et compréhension à l'échelle mondiale.

3.5.2. Les effets négatifs de la croissance économique :

Dans leur quête de croissance, les sociétés peuvent subir des conséquences négatives :⁴³

- **Dégradation de l'environnement :**

La croissance économique peut entraîner une augmentation de la pollution, de la déforestation et d'autres formes de dégradation de l'environnement. Cela peut avoir des impacts négatifs sur la santé humaine, la biodiversité et les systèmes naturels qui soutiennent la vie sur Terre.

⁴³ Siman Bamforth, "Economic Growth: Benefits and Disadvantages", Article publié par Global Journal of Commerce & Management Perspective, Opinion Article Volume 11, Issue 1, 2022.
<https://www.longdom.org/articles/economic-growth-benefits-and-disadvantages-92896.html>

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- **Épuisement des ressources naturelles :**

La croissance économique entraîne l'épuisement des ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz et les minéraux. Cela peut entraîner des prix plus élevés et une concurrence accrue pour ces ressources, ce qui peut avoir des effets négatifs sur l'économie et la société dans son ensemble.

- **Inégalité des revenus :**

La croissance économique accroît l'inégalité des revenus en profitant davantage aux riches qu'aux pauvres. Cela peut entraîner des tensions sociales et économiques, ainsi qu'une réduction de la mobilité sociale et des opportunités pour les groupes défavorisés.

- **Dislocation sociale :**

La croissance économique entraîne une dislocation sociale, car les gens migrent vers les villes ou d'autres régions à la recherche d'opportunités d'emploi. Cela peut entraîner des changements sociaux et culturels, ainsi qu'une augmentation de la criminalité et d'autres problèmes sociaux.

- **Instabilité économique :**

La croissance économique peut conduire à l'instabilité économique si elle est basée sur des niveaux insoutenables d'endettement ou de spéculation. Cela peut entraîner des crises financières et d'autres impacts économiques négatifs.

- **Impacts sur la santé :**

La croissance économique peut avoir des impacts négatifs sur la santé, tels que l'exposition à la pollution et à d'autres risques environnementaux. Cela peut entraîner une augmentation des taux de maladies chroniques et d'autres problèmes de santé.

CHAPITRE 1 : APERÇU GÉNÉRAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

3.6. Les entraves à la croissance économique :⁴⁴

De nombreux facteurs peuvent entraver la croissance économique, notamment :

- **Une mauvaise infrastructure :**

Tels que des systèmes de transport inadéquats, peut entraver la croissance économique en rendant plus difficile pour les entreprises le transport des biens et des services. Cela peut augmenter les coûts et réduire l'efficacité, ce qui peut rendre la concurrence plus difficile pour les entreprises.

- **Éducation et formation inadéquates :**

Une éducation et une formation inadéquates peuvent entraver la croissance économique en réduisant la productivité des travailleurs. Sans les compétences et les connaissances nécessaires, les travailleurs peuvent être moins efficaces et moins capables d'innover, ce qui peut réduire la compétitivité des entreprises et des industries.

- **Instabilité politique :**

L'instabilité politique est susceptible de raccourcir l'horizon des décideurs politiques, conduisant à des politiques macroéconomiques à court terme sous-optimales. Cela peut également conduire à des changements de politique plus fréquents, créant de la volatilité et affectant ainsi négativement les performances macroéconomiques.

- **Corruption :**

La corruption porte atteinte à l'État de droit, érode la confiance du public et fausse les mécanismes du marché. Cela détourne les ressources des secteurs productifs et les laisse entre les mains d'individus corrompus, entraînant une mauvaise allocation des ressources. La corruption décourage également les investissements nationaux et étrangers, car elle crée un environnement commercial imprévisible et augmente les coûts de transaction.

⁴⁴ Tejvan Pettinger, "Factors affecting economic development", Article publié par Economics Help, 5 June 2021. <https://www.economicshelp.org/blog/147654/economics/factors-affecting-economic-development/> (consulte le 20 Mai 2023)

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

- **Politiques gouvernementales inefficaces,**

Des politiques gouvernementales inefficaces, telles qu'une réglementation excessive ou des politiques commerciales protectionnistes, peuvent entraver la croissance économique en réduisant la compétitivité des entreprises et des industries. Cela peut également entraîner une réduction des activités économiques et de faibles niveaux d'emploi.

- **Catastrophes naturelles**

Elles peuvent également entraver la croissance économique en détruisant les infrastructures, en perturbant les chaînes d'approvisionnement et en réduisant les activités économiques. Cela peut entraîner une réduction de la croissance économique et une augmentation de la pauvreté.

- **Changements démographiques,**

Des facteurs tels que le vieillissement de la population peut entraver la croissance économique en réduisant la taille de la population active et en augmentant le fardeau des programmes de protection sociale. Cela peut réduire les fonds disponibles pour investir dans les infrastructures, l'éducation et d'autres domaines qui contribuent à la croissance économique à long terme.

3.7. Les modèles de la croissance économique.

Deux modèles de la croissance économique se sont apparus au cours de l'histoire qui se base principalement sur l'origine de la croissance économique : une endogène et une autre exogène.

- **La croissance endogène.**

Les modèles de croissance endogène considèrent que les sources de la croissance économique émaneraient de l'économie considérée. Il soutient que l'investissement dans le

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

capital physique, la recherche et développement, le capital humain et le capital public contribuent de manière significative à la croissance économique.⁴⁵

La théorie de la croissance endogène soutient principalement que le taux de croissance à long terme d'une économie dépend des mesures politiques. Par exemple, les subventions à la recherche et au développement ou à l'éducation augmentent le taux de croissance de certains modèles de croissance endogène en augmentant l'incitation à l'innovation.

- **La croissance exogène:**⁴⁶

Les modèles de croissance exogène expliquent la croissance économique par des facteurs externes qui sont les facteurs de technologies et la croissance démographique qui seraient perçus comme « tombés du ciel », au contraire de la croissance endogène.

Cette théorie dit que l'État n'a pas d'influence sur le progrès technologique ou la croissance démographique. Elle provient d'elle-même, et elle amène avec elle son lot de conséquences positives ou négatives sur l'économie. Elle est bien en contraste avec la théorie de la croissance endogène qui a, quant à elle, cherché à expliquer cette évolution par les quatre facteurs précités.

3.8. Les déterminants de la croissance économique :⁴⁷

La croissance économique peut être exprimée en fonction des facteurs de production. La façon la plus courante d'exprimer cette relation est la fonction de production Cobb-Douglas, qui est une formule mathématique qui décrit la relation entre les intrants (facteurs de production) et les sorties (croissance économique) d'une économie.

La fonction de production Cobb-Douglas prend la forme suivante :

$$Y = A * K^{\alpha} * L^{(1-\alpha)}$$

⁴⁵. Jean-Pascal Bénassy, "Macroeconomic Theory", Endogenous Growth, publié dans Oxford University Press, New York, 12 mai 2011, pp. 180-204

⁴⁶ Amnache Sabrina, op. cit. p.5

⁴⁷ Yili Chien, "What Drives Long-Run Economic Growth" Article publié par Federal Reserve Bank St. Louis, June 01 2015. <https://www.stlouisfed.org/on-the-economy/2015/june/what-drives-long-run-economic-growth> (consulte le 11 Novembre 2023)

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

Où :

- **Y** est la production ou le PIB d'une économie
- **A** est le niveau de technologie ou productivité totale des facteurs (PTF)
- **K** est le stock de capital physique
- **L** est la force de travail
- α est la part de la production qui va au capital et $(1-\alpha)$ est la part de la production qui va au travail

Cette fonction de production montre que la croissance économique est fonction du niveau de technologie (A), du stock de capital physique (K) et de la taille de la population active (L). Les paramètres α et $(1-\alpha)$ déterminent la part de la production qui va respectivement au capital et au travail⁴⁸.

- **Le facteur travail:**

L'amélioration de la productivité du travail grâce à la formation et à l'adoption de nouvelles technologies peut conduire à une croissance économique accrue

- **Le facteur capital:**

Plus d'investissements dans le capital physique et humain, par exemple les infrastructures, l'éducation et la technologie, augmentent la productivité et l'efficacité, stimulant ainsi la croissance économique

- **Le progrès technique:**

Le développement et l'adoption de nouvelles technologies peuvent accroître la productivité et l'efficacité. Cela peut également conduire à la création de nouveaux produits et services ainsi qu'à l'amélioration de ceux existants, stimulant ainsi la croissance économique.

⁴⁸ Dana Hajkova, Jaromir Hurnik, "Cobb-Douglas Production Function: The Case of a Converging Economy", publié par Czech Journal of Economics and Finance, 57, 2007, no. 9-10, pp. 467-468.
<https://data88e.org/textbook/content/04-production/production.html> (consulté le 20 Mai 2023)

CHAPITRE 1 : APERÇU GENERAL SUR LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

Conclusion du chapitre.

Ce premier chapitre a offert un aperçu général de la finance publique, de la dette publique et de la croissance économique, soulignant l'importance de ces trois domaines interconnectés dans la gestion économique d'un pays. Nous avons examiné la finance publique comme étant la mobilisation et la gestion des ressources financières gouvernementales pour répondre aux besoins publics, et comment elle influence la croissance économique et la stabilité financière.

Nous avons également abordé la dette publique en tant qu'instrument de financement utilisé par les gouvernements lorsqu'il y a un écart entre les recettes et les dépenses publiques. La gestion prudente de la dette publique est essentielle pour maintenir la stabilité économique et éviter les risques de surendettement qui pourraient nuire à la croissance économique à long terme.

Ce chapitre a exploré plus en détail la gestion de la dette publique et la croissance économique. Nous avons souligné que l'investissement public et la viabilité de la dette peuvent avoir un impact significatif sur la capacité d'un pays à parvenir à une croissance économique durable.

En conclusion, une gestion prudente des finances publiques et de la dette publique est cruciale pour une croissance économique durable et équilibrée, et le chapitre suivant explorera ces aspects plus en profondeur.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Chapitre 2 : Le lien entre la dette publique et la croissance économique.

Introduction du chapitre :

La dette publique et son impact sur la croissance économique ont suscité un vif débat parmi les économistes. Ce chapitre se propose d'explorer en profondeur cette relation complexe. Dans la première section, nous procéderons à un aperçu théorique de la croissance économique, en examinant les prémices des théories qui ont jeté les bases de notre compréhension de ce phénomène. Cela comprendra la théorie classique de la croissance économique, qui a vu des contributions importantes d'économistes tels qu'Adam Smith dans son ouvrage "The Wealth of Nations", Thomas Malthus et David Ricardo. Nous explorerons également la théorie de la croissance innovatrice de Schumpeter, ainsi que les approches keynésiennes et néo-keynésiennes de la croissance.

Dans la deuxième section, nous nous pencherons sur les approches théoriques de la dette publique. Nous analyserons les antécédents théoriques, en examinant les perspectives des économistes classiques tels qu'Adam Smith, David Ricardo et Robert Barro. Nous aborderons également les points de vue des keynésiens et explorerons le concept de la dette et de la courbe Laffer.

La dernière section mettra l'accent sur les impacts de la dette publique sur les agrégats économiques. Nous étudierons l'impact de la dette publique sur le produit intérieur brut (PIB), l'investissement, le taux d'inflation et le taux d'intérêt. En examinant ces effets, nous pourrions mieux comprendre les conséquences de l'accumulation de la dette publique sur la performance globale de l'économie.

Ce chapitre vise à approfondir notre compréhension du lien entre la dette publique et la croissance économique en examinant les fondements théoriques et les approches empiriques.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Section 1 : Les approches théorique de la croissance économique

La vue d'ensemble théorique de la croissance économique fournit un cadre conceptuel essentiel pour comprendre les mécanismes complexes qui sous-tendent le développement économique à long terme. Au fil des décennies, de nombreuses théories ont été avancées pour expliquer les facteurs et les processus qui favorisent une croissance économique soutenue.

Ces théories mettent en évidence des aspects clés tels que l'accumulation de capital, l'innovation technologique, la productivité, les investissements, le capital humain et les institutions. L'objectif de cette introduction est de présenter un aperçu des principales théories de la croissance économique et de leurs contributions à notre compréhension de ce phénomène complexe. En examinant ces théories, nous serons en mesure de comprendre les forces motrices de la croissance économique.

1.1. La prémices des théories de la croissance économique :

Les prémices des théories de la croissance économique remontent à plusieurs siècles et ont été développées par des économistes et des penseurs influents. Ces théories visent à expliquer les mécanismes et les déterminants de la croissance économique à long terme.

L'une des premières contributions majeures à la théorie de la croissance économique est celle d'Adam Smith, qui a publié "La Richesse des nations" en 1776. Smith soutenait que la division du travail et la spécialisation étaient essentielles à la croissance économique, car elles permettaient une augmentation de la productivité.

Au XIXe siècle, la théorie classique de l'économie a apporté des éclairages supplémentaires sur la croissance économique. David Ricardo, par exemple, a développé la théorie des avantages comparatifs, expliquant comment le commerce international peut favoriser la croissance économique en permettant aux pays de se spécialiser dans la production des biens pour lesquels ils ont un avantage comparatif.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Au XXe siècle, plusieurs autres théories de la croissance économique ont émergé. Une contribution majeure a été celle de Joseph Schumpeter, qui a introduit le concept d'innovation et de destruction créatrice. Selon Schumpeter, l'innovation technologique et les perturbations économiques sont des moteurs essentiels de la croissance économique à long terme.

Au fil du temps, ces différentes théories ont été complétées et enrichies par de nouvelles perspectives et de nouvelles recherches, et continuent de faire l'objet de débats et de développements dans les cercles universitaires et les institutions économiques.

Les prémices des théories de la croissance économique remontent à plusieurs siècles et ont été développées par des économistes renommés. Ces théories fournissent des perspectives et des explications sur les déterminants de la croissance économique, allant de la division du travail à l'innovation technologique et la croissance économique vs la croissance démographique tels que les rendements décroissants. Elles sont essentielles pour comprendre et analyser les moteurs de la croissance économique à long terme.

C'est de la part des représentants du mercantilisme (pensée cosmopolite et hétérogène) que les théories de la croissance émanaient. Les mercantilistes, connus pour être des industriels qui attachaient de l'importance au commerce extérieur et aux protectionnistes, considéraient l'accumulation de richesses comme la principale source de croissance économique et le principal objectif des activités économiques des commerçants et de l'État.

Ainsi, l'État type selon les mercantilistes :⁴⁹

- (a) Un centre : régions urbaines relativement industrialisées ;
- (b) L'arrière-pays de ce (c) ;
- (c) Entre qui alimente le centre de matières agricoles et matières premières ;
- (d) L'étranger : compliqué et source d'approvisionnement pour le centre.

⁴⁹. LIOUAEDDINE Mariem, Licence « Économie », “Croissance Économique” – Printemps/Été, Cours, Année 2018, p. 5. <https://liouaeddine.com/wp-content/uploads/2021/06/Croissance-economique1.pdf>. (Consulté le 22 Juin 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Pour que (a) se développe il faut développer (b). Si l'État a besoin de (c) le recours se fait soit par le commerce soit par la violence (colonisation).

Pour les mercantilistes, les activités agricoles sont importantes mais seulement car elles permettent de fournir des biens de subsistance à la population. Ils ont toujours cherché à maintenir à un niveau très bas le prix des produits agricoles.

C'est avec l'avènement des physiocrates (XVIII^e siècle) que la première théorie économique a été relativement développée. C'est une pensée homogène qui considère que la richesse des nations ne provient que de l'agriculture considérée comme le secteur stratégique.

1.2. Théorie classique de la croissance économique.

Les théories classiques de la croissance adoptent une vision plutôt sombre (pessimiste). Ricardo, Malthus et Mill soutiennent à long terme que l'économie atteindra un état stationnaire, où la croissance ralentira progressivement à zéro. Dans cet état stationnaire, la production n'augmentera plus.

1.2.1. Adams Smith : Division du travail et extension des marchés⁵⁰ :

Adam Smith (1723-1790), économiste et philosophe écossais, a apporté des contributions significatives dans divers domaines, y compris le droit, la rhétorique et même l'astronomie. Il a été professeur de philosophie morale à l'université de Glasgow de 1752 à 1764. Les activités intellectuelles de Smith s'étendaient au-delà des questions économiques, car il a fait preuve d'un vif intérêt pour les questions sociales générales. Son fondement philosophique a été influencé par son professeur, Francis Hutcheson (1694-1746), et son ami proche, le philosophe-économiste David Hume (1711-1776).

Souvent salué comme "le père de l'économie", la réalisation remarquable de Smith était sa capacité à intégrer et à synthétiser ses propres idées avec les connaissances existantes dans

⁵⁰. Jim Manis, English Department of The Pennsylvania State University, "Adams Smith (Wealth of Nations) – 1776", Année 2005. <https://www.scribd.com/document/419211323/Adam-Smith-The-Wealth-of-Nations>. (Consulté le 11 Juillet 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

un système cohérent et complet. Ce système expliquait efficacement plusieurs aspects fondamentaux, tels que le fonctionnement des marchés en termes de détermination des prix, les mécanismes derrière la croissance économique, les politiques qui ont facilité et accéléré la croissance économique, la dynamique du commerce international et son interaction avec les économies nationales, et le rôle approprié de l'État dans l'économie, entre autres sujets cruciaux. Le travail de Smith a non seulement révolutionné le domaine de l'économie, mais a également jeté les bases de théories et de politiques économiques modernes⁵¹

"The Wealth of Nations" d'Adam Smith, publié en 1776, a jeté les bases de la théorie économique moderne et a fourni des informations précieuses sur les mécanismes qui stimulent la croissance et la prospérité économiques. Parmi les concepts clés explorés dans son livre figurent la division du travail et l'extension des marchés, qui jouent tous deux un rôle crucial et important dans la promotion de l'efficacité économique et l'expansion de la richesse.

L'importance de la division du travail pour stimuler la productivité et augmenter la production. Selon Smith, la division du travail permet aux individus de se spécialiser dans des tâches spécifiques, ce qui conduit à une amélioration significative de l'efficacité. Il fait valoir que lorsque les travailleurs se concentrent sur un aspect particulier de la production, ils deviennent plus habiles dans ce domaine grâce à la pratique et à l'expérience, ce qui entraîne une réduction du temps nécessaire pour accomplir une tâche. En outre, Smith soutient que la division du travail favorise le développement d'outils et de machines spécialisés, ce qui améliore encore la productivité.

Smith fournit divers exemples de la façon dont la division du travail se manifeste dans différentes industries. Un exemple est l'usine d'épingles, où il illustre comment la division du processus de production en tâches distinctes, telles que le dessin du fil, le redressage, la coupe et la fixation des têtes, augmente considérablement la production. Smith déclare, "One man draws out the wire, other straightens it, a third cuts it, a fourth points it, a fifth grinds it at the top

⁵¹. Sheila, Scribd, "Classical Economics (1776-1890)", Année 2017, p. 6.
<https://www.scribd.com/document/336666032/Classical-Economics>. (Consulté le 22 Juin 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

for receiving the head" (Smith, 1776, Book I, Chapitre I, p. 14). En attribuant des tâches spécifiques à différents travailleurs, l'usine d'épingles réalise des gains de productivité remarquables par rapport au même nombre d'individus qui tentent de terminer l'ensemble du processus de fabrication d'épingles individuellement.

La division du travail stimule non seulement la productivité, mais conduit également à des progrès technologiques. Smith suggère que lorsque les travailleurs se spécialisent dans des tâches spécifiques, ils ont la possibilité de se concentrer sur l'amélioration de leurs techniques et l'invention de nouvelles méthodes ou outils pour améliorer l'efficacité. Ce raffinement continu des processus de production, postule Smith, stimule le progrès technologique et l'innovation.

En plus de la division du travail, Smith souligne l'importance d'étendre les marchés à la croissance économique. Il fait valoir que la capacité d'échanger des biens et des services entre des régions géographiques plus larges permet de réaliser des économies d'échelle, une concurrence accrue et une allocation efficace des ressources. Smith écrit, "As it is by treaty, by barter, and by purchase, that we obtain from one another the greater part of those mutual good offices which we stand in need of, so it is this same trucking disposition which originally gives occasion to the division of labor" (Smith, 1776, Book I, Chapitre III, pg 22). Il souligne comment l'expansion des marchés, facilitée par le commerce et les échanges, favorise la spécialisation et la division du travail.

L'impact positif de l'extension du marché sur la création de richesse et le niveau de vie. En élargissant les marchés, les particuliers et les entreprises ont accès à une plus grande clientèle, ce qui leur permet de produire et de vendre de plus grandes quantités de biens ou de services. Cette demande accrue du marché encourage l'investissement, stimule la croissance économique et génère des revenus plus élevés pour les personnes impliquées dans le commerce. Smith note, "The division of labor is limited by the extent of the market" (Smith, 1776, Book I, Chapitre III, pg 25), Ce qui implique qu'une plus grande taille de marché permet une plus grande spécialisation et, par conséquent, une plus grande prospérité économique.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

"The Wealth of Nations" d'Adam Smith présente un exemple convaincant en faveur de l'importance de la division du travail et de l'extension des marchés dans la promotion de la croissance économique et de la création de richesse. Grâce à la division du travail, les individus se spécialisent dans des tâches spécifiques, ce qui conduit à une augmentation de la productivité et des progrès technologiques. En outre, l'extension des marchés facilite la réalisation d'économies d'échelle, favorise la concurrence et encourage l'allocation efficace des ressources. Les arguments de Smith mettent en évidence l'interaction entre la division du travail et l'extension du marché, car ils se renforcent mutuellement dans la conduite du progrès économique.

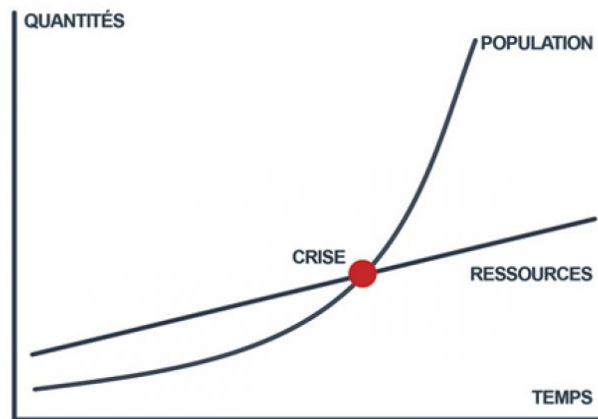
1.2.2. Thomas Malthus (Croissance économique Vs Croissance Démographique) :

La « loi de la population » est souvent associée à Thomas Robert Malthus (1766-1834), économiste et démographe classique du XVIIIe siècle. Malthus est très pessimiste quant à la durabilité de la croissance à long terme. Tout comme Ricardo, il croit que la croissance économique a tendance à ralentir et que l'économie converge vers un état stationnaire.

Malthus a fait valoir que la population croît de manière exponentielle ou à une progression géométrique (1, 2, 4, 8, 16, etc.) tandis que les ressources augmentent linéairement ou à une progression arithmétique (1, 2, 3, 4, 5, etc.), ce qui conduit à une crise potentielle de surpopulation et de ressources limitées.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Graphe 1 : Théorie malthusienne de la population.



Source : Bertrand Jacquillat, *Le nouvel Économiste*, “ La théorie de Malthus ”, Article, Publié le 02 Juillet 2015. Extrait de <https://www.lenouveleconomiste.fr/robotisation-le-retour-de-malthus-27574/>

Malthus croyait que si elle n'était pas contrôlée, la croissance démographique finirait par dépasser la disponibilité de la nourriture et d'autres ressources, ce qui conduirait à une pauvreté et à une famine généralisée. Il a suggéré une approche de "restriction morale" selon laquelle des mesures telles que le report du mariage, la pratique du célibat et les contrôles préventifs (tels que l'abstinence ou la contraception) pourraient aider à contrôler la croissance de la population et à prévenir de telles crises⁵².

De nos jours, le terme "politiques malthusiennes" est souvent utilisé pour décrire les mesures visant à limiter la croissance démographique, telles que la politique de l'"enfant unique" mise en œuvre en Chine il y a quelques décennies.

⁵². Il est important de noter que les théories de Malthus ont été largement débattues et critiquées par les économistes et les démographes ultérieurs. Bien que la croissance démographique reste un sujet de préoccupation, beaucoup soutiennent que les progrès techniques et les changements dans la dynamique sociale peuvent conduire à une gestion plus durable des ressources.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

1.2.3. David Ricardo (les rendements décroissants) :

David Ricardo (1772-1823), comme d'autres économistes classiques, considérait l'investissement comme essentiel à la croissance économique. Les capitalistes épargnent pour investir, et la croissance dépend donc de la distribution des revenus : plus les capitalistes reçoivent une grande part des bénéfices, plus ils investiront, ce qui conduira à une croissance plus importante. Cependant, Ricardo met en garde contre une répartition de plus en plus défavorable des investissements en raison de la baisse des rendements liés à la terre.

Les économistes classiques raisonnaient en termes de classes sociales. Selon Ricardo, le revenu national est divisé en trois catégories : les propriétaires (qui reçoivent des loyers pour l'utilisation des terres), les travailleurs (qui reçoivent un salaire) et les capitalistes (qui reçoivent les bénéfices et les réinvestissent). La rente reçue par un propriétaire dépend de la différence entre le rendement de sa terre et la terre la moins fertile. Ainsi, le propriétaire de la terre la plus fertile reçoit le loyer le plus élevé, tandis que le propriétaire de la terre la moins fertile n'en reçoit aucun.

L'augmentation de la population rend nécessaire d'exploiter de plus en plus de terres, mais les nouvelles terres cultivées sont de moins en moins fertiles. C'est ce qu'on appelle la loi des rendements décroissants : où le rendement des terres est inférieur à celui des terres précédemment exploitées. Cela a deux conséquences : d'une part, les propriétaires fonciers reçoivent des loyers de plus en plus élevés ; d'autre part, le coût de la production augmente, ce qui entraîne une augmentation du prix du blé. Avec l'augmentation du prix des produits agricoles, les travailleurs exigent des salaires de plus en plus élevés pour subvenir à leurs besoins. Les capitalistes, qui reçoivent le revenu qui n'a pas été distribué aux rentiers ou aux travailleurs, voient progressivement leurs bénéfices diminuer. Avec moins d'argent à leur disposition, les capitalistes investissent de moins en moins, ce qui conduit à une croissance de moins en moins importante de la production. À mesure que l'investissement atteint zéro, la production n'augmente plus et ne stagne plus, marquant l'entrée de l'économie dans un état stationnaire.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Le déclin de la croissance économique est inévitable. Cependant, il est possible de retarder la réalisation de l'état stable ou stationnaire en ouvrant ses frontières et en important du blé. Au fur et à mesure que la quantité de blé disponible dans l'économie augmente, le besoin de cultiver de nouvelles terres devient moins urgent. En conséquence, l'augmentation des prix et des salaires agricoles ralentit, ce qui permet de ralentir la baisse des investissements. Ricardo doit donc justifier le libre-échange, ce qui l'amène à formuler la théorie des avantages comparatifs⁵³.

1.3. Théorie de la croissance innovatrice de Schumpeter.

Joseph Schumpeter est né en 1883, la même année que Keynes et l'année de la mort de Marx. Comme eux, il a acquis une réputation d'économiste "hérétique" qui a contesté la pensée économique établie jusqu'à sa mort en 1950. En tant que professeur à Harvard à partir des années 1930, il a formé certains des économistes les plus brillants de l'après-guerre.

Schumpeter s'intéressait particulièrement à l'évolution du système capitaliste, qui, selon lui, était un type ou une méthode de transformation économique qui ne pourrait jamais rester stationnaire "il constitue, de par sa nature, un type ou une méthode de transformation économique, et non seulement il n'est jamais stationnaire mais il ne pourra jamais le devenir 1942"⁵⁴. Selon lui, le moteur du système était l'innovation et le progrès technique à travers le phénomène de "destruction créative".

À cette fin, Schumpeter a identifié cinq formes d'innovation :⁵⁵

- L'introduction de nouveaux biens ;
- L'introduction de nouvelles méthodes de production ;
- L'ouverture de nouveaux marchés ;

⁵³. Voir les théories du commerce internationale.

⁵⁴. Ministère de l'économie des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, "Grands noms et courants de l'économie", Article par Facileco. <https://www.economie.gouv.fr/facileco/joseph-schumpeter#>. (Consulté le 24 Juin 2023).

⁵⁵. LIOUAEDDINE Mariem, op.cit., p. 6. <https://liouaeddine.com/croissance-et-emploi/>. (Consulté le 22 Juillet 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

- L'utilisation de nouvelles matières premières ;
- Une nouvelle organisation du travail.

La force motrice du progrès économique, à la fois quantitative (augmentation des niveaux de production) et qualitative, est "l'entrepreneur innovant". Selon Schumpeter, l'entrepreneur est l'acteur fondamental de la croissance économique. Ils adoptent le risque et recherchent un maximum de profit, en utilisant l'innovation pour obtenir un monopole temporaire sur le marché et produire un produit très rentable.

En outre, Schumpeter soutient que l'économie est régie par un phénomène spécifique : la "destruction créative". Ce processus est la caractéristique fondamentale du capitalisme, et chaque entreprise doit s'y adapter. La croissance est un processus constant de création, de destruction et de restructuration d'activités économiques. En d'autres termes, le nouveau ne sort pas de l'ancien, mais rivalise plutôt avec lui jusqu'à ce qu'il soit rendu obsolète. Le processus de destruction créative est responsable des fluctuations économiques sous forme de cycles.

Par exemple, l'essor des formats de fichiers audio numériques (par exemple, mp3) remplaçant les supports de lecture physiques (par exemple, les CD ou la cassette vidéo) est un exemple de destruction créative. Ce phénomène fait partie de l'importance croissante de l'économie numérique, qui inaugurera une nouvelle période de croissance.

1.4. Théorie de croissance Keynésienne et Néo-Keynésienne :

La théorie de la croissance keynésienne et néo-keynésienne constitue une approche économique essentielle pour comprendre les déterminants de la croissance économique à long terme. Ces théories jouent un rôle central dans l'analyse macroéconomique et offrent des perspectives cruciales pour orienter les politiques économiques visant à promouvoir une croissance durable et équilibrée.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

1.4.1. Théorie de la croissance Keynésienne⁵⁶ :

La théorie keynésienne de la croissance de John Maynard Keynes (1883-1946) tourne autour de la poursuite d'un revenu d'équilibre, où les dépenses génèrent le revenu correspondant. Au cœur de cette théorie se trouve le rôle central de l'investissement, motivé par les attentes des entrepreneurs, dans l'augmentation du stock de capital et du revenu. Les théories keynésiennes de la croissance donnent la priorité à la demande globale pour atteindre une croissance économique équilibrée. Ce point examine les principes fondamentaux de la théorie keynésienne de la croissance et explore l'influence significative de l'investissement sur la génération de revenus, souvent appelée effet multiplicateur⁵⁷. En outre, il reconnaît que certaines variables sont traitées comme statistiquement fixes, ce qui limite leur capacité à s'ajuster dynamiquement.

1.4.1.1. L'importance de la demande globale :

Le premier principe clé de la théorie keynésienne de la croissance met l'accent sur le rôle décisif de la demande globale dans la réalisation d'une croissance économique équilibrée. L'accent est mis sur la stimulation de la demande par divers canaux, tels que les dépenses publiques, afin de surmonter les situations de demande stagnantes ou insuffisantes.

1.4.1.2. L'investissement comme moteur de la croissance économique :

Le deuxième principe de base souligne l'importance de l'investissement en tant que principal catalyseur de la croissance économique, soit par l'effet multiplicateur, soit sous l'influence de l'accélérateur. Cette section se penche sur les mécanismes par lesquels l'investissement a un impact sur les revenus et examine l'interaction entre l'investissement, la production et l'expansion économique.

⁵⁶. LIOUAEDDINE Mariem op. cit., p. 7. <https://liouaeddine.com/croissance-et-emploi/>. (Consulté le 24 Juin 2023).

⁵⁷. John Maynard Keynes, "The General Theory of Employment, Interest, and Money", ISN ETH Zurich, Palgrave Macmillan, Année 1936, p. 60. https://www.files.ethz.ch/isn/125515/1366_keynestheoryofemployment.pdf. (Consulté le 29 Juin 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

1.4.1.3. Variables statistiques et leur nature fixe :

Un aspect essentiel des théories keynésiennes de la croissance est l'hypothèse selon laquelle certaines variables, telles que les modèles d'épargne, le stock de capital, la propension marginale à consommer, la population et la technologie, restent statistiquement fixes. Cette hypothèse permet à l'économiste d'analyser les implications du traitement de ces variables comme des constantes et explore les limites potentielles de l'application des théories keynésiennes de la croissance dans ces conditions fixes.

1.4.1.4. Construction à court terme et économies dépressives :

Les théories keynésiennes de la croissance sont principalement construites pour traiter les périodes à court terme et cibler spécifiquement les économies en situation de dépression ou de ralentissement. Ce point examine les limites et les défis associés à l'application de ces théories dans différents contextes économiques, en soulignant la nécessité de faire preuve de prudence lors de l'examen de leur applicabilité.

1.4.1.5. Application dans les pays émergents et pauvres :

Malgré ses limites, les théories keynésiennes de la croissance démontrent une applicabilité potentielle dans les pays émergents ou pauvres en raison de leur potentiel de croissance significatif. Ce titre explore les facteurs sous-jacents qui rendent ces économies favorables aux politiques keynésiennes et met en évidence des études de cas réussies.

La théorie keynésienne de la croissance fournit des informations précieuses sur la poursuite d'une croissance économique équilibrée grâce à la réalisation d'un revenu d'équilibre. En donnant la priorité à la demande mondiale et en mettant l'accent sur le rôle de l'investissement, les théories keynésiennes de la croissance ont influencé la politique économique et ouvert la voie à l'extension de l'approche de Keynes à long terme.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Cependant, il est crucial de reconnaître les limites de ces théories, en particulier leurs hypothèses statistiques et leur applicabilité limitée, et le fait qu'elles sont construites pour des périodes à court terme et s'adressent spécifiquement aux économies en dépression.

En conséquence, l'application potentielle des théories keynésiennes de la croissance est évidente dans les pays émergents ou pauvres en raison de leur potentiel de croissance élevé. En conséquence, les partisans keynésiens ont étendu son approche à long terme.

1.4.2. Théorie de la croissance Néo-Keynésienne :

Instabilité de la croissance selon les postkeynésiens (Harrod, Domar)⁵⁸

Selon les économistes keynésiens, la demande joue un rôle crucial dans la croissance économique. Dans son livre "The General Theory" publié en 1936, Keynes s'est principalement concentré sur le court terme et n'a pas développé de théorie de la croissance économique à long terme. Cependant, Roy Forbes Harrod en 1939 et Evsey Domar en 1947, tous deux inspirés par les idées keynésiennes, ont contribué à la construction d'une telle théorie. Leurs conclusions ont convergé.

Leur première conclusion met en évidence la nature déséquilibrée de la croissance. L'investissement est un élément de l'offre et un élément de la demande. D'une part, les entreprises augmentent leur capacité de production en investissant (ce qui augmente l'offre). D'autre part, lorsqu'une entreprise investit, elle achète nécessairement des machines ou d'autres moyens de production à d'autres entreprises (ce qui augmente la demande). Si l'augmentation de l'offre correspond à l'augmentation de la demande, la croissance sera équilibrée, mais cela n'est pas garanti. Comme l'ont déclaré Harrod et Domar, la croissance est susceptible d'être déséquilibrée et instable. Deux situations sont alors possibles. Si l'offre dépasse la demande, l'économie est dans une situation de surproduction, s'éloigne du plein emploi et risque de

⁵⁸. Youness Senhaji, "Les théories de la croissance économique", Année 2020, pp. 2-3. <https://www.scribd.com/document/451878496/Les-theories-de-la-croissance-economique-docx>. (Consulté le 2 Juillet 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

déflation. Inversement, si la demande dépasse l'offre, l'économie fait face à des pressions inflationnistes.

Leur deuxième conclusion met en évidence la nature cumulative des déséquilibres. Lorsque la demande dépasse l'offre (situation inflationniste), les entreprises cherchent à augmenter leur capacité de production pour répondre à cette demande excédentaire. Cependant, investir dans la production crée une demande supplémentaire, ce qui peut potentiellement intensifier la demande excédentaire au lieu de la réduire.

Inversement, lorsque l'offre dépasse la demande (situation de surproduction), les entreprises peuvent réduire leurs dépenses d'investissement, ce qui entraîne une nouvelle réduction de la demande. Dans les deux cas, un simple déséquilibre a tendance à augmenter au fil du temps, ce qui fait de la croissance économique un équilibre délicat : la croissance est « sur le fil du rasoir » comme l'a observé Harrod.

Keynes avait démontré que l'intervention de l'État est nécessaire à court terme pour sortir l'économie du sous-emploi. Harrod et Domar soulignent que les autorités publiques ont également un rôle à jouer dans la promotion d'une croissance équilibrée à long terme. En ajustant ses politiques cycliques de manière flexible, l'État peut réglementer et aligner la demande mondiale afin qu'elle s'équilibre avec l'offre mondiale.

Section 2 : Les approches théoriques de la dette publique.

Les approches théoriques de la dette publique sont différents cadres ou modèles que les économistes utilisent pour comprendre l'impact d'emprunt publique sur l'économie. Certains de ces économistes incluent Adam Smith, David Ricardo et John Maynard Keynes, entre autres. Tous ont présenté leurs théories qui servent de bases de réflexion aux économistes présents qui les utilisent pour élaborer des politiques et des stratégies au sujet des finances

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

publiques et de la dette publique. Chaque théorie a ses propres hypothèses et implications pour la politique⁵⁹. Ils tentent d'expliquer le lien entre dette publique et croissance économique.

Dans cette section, nous présenterons les différentes approches théoriques de la dette publique présentées par certains économistes.

2.1. Antécédents théoriques :

La perception de la dette publique varie selon les écoles de pensée. Certaines d'entre elles se contredisent. Nous parlerons des antécédents théoriques en présentant des points de vue des classiques, des points de vue keynésiens et la courbe Laffer de la dette.

2.1.1. Point de vue des classiques.

Les classiques soutiennent que la dette publique peut avoir des effets négatifs sur la croissance économique, notamment des taux d'intérêt plus élevés, une réduction des investissements privés, l'inflation et un fardeau pour les générations futures. Sous les classiques, nous présenterons les approches d'Adam Smith, David Ricardo et Robert Barro.

2.1.1.1. Adam Smith : Théorie de la dette publique.

Adam Smith, un économiste classique⁶⁰ croyait que la dette publique n'était pas nécessairement mauvaise pour une économie. Smith a fait valoir que l'emprunt public pourrait être bénéfique s'il était utilisé pour financer des biens publics qui profiteraient à la société dans son ensemble, tels que des projets d'infrastructure comme les routes, les ponts et les canaux. Selon Smith, de tels projets pourraient stimuler la croissance économique et augmenter la productivité, ce qui profiterait en fin de compte à tous les membres de la société.

⁵⁹. La politique porte sur les actions, l'équilibre, le développement interne ou externe de cette société, ses rapports interne et ses rapports à d'autres ensembles.

⁶⁰. Nicholson, J.S., "Adam Smith on Public Debts", *The Economic Journal*, 30(117), Publie par Oxford University Press, Année 1920, pp. 1-12. <https://doi.org/10.2307/2223190>. (Consulté le 25 Mai 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Cependant, Smith a également reconnu qu'un emprunt public excessif pouvait avoir des conséquences négatives. Il croyait que si le gouvernement empruntait trop d'argent, cela pourrait entraîner de l'inflation et des taux d'intérêt plus élevés, ce qui rendrait plus difficile pour les particuliers et les entreprises d'emprunter de l'argent. Smith a également fait valoir qu'un emprunt public excessif pourrait entraîner un fardeau pour les générations futures, car elles devraient rembourser la dette par le biais d'impôts ou d'une réduction des dépenses publiques.

2.1.1.2. David Ricardo : L'équivalence Ricardienne.

David Ricardo a présenté une théorie de la dette publique connue sous le nom de l'équivalence Ricardienne⁶¹.

Cette théorie est basée sur le fait que les dettes que l'État a contractées aujourd'hui devront être remboursées un jour dans le futur. Ce remboursement nécessitera alors une augmentation des impôts dans le futur, d'où une équivalence entre la dette contractée aujourd'hui et les impôts futurs. Elle stipule que le financement d'un montant donné par la dette publique ou par des prélèvements fiscaux a des effets équivalents sur la consommation des ménages, le taux d'intérêt réel, l'investissement, la production, l'emploi et tous les agrégats économiques.

La théorie est basée sur l'hypothèse que les agents économiques sont parfaitement informés et qu'ils se comportent de manière rationnelle et qu'ils prendront soin de la génération future comme la leur. L'efficacité des marchés financiers leur permettra également de lisser leur consommation dans le temps par rapport à leurs perspectives de revenus à long terme.

Compte tenu de cette hypothèse, toute augmentation du déficit soit par une baisse des impôts, soit par une hausse des dépenses publiques conduiront les ménages ou les entreprises

⁶¹. THE INVESTOPEDIA TEAM, Publication, Reviewed by Michael J. Boyle, "Ricardian Equivalence", 21 Novembre, Année 2021. <https://www.investopedia.com/terms/r/ricardianequivalence.asp>. (Consulté le 25 Mai 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

à anticiper une hausse des impôts futurs pour le remboursement de la dette. Ces agents auront alors tendance à constituer une épargne de précaution pour payer les impôts futurs et ne s'estimeront pas plus riches après la mise en place de la politique de relance.

Cependant, certains économistes ont soutenu que la théorie de David Ricardo est basée sur des hypothèses irréalistes. Par exemple, il suppose que les gens anticiperont avec précision une future augmentation d'impôt hypothétique et que les marchés des capitaux fonctionnent de manière suffisamment fluide pour que les consommateurs et les contribuables puissent facilement passer de la consommation actuelle à la consommation future (via l'épargne et l'investissement).

2.1.1.3. Robert Barro.

L'économiste Robert Barro a formellement modélisé et généralisé l'équivalence ricardienne, basée sur la théorie économique moderne des anticipations rationnelles et l'hypothèse du revenu à vie. Barro montre qu'une politique de déficit budgétaire financée par l'emprunt reste sans effet sur l'activité économique dans la mesure où les agents ne sont pas victimes de l'illusion fiscale. Les agents ajustent leurs dépenses courantes et leur comportement d'épargne en fonction d'une anticipation d'une hausse d'impôt destinée à rembourser l'emprunt, en constituant une épargne d'un montant équivalent à la dette publique.

La version de Barro de l'équivalence ricardienne a été largement interprétée comme sapant la politique budgétaire keynésienne en tant qu'outil pour stimuler la performance économique.

2.1.2. Point de vue des Keynésiens :

Le point de vue keynésien de l'économiste britannique John Maynard Keynes relève d'une politique dit politique de la relance économique développée dans son ouvrage « General Theory of Employment, Interest and Money » en 1936. Les vues keynésiennes de la dette publique sont majoritairement optimistes⁶².

⁶². Richard Salsman, "The Political Economy of Public Debt: Three Centuries of Theory and Evidence", « pour comprend Point de vue de Keynésien », pp. 94-152.

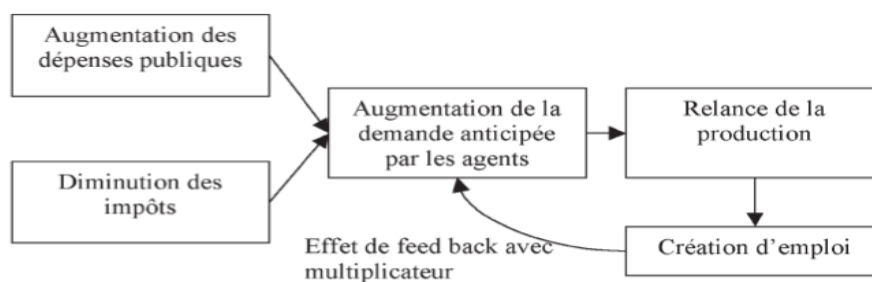
CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Keynes suggère qu'en période de ralentissement économique, le gouvernement peut emprunter de l'argent pour stimuler l'économie. L'idée est que lorsque le gouvernement augmente ses dépenses, il peut augmenter l'emploi et la croissance économique. Keynes dit que la dette favorise l'effet accélérateur qui est l'augmentation de la proportion d'investissement, qui à son tour provoque une augmentation de la production qui à son tour relance la demande globale

Il explique ce phénomène en introduisant le multiplicateur des dépenses publiques, souvent appelé multiplicateur keynésien qui implique que l'économie prospérera plus le gouvernement dépense. Selon le multiplicateur keynésien, l'argent que le gouvernement dépense sera distribué dans toute l'économie, car les gens l'utilisent pour acheter des biens et des services, ce qui à son tour crée plus d'emplois et plus d'activités économiques. Cela peut conduire à un cercle vertueux de croissance économique, où l'investissement initial par le gouvernement conduit à une augmentation beaucoup plus importante de la production économique au fil du temps.

Le schéma suivant illustre le multiplicateur Keynésien.

Schéma 1 : Le multiplicateur Keynésien



Source : CAIRN. INFO Matière de réflexion, Revue, Extrait de <https://cairn.info>

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Ainsi selon l'approche keynésienne, la dette publique est nécessaire à la reprise économique et en général elle n'entraîne aucun coût ni pour la génération présente ni pour la génération future du fait des nouveaux investissements qu'elle génère.

2.1.3. La dette et la courbe Laffer.

L'effet négatif de l'endettement sur la croissance trouve son explication dans l'hypothèse du debt overhang⁶³ mis en évidence par (Jeffrey Sachs, 1984 ; Paul Krugman, 1987).

Selon cette hypothèse, lorsque les investisseurs aussi bien domestiques qu'étrangers anticipent que le niveau de la dette dépassera la capacité de remboursement du pays débiteur, ils visionnent une diminution de leur investissement anticipant ainsi sur une hausse du taux d'impôt de la part de l'État pour faire face au service de la dette qui augmente.

En effet, un niveau d'endettement élevé signifie que l'État sera contraint d'augmenter les taxes pour payer le service. L'anticipation de la hausse de taxation décourage le secteur privé qui réduit ses investissements. Cette baisse des investissements affecte alors le taux de la croissance économique.

La courbe de Laffer est généralement associée aux impôts et aux recettes publiques, plutôt qu'à la dette publique. Cependant, certains économistes ont appliqué le concept de courbe de Laffer à la dette publique donnant ainsi naissance au concept de la courbe de Laffer de la dette⁶⁴. La courbe de Laffer de la dette associe les niveaux de remboursement attendus au stock de la dette. Le remboursement attendu au créancier est égal aux recettes fiscales attendues.

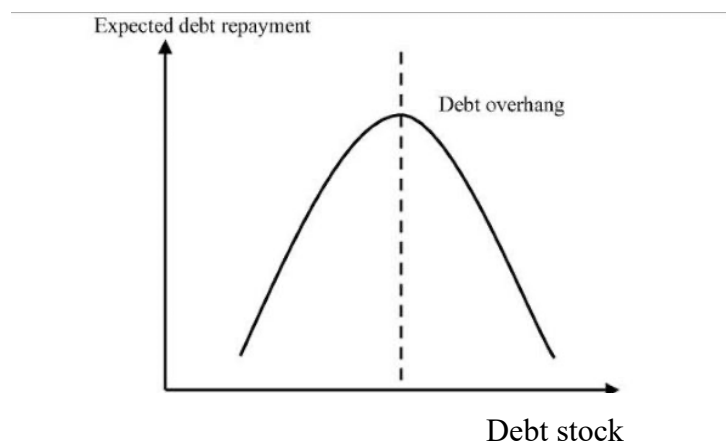
⁶³. Debt overhang fait référence à un fardeau de la dette si importante qu'une entité ne peut pas contracter de dettes supplémentaires pour financer des projets futurs. Source : <https://www.investopedia.com/terms/d/debtoverhang.asp#:~:text=Debt%20overhang%20refers%20to%20a,to%20reduce%20indebtedness%20over%20time>. (Consulté le 26 Mai 2023).

⁶⁴. Aasim M. Husain, 'Distortionary Taxation and the Debt Laffer Curve', Eisbn : 9781451926545, « pour comprendre la courbe de Laffer de la dette », 01 Janvier, Année 1992. <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/001/1992/010/article-A001-en.xml>. (Consulté le 26 Mai 2022).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Ci-dessous la courbe de Laffer de la dette, représentant le remboursement attendu de la dette en fonction du stock de la dette.

Graphe 2 : La courbe de Laffer de la dette



Source : IMF, 2002. Extrait de <https://www.semanticscholar.org>

Le concept de la courbe de Laffer de la dette a été introduit pour la première fois par Sachs (1989) à travers la notion de « debt overhang ». Il a utilisé la courbe de Laffer de la dette pour expliquer la relation non linéaire entre la dette et la croissance économique. Selon cette théorie, il existe un point culminant jusqu'auquel la dette publique stimule la croissance économique, et à partir duquel tout endettement supplémentaire entraîne des effets négatifs. Cette théorie explique que lorsque la dette impayée dépasse un certain seuil, la capacité de remboursement du pays commence à se détériorer. Sachs a montré que dans ce cas, la remise de dette conduit non seulement à maintenir la valeur de marché actuelle des titres, mais aussi à augmenter la valeur attendue des flux monétaires liés au remboursement des obligations des pays débiteurs. La remise de la dette entraînera une augmentation de l'investissement tant que le pays débiteur n'est pas de la mauvaise cote de sa courbe de Laffer de la dette. Si toutefois, l'investissement diminue en réponse à la remise de la dette, le pays doit être du mauvaise cote de sa courbe de Laffer de la dette.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Section 3 : L'impact de la dette publique sur les agrégats économiques.

La compréhension de la relation entre la dette publique et les agrégats économiques comme le PIB, l'investissement, le taux d'inflation et les taux d'intérêt est un sujet important en économie et en politique publique, car elle aide les décideurs à prendre des décisions éclairées sur comment gérer la dette publique de manière à soutenir la croissance et la stabilité économiques, les dépenses publiques et la fiscalité. La dette publique a un impact significatif sur les agrégats économiques.

L'objectif de cette section est de comprendre l'impact de la dette publique sur les agrégats économiques en expliquant comment différents niveaux de dette publique influencent chaque agrégat économique.

3.1. Impact de la dette publique sur le PIB :

Le PIB, comme nous l'avons déjà mentionné la troisième section du premier chapitre, est un indicateur qui reflète les activités économiques internes d'un pays.

L'impact de la dette publique sur le PIB est complexe, certaines études ont montré qu'il pouvait exister un seuil de dette publique au-delà duquel les effets négatifs sur le PIB s'accroissent. D'autres études ont montré que l'impact de la dette publique sur le PIB peut dépendre de la structure de l'économie, certaines économies étant plus résistantes que d'autres à des niveaux élevés de dette publique.

Si le gouvernement utilise la dette publique pour financer des investissements productifs tels que les infrastructures, l'éducation ou la recherche et le développement, cela peut avoir des impacts positifs sur le PIB et donc sur la croissance économique. De même, si le gouvernement utilise la dette publique pour financer des dépenses improductives ou pour financer la consommation courante, cela peut avoir des impacts négatifs sur le PIB et donc sur la croissance économique.

Généralement, lorsque la dette publique est élevée, elle réduit le PIB car elle entraîne une augmentation du niveau des impôts et des intérêts, ce qui réduit les activités économiques

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

et lorsque la dette publique est faible, elle augmente le PIB car elle peut accroître la confiance des investisseurs et entraîner une augmentation des activités économiques.

3.1.1. Approche statistique.

Le lien entre dette publique et croissance économique a fait l'objet d'une série d'études empiriques. Ces études empiriques peuvent être faites par le biais : d'analyse économétrique qui consiste à utiliser des méthodes statistiques pour découvrir le lien entre la dette publique et diverses variables économiques, telles que les taux d'intérêt, l'inflation et la croissance économique. Études de cas qui consistent à examiner les expériences de pays ou de régions individuels pour voir comment la dette publique a affecté leurs économies. Analyse historique qui consiste à regarder les épisodes passés de dette publique et comment ils ont été résolus, afin d'en tirer des leçons pour le présent.

Plusieurs travaux ont été faits, parmi lesquels on retrouve ceux qui montrent la linéarité du lien entre la dette publique et la croissance économique et ceux qui montrent la non linéarité du lien entre la dette publique et la croissance économique. Nous verrons donc ces deux relations :

3.1.1.1. La linéarité du lien entre dette publique et la croissance économique :

La linéarité du lien entre la dette publique et la croissance économique montre un lien positif entre les deux. De nombreuses approches empiriques qui montrent un lien positif entre la dette publique et la croissance économique ont été présentées par plusieurs économistes et chercheurs parmi ceux que nous avons trouvés :

- Massa Coulibaly, économiste chercheur au Groupe de Recherche en Économie Appliquée et Théorique (GREAT), et ses collègues Amadou Diarra et Sikoro Keita (2001)⁶⁵ dans une étude réalisée sur l'endettement du Mali ont montré que les indicateurs

⁶⁵. Massa Coulibaly, Amadou Diarra, Sikoro Keita, 'L'endettement des pays les plus pauvres : le cas du Mali', Published in Canadian journal of development studies. – Abingdon : Taylor & Francis, Vol. 22.2001, 2, pp. 455-493.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

statistiques tels que le taux d'intérêt, le financement des importations, notamment des biens de consommation courante, et le processus cumulatif d'endettement ont un effet positif sur le niveau d'endettement du Mali.

- Anja Baum, Cristina Checherita-Westphal et Philipp Rother (2013)⁶⁶ étudient la relation entre la dette publique et la croissance économique pour les pays de la zone euro de 1990 à 2010. À l'aide d'une série de régressions des moindres carrés, l'étude conclut que, conformément à la théorie keynésienne, l'impact à court terme de la dette sur la croissance du PIB est positif. Cependant, l'effet transitoire positif diminue jusqu'à être proche de zéro et perd de son importance au-delà de ratios dette publique/PIB d'environ 67 %. Pour les ratios d'endettement élevés (supérieurs à 95 %), l'impact d'une dette supplémentaire a un impact négatif sur l'activité économique, ce qui suggère un niveau de seuil non linéaire quelque part entre 67 et 95 % du PIB.

3.1.1.2. La non-linéarité du lien entre dette publique et la croissance économique.

Le lien non linéaire, autrement dit le lien inverse entre dette publique et croissance économique, a été présenté par plusieurs économistes et chercheurs parmi lesquels on retrouve les travaux de Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff (2010)⁶⁷.

Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff ont révélé une relation non linéaire entre ces deux phénomènes avec des données de 44 pays sur deux siècles.

Ils ont prouvé que lorsque la dette publique est inférieure à 90 % du PIB, la relation entre la dette publique et la croissance du PIB réel est corrélation faible ; ce dernier est relativement stable et progresse autour de 3-4 %.

⁶⁶. Anja Baum, Cristina Checherita-Westphal, Philipp Rother, "Debt and Growth: New evidence for the euro area", Published in Journal of IMF Volume 32, February 2013, pp. 809-821, <https://doi.org/10.1016/j.jimonfin.2012.07.004>. (Consulté le 27 Mai 2023)

⁶⁷. REINHART Carmen M, ROGOFF Kenneth S. (2010), "Growth in a time of debt", published by NBER working paper n° 15639, Janvier. (Consulté le 27 Mai 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

En revanche, lorsque le ratio de la dette publique au PIB est supérieur à 90 %, le taux de croissance médian baisse de 1 % et la croissance moyenne diminue encore plus fortement, devenant négative. Selon cette étude, la hausse subséquente du ratio de la dette au PIB peut réduire la croissance économique et finalement annuler les effets positifs de la relance budgétaire.

Cependant la question reste à savoir si la dette publique est la causalité de cet affaiblissement de la croissance économique car ces deux économistes n'ont pas justifié cette relation inverse. Une des critiques qui a été faite est celle qui dit que la corrélation n'est pas la causalité, c'est-à-dire que le constat du ralentissement du taux de croissance économique n'est peut-être pas déterminé à cause de l'endettement public.

3.2. Impact de la dette publique sur l'investissement :⁶⁸

La dette publique peut avoir un impact négatif ou positif sur l'investissement selon son niveau.

Des niveaux élevés de dette publique peuvent accroître l'incertitude quant aux futurs taux d'imposition et aux dépenses publiques, ce qui décourage l'investissement privé et lorsque le niveau de la dette publique est faible, il peut accroître la certitude et la stabilité dans l'économie, ce qui encourage les entreprises privées à entreprendre de nouveaux investissements.

L'impact de la dette publique sur l'investissement peut également dépendre des politiques gouvernementales. Par exemple, si le gouvernement utilise la dette publique pour financer des investissements productifs comme les infrastructures ou la recherche et le développement, cela peut avoir un impact positif sur l'investissement privé, mais si le gouvernement utilise la dette publique pour financer des dépenses improductives, cela peut avoir un impact négatif sur les investissements privés.

⁶⁸ Joshua Ogunjimi, "The impact of public debt on investment", publication. https://www.academia.edu/40805574/THE_IMPACT_OF_PUBLIC_DEBT_ON_INVESTMENT (consulte le 11 Novembre 2023)

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Nautet et Van Meensel (2011)⁶⁹ qui sont tous deux économistes chercheurs expliquent qu'une augmentation de la dette publique va diminuer le volume d'épargne nette au niveau national et donc un taux d'intérêt plus élevé. Cela conduit à une baisse de l'investissement et à un ralentissement de la croissance du stock de capital. Une faible accumulation du capital se traduit par des innovations moindres et par conséquent une baisse de la productivité du travail.

3.3 Impact de la dette publique sur le taux d'inflation⁷⁰ :

Un risque plus élevé d'inflation dans certains cas peut être le résultat d'une augmentation de la dette publique. Lorsque la dette publique augmente de manière significative, les autorités peuvent être tentées de réduire la valeur de cette dette en créant de l'inflation⁷¹, si la dette publique est monétisée. Dans ce scénario, le gouvernement émet une dette qui est achetée par la banque centrale, souvent sous contrainte. L'argent reçu par le gouvernement de la banque centrale est utilisé pour financer le déficit budgétaire, ce qui entraîne une augmentation considérable de la masse monétaire et une hausse inflationniste observée, ce qui peut conduire à l'hyperinflation.

Historiquement, les périodes d'hyperinflation ont été liées à des crises budgétaires résultant de guerres, de chocs économiques extrêmement négatifs ou de mauvaises politiques. Cette crise budgétaire peut empêcher les administrations publiques de se financer sur le marché des capitaux ou les forcer à le faire à des taux d'intérêt très élevés, les poussant vers la monétisation de la dette publique.

⁶⁹. M. Nautet, L. Van Meensel, "Economic impact of the public debt", article paru dans *Economic Review*, National Bank of Belgium, issue ii, September, Année 2011, pp. 7-19. <https://www.nbb.be/en/articles/economic-impact-public-debt-1>. (Consulté le 28 Mai 2023).

⁷⁰. M. Nautet, L. Van Meensel, Bibliothèque pssfp, "impact économique de la dette publique", *Revue Économique*, Année 2019, p. 16. http://bibliotheque.pssfp.net/livres/IMPACT_ECONOMIQUE_DE_LA_DETTE_PUBLIQUE.pdf (consulté le 29 Mai 2023).

⁷¹. La dette publique peut aussi avoir un impact sur l'inflation, car le gouvernement peut être tenté de financer ses dépenses par le biais de la création monétaire. En d'autres termes, la banque centrale peut imprimer de la monnaie pour permettre au gouvernement de rembourser sa dette. Cela augmente la quantité de monnaie en circulation, ce qui peut entraîner une augmentation de l'inflation.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Si la dette publique augmente et que les agents économiques prennent en compte une probabilité accrue de monétisation de la dette, les anticipations d'inflation et l'inflation actuelle pourraient augmenter et avoir un impact négatif supplémentaire sur l'activité économique.

La concrétisation ou non de ce risque dépend, en partie, de facteurs institutionnels. Par exemple, il peut ne pas être possible de monétiser la dette publique si la loi interdit le financement monétaire des dépenses ou des déficits publics, comme c'est le cas dans l'Union européenne. L'indépendance de la banque centrale et un mandat clair axé sur le maintien de la stabilité des prix sont également cruciaux pour prévenir le risque d'une forte augmentation de la dette publique conduisant à une inflation accélérée.

Au cours de la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, certains pays en développement ou émergents ont connu une augmentation du ratio de la dette au PIB accompagnée d'une inflation plus élevée. Cependant, dans les pays avancés, une telle augmentation du ratio d'endettement n'a pas provoqué de pressions inflationnistes. La présence d'institutions indépendantes responsables des décisions de politique monétaire et leur rôle dans le contrôle de l'inflation ont certainement été décisifs à cet égard.

Néanmoins, une situation caractérisée par des finances publiques non durables complique considérablement la conduite de la politique monétaire, qui devrait être axée sur la stabilité des prix. Si une telle situation devait alimenter les anticipations d'inflation, il y aurait inévitablement un resserrement de la politique monétaire, se manifestant par une augmentation des taux d'intérêt à court terme. En outre, des tensions pourraient survenir entre la banque centrale et le gouvernement, car ce dernier, confronté à une dette publique élevée, est très sensible aux hausses des taux d'intérêt.

3.4. Impact de la dette publique sur le taux d'intérêt⁷² :

De nombreuses recherches ont été menées pour comprendre la relation complexe entre ces deux variables économiques.

⁷². Carmen M. Reinhart, Kenneth S. Rogoff, "Growth in a time of debt", *American Economic Review*, Année 2010, pp. 573-578. https://scholar.harvard.edu/files/rogoff/files/growth_in_time_debt_aer.pdf. (Consulté le 30 Mai 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Plusieurs études ont montré qu'une augmentation de la dette publique peut exercer une pression à la hausse sur les taux d'intérêt. Lorsque le niveau d'endettement d'un gouvernement augmente, les investisseurs peuvent percevoir un risque accru de défaut de paiement ou d'inflation, ce qui les amène à exiger des taux d'intérêt plus élevés pour compenser ce risque supplémentaire.

En outre, l'offre et la demande sur le marché des capitaux peuvent également influencer les taux d'intérêt. Lorsque le gouvernement émet de la dette publique pour financer ses activités, cela augmente l'offre d'obligations sur le marché. Si la demande d'obligations n'augmente pas proportionnellement, les prix des obligations peuvent baisser et les taux d'intérêt augmenter.

Cependant, il convient de noter que la relation entre la dette publique et les taux d'intérêt est complexe et peut être modulée par d'autres facteurs économiques. Par exemple, si une économie est en période de faible croissance économique ou de récession, les taux d'intérêt peuvent être maintenus à des niveaux bas, même avec une augmentation de la dette publique, dans le but de stimuler l'investissement et la consommation.

De plus, les politiques monétaires des banques centrales peuvent également jouer un rôle important dans la détermination des taux d'intérêt. Les décisions de politique monétaire, telles que l'ajustement des taux directeurs ou l'achat d'obligations gouvernementales par les banques centrales, peuvent influencer les taux d'intérêt de manière indépendante de la dette publique.

Des niveaux élevés de dette publique peuvent augmenter les taux d'intérêt, car les investisseurs peuvent percevoir un risque accru dans le remboursement de la dette. Les taux d'intérêt élevés peuvent décourager les investissements, réduire la demande agrégée et donc la croissance économique. Bien que l'impact de la dette publique sur les taux d'intérêt puisse varier en fonction de divers facteurs économiques et politiques, il est largement admis qu'une augmentation de la dette publique peut exercer une pression à la hausse sur les taux d'intérêt.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Conclusion du chapitre.

En conclusion, l'analyse approfondie du lien entre la dette publique et la croissance économique présentée dans ce chapitre met en évidence la complexité de cette relation et les différents facteurs en jeu. Les perspectives théoriques examinées, allant de la théorie classique de la croissance économique à la théorie de la croissance innovatrice de Schumpeter et aux approches keynésiennes, ont fourni un cadre conceptuel essentiel pour comprendre les mécanismes sous-jacents.

Les impacts de la dette publique sur les agrégats économiques tels que le PIB, l'investissement, l'inflation et les taux d'intérêt ont également été examinés, offrant une meilleure compréhension des conséquences de l'accumulation de la dette publique sur la performance économique globale. Il est essentiel de tenir compte de ces impacts lors de l'élaboration de politiques budgétaires et fiscales afin de maintenir la stabilité financière et de favoriser une croissance économique durable.

En résumé, ce chapitre souligne l'importance d'une approche équilibrée et nuancée de la gestion de la dette publique, en reconnaissant à la fois les contraintes budgétaires et les impacts potentiels sur la croissance économique. Des politiques appropriées, basées sur une compréhension solide des théories de la croissance économique et des conséquences de la dette publique, sont essentielles pour promouvoir un développement économique soutenu et équilibré.

CHAPITRE 3 : L'ANALYSE DE L'IMPACT DE LA DETTE PUBLIQUE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE DES ÉTAT MEMBRES DE LA CEDEAO.

Chapitre 3 : L'analyse de l'impact de la dette publique sur la croissance économique des États membres de la CEDEAO

Introduction du chapitre :

Dans ce chapitre, nous nous penchons sur la relation complexe entre la dette publique et la croissance économique au sein des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au cours de la période 2017-2023 (présentation des agrégats économiques), 2016-2022 (évolution de la dette publique et de la croissance économique) et 2012-2021 (analyses empiriques). Cette analyse est structurée en trois sections interconnectées, chacune conçue pour démêler les aspects distincts de cette relation.

Le chapitre commence par établir une compréhension du cadre de la CEDEAO, à partir de ses racines historiques, de ses objectifs, de ses visions et de ses principes fondamentaux, et examine à la fois les avantages et les limites de l'initiative de la CEDEAO. Cette compréhension fondamentale sert de toile de fond à l'élaboration des analyses qui suivent.

S'appuyant sur le contexte, cette section se penche sur la dynamique économique de trois États membres pivots de la CEDEAO : le Nigeria, le Ghana et le Sénégal. Une analyse minutieuse des facteurs influençant la croissance économique, couplée à une observation de la vulnérabilité de la CEDEAO à la dette publique, constitue le cœur de cette section.

Au cœur de ce chapitre se trouve l'analyse empirique. À l'aide de techniques de modélisation avancées telles que l'ARDL et l'analyse de causalité, cette section examine avec diligence l'impact de la dette publique sur la croissance économique. Ces tests statistiques rigoureux permettront de mieux comprendre comment la dette publique influence les résultats économiques dans le contexte de la CEDEAO.

Les résultats et les idées de cette analyse approfondie contribueront non seulement de manière significative au discours académique, mais auront également des implications pratiques dans le développement économique des États membres et de la région dans son ensemble.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Section 1 : Étude économique générale sur la CEDEAO.

Dans cette section, nous approfondissons la compréhension de la Communauté Économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO), en explorant son origine, le traité pivot et d’autres domaines importants tels que les avantages et les défis inhérents à cette organisation régionale. Cela constituera la toile de fond de notre analyse ultérieure de l’impact de la dette publique sur les économies des États membres.

1.1. Création de la CEDEAO⁷³ :

Avant l’existence de la CEDEAO, l’Afrique de l’Ouest était le nom du territoire collectif, composé de différents États issus de différentes administrations et expériences coloniales, définissant en grande partie les frontières des 15 États domiciliés dans la région.

Même si les langues désormais officielles des pays membres de la CEDEAO, le français, l’anglais et le portugais, il existe plus d’un millier de langues locales qui comprennent des langues autochtones transfrontalières telles que l’éwé, le fulfulde, l’haoussa, le mandingue, le wolof, le yoruba, le Ga et d’autres, constituant plus de 300 millions de personnes sur une vaste superficie d’environ 5,1 millions de kilomètres carrés. Avant le colonialisme, cette région abritait de nombreux royaumes et empires fiers qui ont traversé des siècles, notamment le Ghana, le Mali Songhaï, le Wolof, l’Oyo, le Bénin et le Kanem Bornu.

La diversité culturelle, écologique et linguistique de la région est à la fois une opportunité et un défi pour le processus d’intégration. L’aspiration à combiner les forces politiques et économiques a toujours été connue comme un pas en avant pour explorer la coprosperité dans la région.

La création du franc CFA qui a réuni les pays francophones en une union monétaire unique en 1945 a été la première tentative d’intégration. Dans 1964 le président William Tubman du Libéria a proposé une union économique pour l’Afrique de l’Ouest menant à la

⁷³. Directorate of Communication, ECOWAS Commission, “About ECOWAS”. <https://ecowas.int/about-ecowas/>. (Consulté le 11 Juillet 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

signature d'un accord en 1965 par les quatre chefs d'État de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone.⁷⁴

Plus tard en 1972, une proposition d'union des États d'Afrique de l'Ouest a émergé et cette même année, le général Yakubu Gowon (chef de l'État nigérian) et son homologue togolais Gnassingbé Eyadema a visité la région pour soutenir l'idée d'intégration où le projet émanait. Cela a constitué la base de l'émergence du traité de Lagos en 1975 qui a donné naissance à la CEDEAO. Le traité de Lagos était à l'origine conçu comme une initiative économique, mais des événements politiques émergents ont conduit à sa révision et à l'élargissement de son champ d'application et de ses pouvoirs en 1993.

La CEDEAO sert de plate-forme pour renforcer la collaboration économique et politique entre les États membres, une mission bien alignée sur les modèles historiques. Depuis l'époque précoloniale, les africains de l'Ouest ont fait preuve d'une mobilité remarquable, une partie substantielle de ce mouvement se produisant dans la région. Actuellement, environ 7,5 millions de migrants ouest-africains, soit 3 % de la population régionale, résident dans des pays de la CEDEAO autres que le leur, tandis que 1,2 million d'autres se sont installés principalement en Amérique du Nord et en Europe. Les femmes, qui représentent plus de 50 % de la population de la région, jouent un rôle vital dans la migration transfrontalière en tant que commerçantes et entrepreneurs, offrant un potentiel important pour promouvoir l'intégration, une opportunité qui devrait être pleinement exploitée.

Il est essentiel d'intégrer les divers aspects socioculturels du développement pour instaurer la paix et la sécurité dans la région. S'inspirant de son histoire, les dirigeants de la CEDEAO ont déployé des efforts considérables pour maintenir la structure politique de la région. En 1976, le Cap-Vert, l'un des deux pays lusophones de la région, est devenu membre

⁷⁴ Servan Ahouguon, Ecofin Herbo, "William Tubman, l'homme l'origine de l'idée de création de la CEDEAO", Article, 29 Mai Année 2020. <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/2905-77053-william-tubman-l-homme-a-l-origine-de-l-idee-de-creation-de-la-cedeao#:~:text=En%201964%2C%20William%20Tubman%20propose,Lib%20ria%20et%20la%20Sierra%20L%20eon>. (Consulté le 11 Juillet 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

de la CEDEAO, tandis qu'en décembre 2000, la Mauritanie a choisi de se retirer de la CEDEAO.

Tout au long de son existence, la CEDEAO a vu ses directeurs généraux servir d'abord en tant que secrétaires exécutifs et maintenant en tant que présidents, s'en remettant à l'organe décisionnel suprême de la communauté, la Conférence des chefs d'État et de gouvernement, pour obtenir des conseils. En règle générale, cet organe est dirigé par un président.

1.2. Le traité de 1975 de la CEDEAO⁷⁵ :

Le Traité de la CEDEAO est un accord multilatéral global signé par les 15 États membres du bloc. Le traité initial a été signé par les chefs d'État et de gouvernement des 16 États membres de l'époque (y compris la Mauritanie) en 1975 à Lagos, au Nigeria. Compte tenu des nouveaux développements et mandats pour la Communauté, un traité révisé (en un seul exemplaire en langues anglaise, française et portugaise) était nécessaire et signé à Cotonou, République du Bénin, le 24 juillet 1993 par les 15 chefs d'État et de gouvernement des États désormais membres.

Le traité révisé par les États membres rassure l'établissement en tant que seule communauté économique de la région aux fins de l'intégration économique et de la réalisation des objectifs de la Communauté économique africaine. Il comprend sa composition, ses buts et objectifs, ainsi que les principes fondamentaux de la Communauté. Il met en évidence les institutions de l'établissement communautaire qui comprend l'autorité des chefs d'État et de gouvernement; Conseil des ministres; le Parlement communautaire; le Conseil économique et social; la Cour de justice de la Communauté; le Secrétariat exécutif; Reconnaissance et conservation des règles et principes de la Communauté; le Fonds de coopération, de compensation et de développement; Commissions techniques spécialisées; et toutes autres institutions qui pourraient être créées par l'Autorité, avec leur composition et leurs fonctions ayant un rôle vital à jouer dans la mise en œuvre et l'application de sa disposition.

⁷⁵. ECOWAS Commission, Abuja- Nigeria, "Revised Treaty", Imprimé 1993 et reimprimé 2010, pp. 1-47 <https://ecowas.int/wp-content/uploads/2022/08/Revised-treaty-1.pdf>. (Consulté le 11 Juillet 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Le traité détaille la création et les fonctions de diverses commissions techniques pour permettre la coopération dans divers secteurs, y compris l'alimentation et l'agriculture; dans l'industrie, la science et la technologie et l'énergie; dans le domaine de l'environnement et des ressources naturelles; dans les transports, les communications et le tourisme; dans les domaines du commerce, des douanes, de la fiscalité, des statistiques, de la monnaie et des paiements; l'établissement et l'achèvement d'une Union économique et monétaire; dans les affaires politiques, judiciaires et juridiques, la sécurité régionale et l'immigration; dans les ressources humaines, l'information, les affaires sociales et culturelles et dans d'autres domaines.

Outre le fait que l'intégration économique est le point central de la communauté, d'autres dispositions principales sont notamment la création d'unions douanières, l'élimination des droits de douane et des contingents d'importation; création d'un marché commun, union monétaire pour la création d'une monnaie commune ouest-africaine, provision financière, mécanismes de règlement pacifique des différends, sanctions, engagement en faveur des droits de l'homme; et la souveraineté et la non-ingérence.

Le Secrétaire Exécutif est nommé pour un mandat de 4 ans, renouvelable une seule fois pour une nouvelle période de 4 ans, par l'Autorité (chefs d'État et de gouvernement institués par l'article 7) et ne peut être révoqué que sur recommandation du Conseil des ministres de la Communauté ou de sa propre initiative.

Les 15 chefs d'État se réunissent au moins une fois par an en session ordinaire et une session extraordinaire peut être envoyée par le président de l'Autorité ou à la demande d'un État membre, à condition qu'elle soit soutenue par une majorité simple des États membres. Le poste de président est également exercé chaque année par un État membre élu par les chefs d'État et de gouvernement.

Dans l'ensemble, il constitue un document fondamental pour le développement régional et la coopération en Afrique de l'Ouest.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

1.3. Objectifs, visions et principes fondamentaux de la CEDEAO :

Les objectifs, les visions et les principes fondamentaux de la CEDEAO ont été fixés lors du traité de 1975. Le 24 juillet 1993, à Cotonou, République du Bénin, il y avait un Traité Révisé où de nouveaux objectifs ont été ajoutés.

1.3.1. Les objectifs de la CEDEAO.

Voici les objectifs de la CEDEAO⁷⁶ :

- L'harmonisation et la coordination des politiques nationales et la promotion des programmes, projets et activités d'intégration, notamment dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture et des ressources naturelles, de l'industrie, des transports et des communications, de l'énergie, du commerce, de la monnaie et des finances, de la fiscalité, des politiques de réforme économique, des ressources humaines, éducation, information, culture, science, technologie, services, santé, tourisme, questions juridiques ;
- L'harmonisation et la coordination des politiques de protection de l'environnement ;
- La promotion de la création d'entreprises de production conjointes ;
- L'établissement d'un marché commun par :
 - ✓ La libéralisation des échanges par la suppression, entre les États membres, des droits de douane perçus à l'importation et à l'exportation, et la suppression des barrières commerciales entre les États membres.
 - ✓ États-Unis, de barrières non tarifaires afin d'établir une zone de libre-échange au niveau communautaire ;

⁷⁶. ECOWAS, ‘ About ECOWAS’’, ECOWAS Newsletter, ecowas.int. <https://ecowas.int/about-ecowas/>. (Consulté le 12 Juin 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

- ✓ L'adoption d'un tarif extérieur commun et d'une politique commerciale commune vis-à-vis des pays tiers ;
- ✓ La suppression, entre États membres, des obstacles à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, ainsi qu'au droit de résidence et d'établissement ;
- L'établissement d'une union économique par l'adoption de politiques communes dans les secteurs économique, financier, social et culturel, et la création d'une union monétaire ;
- La promotion de coentreprises par des entreprises du secteur privé et d'autres opérateurs économiques, notamment par l'adoption d'un accord régional sur les investissements transfrontaliers ;
- L'adoption de mesures pour l'intégration des secteurs privés, en particulier la création d'un environnement propice à la promotion des petites et moyennes entreprises ;
- La mise en place d'un environnement juridique favorable ;
- L'harmonisation des codes nationaux des investissements conduisant à l'adoption d'un code communautaire unique des investissements ;
- L'harmonisation des normes et mesures ;
- La promotion d'un développement équilibré de la région, en tenant compte des problèmes particuliers de chaque État membre, en particulier ceux des États membres enclavés et des petits États insulaires ;
- L'encouragement et le renforcement des relations et la promotion de la circulation de l'information notamment entre les populations rurales, les femmes et les organisations de jeunesse et les organisations socioprofessionnelles telles que les associations de médias, d'hommes et de femmes d'affaires, de travailleurs et de syndicats ;

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

- L'adoption d'une politique démographique communautaire qui tienne compte de la nécessité d'un équilibre entre les facteurs démographiques et le développement socio-économique ;
- La création d'un fonds de coopération, de compensation et de développement et toute autre activité que les États membres pourraient décider d'entreprendre conjointement en vue d'atteindre les objectifs communautaires.

Il convient de noter que bien que les objectifs de la CEDEAO soient nombreux, le motif économique semble dominer ou prendre la priorité. Il devrait être clair qu'il n'y avait aucune clause dans le traité de la CEDEAO en 1975 qui prévoyait la gestion des conflits. Mais le 24 juillet 1993, à Cotonou, République du Bénin, le traité a été révisé et il y avait des dispositions pour le maintien de la paix, de la stabilité et de la sécurité régionales, afin d'accélérer le processus d'intégration et d'améliorer le niveau de vie de ses citoyens.

1.3.2. La vision de la CEDEAO :

La vision de la CEDEAO est d'avoir « Une région sans frontières où la population a accès à ses ressources abondantes et est capable de les exploiter à travers la création d'opportunités dans un environnement durable. Une région intégrée où la population jouit de la libre circulation, de l'accès à des systèmes d'éducation et de santé efficaces, exerce des activités économiques et commerciales et vit dans la dignité, dans un environnement de paix et de sécurité ».

1.3.2.1. La vision 2050.

Au cœur de la vision 2050 de la CEDEAO⁷⁷ se trouve « Une communauté de peuples pleinement intégrés dans une région pacifique et prospère, avec des institutions solides qui respectent les libertés fondamentales et œuvrent pour un développement inclusif et durable ».

⁷⁷ ECOWAS, ECOWAS moves from “Vision 2020” to “Vision 2050”, parl.ecowas.int, <https://www.parl.ecowas.int/ecowas-moves-from-vision-2020-to-vision-2050/> (Consulté le 12 Juin 2023)

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Cette vision s'accompagne d'un slogan : « La CEDEAO des Peuples : Paix et Prospérité pour tous ».

Ainsi, ce nouveau cadre de référence prospectif régional pour les vingt prochaines années proclame, que la CEDEAO doit devenir une communauté de peuples, en mettant davantage l'accent sur les jeunes et les femmes qui sont les forces vives de la région.

La Vision 2050 repose sur cinq piliers, à savoir : Une région sécurisée, stable et pacifique ; une région dotée d'institutions fortes et respectueuse de l'État de droit et des libertés fondamentales ; une région pleinement intégrée et prospère ; une région mobilisée pour la transformation, le développement inclusif et durable ; une communauté de peuples pleinement inclusive des femmes, des jeunes et des enfants.

La mise en œuvre réussie de la Vision 2050 de la CEDEAO nécessitera non seulement la sensibilisation et la connaissance de la CEDEAO et de sa Vision, mais aussi que les principales parties prenantes nationales et étrangères la comprennent, s'en approprient, s'engagent et contribuent à sa réalisation.

1.3.3. Les principes fondamentaux de la CEDEAO :

La CEDEAO est guidée par ses Principes fondamentaux dans toutes ses relations avec les États membres, les citoyens et les autres organismes externes. Ces principes sont inscrits dans le traité de la Communauté, qui est aussi le document fondamental réunissant les membres.

Les Principes fondamentaux de la CEDEAO stipulent que les états membres dans la poursuite des objectifs énoncés à l'article 3 du Traité de la CEDEAO, affirment et déclarent solennellement leur adhésion aux principes suivants :⁷⁸

⁷⁸ ECOWAS, ‘‘Fundamental Principles’’, ECOWAS Newsletter, ecowas.int, <https://ecowas.int/fundamental-principles-2/> (Consulté le 13 Juin 2023)

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

- L'égalité et l'interdépendance des États membres ;
- La solidarité et l'autonomie collective ;
- Coopération interétatique, harmonisation des politiques et intégration des programmes
- La non-agression entre les États membres ;
- Le maintien de la paix, de la stabilité et de la sécurité régionale par la promotion et le renforcement des relations de bon voisinage ;
- Règlement pacifique des différends entre États membres, coopération active entre pays voisins et promotion d'un environnement pacifique comme condition préalable au développement économique ;
- La reconnaissance, la promotion et la protection des droits de l'homme et des peuples conformément aux dispositions de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ;
- Responsabilisation, justice économique et sociale et participation populaire au développement ;
- Reconnaissance et respect des règles et principes de la Communauté ;
- La promotion et la consolidation d'un système démocratique de gouvernance dans chaque État membre tel qu'envisagé par la Déclaration de principes politiques adoptée à Abuja le 6 juillet 1991 ;
- Répartition équitable et juste des coûts et des avantages de la coopération et de l'intégration économiques.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

1.4. La structure de la CEDEAO⁷⁹ :

La structure de la CEDEAO a subi de multiples changements au fil des ans. En juin 2019, la CEDEAO comprenait sept institutions actives, l’Autorité des chefs d’État et de gouvernement étant son organe principal. Ces institutions comprenaient

- La Commission de la CEDEAO (responsable de l’administration) ;
- Le Parlement communautaire ;
- La Cour de justice de la Communauté ;
- La Banque d’investissement et de développement de la CEDEAO (également connue sous le nom de Fonds) ;
- L’Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS) ;
- Le Groupe intergouvernemental d’action contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme en Afrique de l’Ouest (GIABA).

En outre, des institutions spécialisées au sein de la CEDEAO comprenaient :

- L’Agence monétaire ouest-africaine (AMAO) ;
- L’Agence régionale pour l’agriculture et l’alimentation (RAAF) ;
- L’Autorité régionale de régulation de l’électricité de la CEDEAO (ERERA) ;
- Le Centre pour les énergies renouvelables et l’efficacité énergétique de la CEDEAO (CEREED) ;
- Le Système d’échange énergétique ouest-africain (EEEOA) ;
- La carte brune de la CEDEAO ;
- Le Centre de développement du genre de la CEDEAO (EGDC) ;
- Le Centre de développement de la jeunesse et des sports de la CEDEAO (EYSDC) ;
- Institut monétaire ouest-africain (IMAO) ;
- Projets d’infrastructure de la CEDEAO.

⁷⁹. Directorate of Communication, ECOWAS Commission, “Structure- ECOWAS”. <https://ecowas.int/authority-of-heads-of-states/#>. (Consulté le 14 Juillet 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Il convient de noter que les traités ont également souligné l'existence d'un Conseil économique et social consultatif, bien que la CEDEAO ne l'inclue pas actuellement dans sa structure organisationnelle.

1.5. Les États membres et les pays leader de la CEDEAO⁸⁰ :

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest compte 15 pays, dont certains ont été élus démocratiquement et d'autres au cours de l'année écoulée par l'armée et ont pris le pouvoir par la force par un coup d'État.

- Le Président de la République du BÉNIN ; S.E Patrice Talon (2016 - présent) ;
- Le Président du BURKINA FASO ; S.E Ibrahim Traoré, par intérim (2022 - Présent) ;
- Le Président de la République du CAP-VERT ; S.E José Maria Neves (2021–Présent) ;
- Le Président de la République de CÔTE D'IVOIRE ; S.E Alassane Ouattara (2010 - Présent) ;
- Le Président de la République de GAMBIE ; S.E Adama Barrow (2017 - Présent) ;
- Le Président de la République du GHANA ; S.E Nana Addo Dankwah Akuffo Addo (2017- Présent) ;
- Le Président de la République de GUINÉE ; S.E Mamady Doumbouya (2021 - Présent) ;
- Le Président de la République de GUINÉE BISSAU ; S.E. Umaro Sissoco Embaló (2020–Présent) ;
- Le Président de la République du LIBÉRIA ; S.E George Weah (2018- Présent) ;
- Le Président de la République du MALI ; S.E Assimi Goïta, par intérim (2021- Présent) ;
- Le Président de la République du NIGER ; S.E Général Adbourahmane Tiani (2023 - Présent) ;
- Le Président de la République Fédérale du Nigéria ; S.E Bola Tinubu (2023-Présent) ;
- Le Président de la République du Sénégal ; S.E Macky Sall (2012- Présent) ;

⁸⁰. African Union, The African Union Commission "Member States". https://au.int/en/member_states/countryprofiles2. (Consulté le 14 Juillet 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

- Le Président de la République de SIERRA LEONE ; S.E Julius Maada Bio (2018 - Présent) ;
- Le Président de la République TOGOLAISE : S.E Faure Gnassingbé (2005 - Présent).

1.6. Les avantages et limites de la CEDEAO.

Comme tout autre groupe régional, la CEDEAO a ses avantages et ses limites qui sont présentés ci-dessous.⁸¹

1.6.1. Les avantages de la CEDEAO :

Certaines des façons dont les États membres bénéficient de la CEDEAO sont ;

- **Opportunités commerciales améliorées :** La CEDEAO a établi le libre-échange et réduit les barrières telles que les tarifs, les quotas et les droits de douane entre les pays membres. Cela a augmenté les volumes d'échanges, élargi les marchés et amélioré l'accès aux biens et services dans la région. Elle a encouragé la spécialisation, les économies d'échelle et l'allocation efficace des ressources.
- **Entrées d'investissement direct étranger (IDE) :** Un marché unifié et intégré attire des niveaux plus élevés d'investissement direct étranger. Les investisseurs sont plus susceptibles d'être attirés par une taille de marché plus grande, une stabilité économique améliorée, des barrières commerciales réduites et des réglementations harmonisées. L'augmentation des IDE stimule la croissance économique, crée des emplois et apporte de nouvelles technologies et compétences.
- **Développement des infrastructures régionales :** La CEDEAO a investi dans le développement et l'amélioration des infrastructures régionales, y compris les réseaux

⁸¹ Fabian, "Pros and Cons of Economic Intergration", Skyline E-learning, published by Astra WordPress Theme, <https://fabioclass.com/disadvantages-and-advantages-of-economic-intergration-in-africa/>. (Consulté le 13 Juin 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

de transport, les réseaux énergétiques et les systèmes de communication. Ce développement des infrastructures peut améliorer la connectivité, réduire les coûts de transport et promouvoir les activités économiques, au profit de tous les pays membres.

- **Diversification économique :** La CEDEAO facilite la diversification économique en permettant aux pays membres d'accéder à un marché plus vaste et à un plus large éventail de ressources. Il encourage les États membres à se concentrer sur leurs avantages concurrentiels et à se spécialiser dans des industries ou des secteurs spécifiques, réduisant ainsi la dépendance à une gamme étroite de produits ou de matières premières.
- **Stabilité politique et paix :** La CEDEAO a contribué à la stabilité politique et à la paix en favorisant des liens économiques plus étroits et des dépendances mutuelles entre les pays membres. Une interdépendance économique accrue conduit souvent à des intérêts partagés et à une plus grande coopération, ce qui réduit la probabilité de conflits et favorise les relations diplomatiques.

1.6.2. Les limites de la CEDEAO :

Malgré les avantages pour lesquels la CEDEAO a été créée, les limites qui existent encore avec la communauté peuvent être présentées comme suit :

- **Répartition inégale des avantages :** la CEDEAO a entraîné une répartition inégale des avantages entre les pays membres. Les pays dotés d'économies plus grandes ou d'industries plus avancées comme le Nigéria a obtenu une plus grande part des bénéfices, tandis que des économies plus petites ou moins développées comme la Sierra Leone ont du mal à rivaliser avec des acteurs plus puissants. Cela pourrait exacerber les disparités économiques existantes entre les pays membres.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

- **Perte de souveraineté :** La CEDEAO exige souvent que les États membres renoncent à un certain degré de souveraineté, en particulier en termes de politiques commerciales, de réglementations et de processus décisionnels. Cette perte d'autonomie pourrait limiter la capacité d'un pays à poursuivre des politiques économiques indépendantes et à répondre à des préoccupations nationales spécifiques.
- **Vulnérabilité aux chocs externes :** La CEDEAO a une vulnérabilité accrue aux chocs externes. Les perturbations économiques dans un pays membre ou un secteur peuvent rapidement se propager dans toute la région intégrée, affectant plusieurs économies. Cette interconnexion peut amplifier l'impact des ralentissements économiques, des récessions ou d'autres crises externes.
- **Obstacles culturels et politiques :** L'intégration économique régionale implique la collaboration entre des pays ayant des cultures, des langues, des systèmes politiques et des expériences historiques divers. Ces différences peuvent présenter des défis pour établir la confiance, résoudre les conflits et aligner les intérêts. Les désaccords sur des questions telles que les déséquilibres commerciaux, l'accès aux marchés ou l'allocation des ressources peuvent tendre les relations et entraver les efforts d'intégration.

1.7. Les problèmes auxquels la CEDEAO est confrontée :

La région de l'Afrique de l'Ouest est confrontée à plusieurs défis :

- **Problèmes économiques :** Les ressources rares entravent la croissance économique et les inefficacités dans la production et la distribution affectent le bien-être des gens.
- **Préoccupations en matière de sécurité :** Les conflits internes entre groupes ethniques ou avec les gouvernements centraux perturbent la stabilité, souvent en raison de différends budgétaires et d'une allocation inégale des ressources.
- **Questions religieuses :** Des tensions religieuses existent entre le christianisme et l'islam, en particulier dans les régions côtières à majorité chrétienne par rapport aux régions à majorité musulmane du nord.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

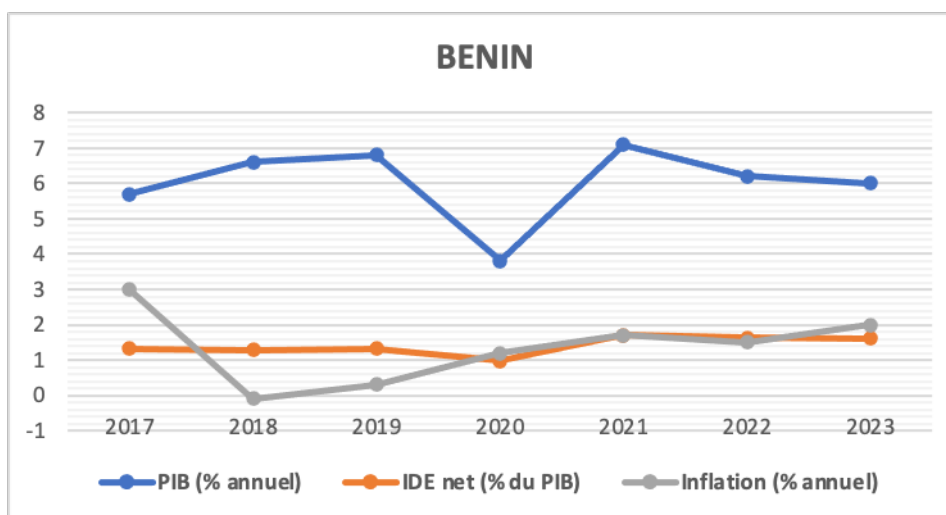
- **Instabilité politique** : Les changements fréquents de gouvernement et le mépris des engagements régionaux contribuent à l'instabilité politique.
- **Défi de l'immigration** : Malgré les accords régionaux sur la libre circulation, des problèmes tels que le harcèlement aux frontières et la discrimination à l'égard des migrants persistent, entravant l'intégration socio-économique.

1.8. Les principaux agrégats économiques des États membres :

Les agrégats sont des variables qui mesurent l'activité économique totale d'un État-nation ou d'une région. Par exemple, le principal agrégat est le PIB. Nous aborderons les taux d'évolution annuels de trois agrégats à savoir le PIB, l'Investissement (IDE) et l'inflation (indice des prix à la consommation en fin de période) des (15) États membres de la CEDEAO de 2017 à 2023.

1.8.1. Bénin :

Graphes n° 3 : Les principaux agrégats économiques du Bénin.



Source : Établi par nous-même sur la base de données collectées de la Banque mondiale et de FMI.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

A. Croissance du PIB réel (%) annuel :

La croissance du PIB réel du Bénin au fil des ans a fait preuve de résilience. Avec un taux de croissance constant de 5,7%, 6,8% et 6,6% en 2017, 2018 et 2019 respectivement, affichant une expansion économique robuste. Le taux de croissance en 2020 a ralenti à 3,8 %, en raison des défis économiques mondiaux résultant de la pandémie de COVID-19. Cependant, le Bénin a rebondi en 2021 avec un taux de croissance de 7,1% qui est resté positif mais a légèrement diminué en 2022 à 6,2%. 2023 à partir d'avril devrait se poursuivre avec un taux de croissance de 6%.

B. Investissement direct étranger (IDE) net (% du PIB) :

Au fil des ans, le Bénin, bien qu'à des niveaux modestes, a attiré l'investissement étranger direct (IDE). L'IDE est généralement restée inférieur à 2 pour cent, ce qui indique qu'il est possible d'attirer davantage l'investissement étranger. Le pays a ensuite connu une légère baisse de L'IDE en 2020 en raison des tendances mondiales pendant la pandémie. Cependant, L'IDE s'est redressée avec une augmentation notable à 1,71% en 2021 et devrait rester relativement stable à 1,61% en 2023. Cela démontre la confiance des investisseurs dans l'économie béninoise.

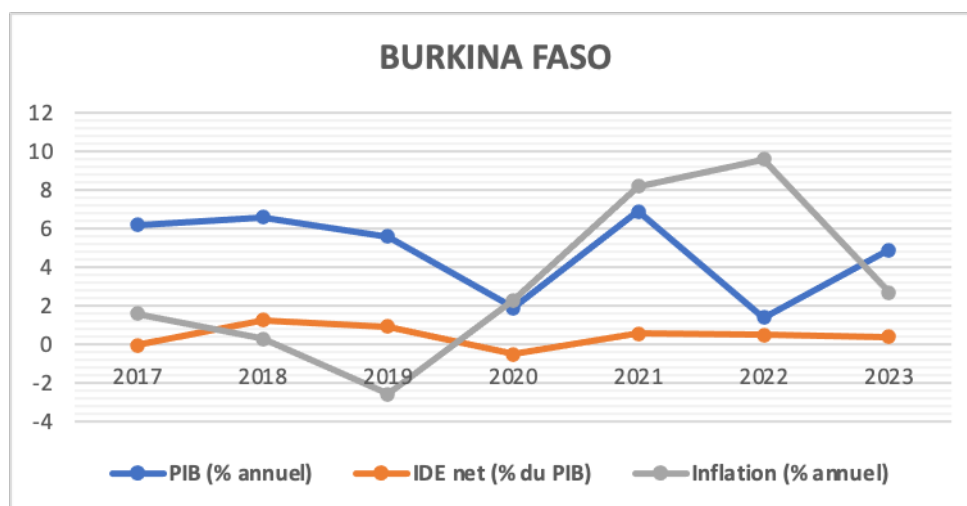
C. Inflation, Indice des prix à la consommation en fin de période :

Au cours de cette période, le Bénin a maintenu des taux d'inflation relativement bas et assez stables. Le pays a connu un taux d'inflation modéré de 3% en 2017, suivi de la déflation (-0,1%) en 2018. L'inflation est restée faible au cours des années suivantes, avec des taux allant de 0,3% en 2019 à 2% en 2023, ce qui suggère des politiques monétaires prudentes et une stabilité des prix.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

1.8.2. Burkina Faso :

Graphe n° 4 : Les principaux agrégats économique du Burkina Faso.



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de FMI.

A. Croissance du PIB réel (%) annuel :

La croissance du PIB réel du Burkina Faso a connu des fluctuations au cours de la période analysée. En 2017 et 2018, le pays a maintenu un taux de croissance sain de 6,2% et 6,6%, respectivement. Le taux de croissance a légèrement baissé à 5,6 % en 2019 et a encore diminué à 1,9 % en 2020, ce qui peut être attribué aux défis économiques mondiaux, y compris la pandémie de COVID-19. Le Burkina Faso a rebondi en 2021 avec un fort taux de croissance de 6,9%, signe de résilience économique. Cependant, en 2022, le taux de croissance a considérablement diminué à 1,4%, peut-être en raison de divers facteurs internes et externes. Jusqu'à présent, en 2023, les projections indiquent une reprise modérée avec un taux de croissance de 4,9%.

B. Investissement direct étranger (IDE) net (% du PIB) :

On peut dire que l'investissement direct étranger (IDE) net du Burkina Faso en pourcentage du PIB a généralement été modeste. Le pays a connu des IDE négatifs en 2017 (-0,05%) mais a connu un redressement positif les années suivantes, atteignant respectivement 1,26% et 0,91% en 2018 et 2019. Les IDE sont redevenus négatifs en 2020 à -0,51%, ce qui

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

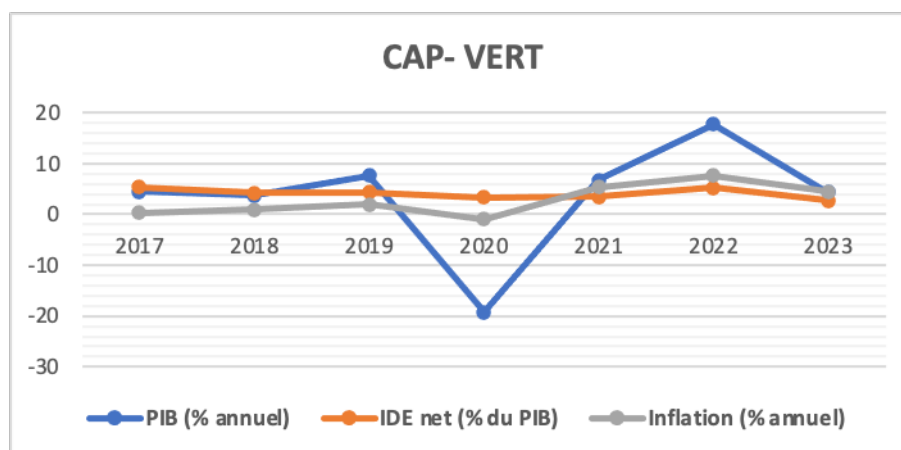
reflète les incertitudes liées à la pandémie de COVID. Des IDE positifs ont été réalisés en 2021 et 2022, bien qu'à des niveaux inférieurs (0,54% et 0,47%, respectivement). En avril 2023, les projections indiquent une nouvelle baisse à 0,4 %, mettant l'accent sur la nécessité d'attirer davantage d'investissements étrangers.

C. Inflation, Indice des prix à la consommation en fin de période :

Les taux d'inflation ont été relativement faibles et stables de 2017 à 2019. En 2017, le taux d'inflation était de 1,6% et il est tombé à 0,3% en 2018. La déflation (-2,6%) s'est également produite en 2019, ce qui indique une stabilité des prix. Par la suite, l'inflation s'est accélérée au cours des années suivantes, notamment en 2022 où elle a atteint 9,6% en raison de facteurs de reprise internes et externes. Les projections en avril 2023 indiquent une modération de l'inflation à 2,7 %, suggérant des efforts pour stabiliser les prix en vue d'une croissance économique et d'un développement soutenu.

1.8.3. Cap-vert :

Graphe n° 5 : Les principaux agrégats économique de Cap-Vert.



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de FMI.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

A. Croissance du PIB réel (%) annuel

La croissance du PIB réel du Cap-Vert a affiché une variabilité significative au cours de la période. En 2017 et 2018, le pays a connu des taux de croissance modérés de 4,5% et 3,7%, respectivement. En 2019, il y a eu une augmentation significative de la croissance à 7,6%, ce qui suggère qu'une période d'expansion économique jusqu'en 2020 a connu une forte baisse avec un taux de croissance négatif de -19,3%, en raison des chocs économiques mondiaux causés par la pandémie de COVID-19. Le pays a fortement rebondi en 2021 avec un taux de croissance de 6,8%, indiquant une reprise économique impressionnante. L'année 2022 a également montré une croissance exceptionnelle à 17,7%. La projection pour 2023 en avril indique un taux de croissance modéré de 4,4 %, ce qui suggère une stabilisation après la poussée de l'année précédente.

B. Investissement direct étranger (IDE) net (% du PIB)

L'investissement étranger direct (IDE) net en pourcentage du PIB pour Cap-Vert a été relativement stable au cours de la période. Les IDE représentaient 5,38 % du PIB en 2017, puis ont légèrement diminué pour s'établir à 4,27 % en 2018. Par la suite, l'IDE en 2019 a légèrement augmenté pour atteindre 4,32%, ce qui indique l'intérêt des investisseurs. Malgré les incertitudes mondiales évidentes de 2020, les IDE sont restés stables à 3,33%. Nous avons constaté une légère hausse des IDE en 2021 (3,45 %) et une augmentation significative en 2022 (5,26 %), reflétant la confiance des investisseurs. Les projections du FMI en avril 2023 suggèrent une baisse à 2,65 %, ce qui reflète peut-être les tendances économiques mondiales.

C. Inflation, Indice des prix à la consommation en fin de période :

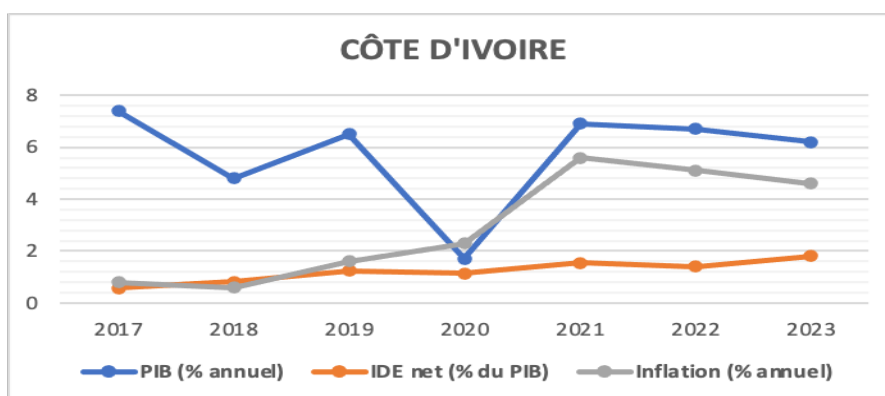
Au cours des années analysées, le Cap-Vert a connu des taux d'inflation relativement faibles et stables avec quelques fluctuations. Le taux d'inflation en 2017 était de 0,3% et a ensuite légèrement augmenté pour atteindre 1% en 2018, tout en restant à un niveau gérable. L'inflation s'est accélérée pour atteindre 1,9 % en 2019, ce qui a entraîné une légère hausse des prix à la consommation. L'année 2020 a été marquée par une déflation avec un taux d'inflation de -0,9%, lié aux difficultés économiques mondiales liées à la pandémie de COVID. L'inflation s'est finalement accélérée en 2021 pour atteindre 5,4 %, sous l'effet de pressions

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

accrues sur les prix. L'inflation a continué d'augmenter sensiblement pour atteindre 7,6 % en 2022. Le taux de projection en avril 2023 indique une modération de l'inflation à 4,5 %, ce qui suggère des efforts pour stabiliser les prix.

1.8.4. Cote d'ivoire :

Graphe n° 6 : Les principaux agrégats économique de la Côte d'Ivoire



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de FMI.

A. Croissance du PIB réel (%) annuel :

En 2017, la croissance économique du pays avec un taux de 7,4% indique une économie forte et en expansion. Cependant, la croissance de 2018 a ralenti à 4,8 %, suivie d'un rebond de la croissance à 6,5 % en 2019, reflétant une dynamique économique positive. L'année 2020 a vu un ralentissement de la croissance à 1,7%, ce qui est attribué à l'impact des défis mondiaux (pandémie de COVID-19) et nationaux. Le pays a rebondi en 2021 après la contraction induite par la pandémie en 2020. La croissance est restée stable en 2022 à 6,7 %, et la projection d'avril 2023 suggère une stabilité continue avec un taux de croissance de 6,2 %. Dans l'ensemble, nous pouvons conclure que la croissance du PIB réel du pays a affiché des fluctuations modérées au cours de la période.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

B. Investissement direct étranger (IDE) net (% du PIB) :

La Côte d'Ivoire a attiré les investissements directs étrangers (IDE) à un rythme modeste mais croissant de 2017 à 2023. En 2017, l'IDE représentait 0,57 % du PIB, puis 0,81 % en 2018. En 2019, les IDE ont continué d'augmenter, atteignant 1,24 % du PIB, reflétant la confiance dans l'économie ivoirienne. L'IDE est restée relativement stable à 1,13 % malgré les défis économiques mondiaux de 2020. Les IDE ont encore augmenté en 2021, atteignant 1,54 % du PIB, ce qui témoigne d'une certaine attractivité pour les investisseurs. Bien que les IDE aient légèrement baissé à 1,4 % en 2022, la projection d'avril 2023 suggère un rebond à 1,8 %, ce qui indique un regain de confiance des investisseurs.

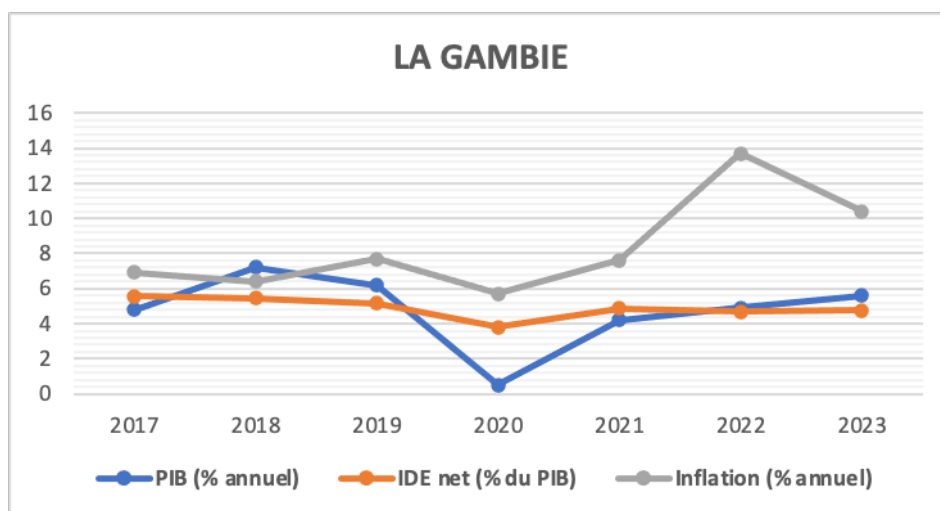
C. Inflation, Indice des prix à la consommation en fin de période :

La Côte d'Ivoire a maintenu des taux d'inflation faibles et stables de 2017 à 2023. Le taux d'inflation en 2017 était de 0,8%, qui ont encore légèrement diminué à 0,6% en 2018, maintenant un faible niveau d'inflation. En 2019, l'inflation s'est accélérée pour atteindre 1,6 % et est restée à un niveau gérable. L'année 2020 a connu une légère augmentation à 2,3%, reflétant de légères pressions sur les prix. L'inflation s'est accélérée en 2021 pour atteindre 5,6 % et est restée relativement élevée à 5,1 % en 2022. La projection en avril 2023 suggère une baisse à 4,6%, indiquant des efforts pour stabiliser les prix dans un environnement économique favorable à l'investissement et au développement.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

1.8.5. Gambie :

Graphe n° 7 : Les principaux agrégats économique de la Gambie.



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de FMI.

A. Croissance du PIB réel (%) annuel

La croissance du PIB réel de la Gambie de 2017 à 2023 a présenté quelques variations. Le pays a connu une croissance économique solide en 2017 à 4,8%, indiquant une économie en croissance. L'année suivante (2018), la croissance s'est accélérée pour atteindre 7,2%, indiquant une expansion robuste des activités économiques. La croissance est restée positive en 2019 mais a ralenti à 6,2%. Cependant, l'économie de 2020 a rencontré des défis, la croissance ayant ralenti à 0,5 % en raison des perturbations économiques mondiales touchées par la pandémie de COVID-19. L'économie gambienne en 2021 a rebondi avec un taux de croissance de 4,2%, montrant une résilience, et une reprise en 2022 à 4,9%. La projection d'avril 2023 suggère une nouvelle amélioration, avec un taux de croissance de 5,6%.

B. Investissement direct étranger (IDE) net (% du PIB)

La Gambie a attiré des investissements directs étrangers (IDE) à un rythme modéré de 2017 à 2023. L'IDE en 2017 représentait 5,56% du PIB, ce qui indique l'intérêt des investisseurs, et est resté relativement stable à 5,46% du PIB en 2018. Cependant, il a légèrement diminué à 5,17% mais ce niveau est resté favorable. En 2020, malgré les défis de

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

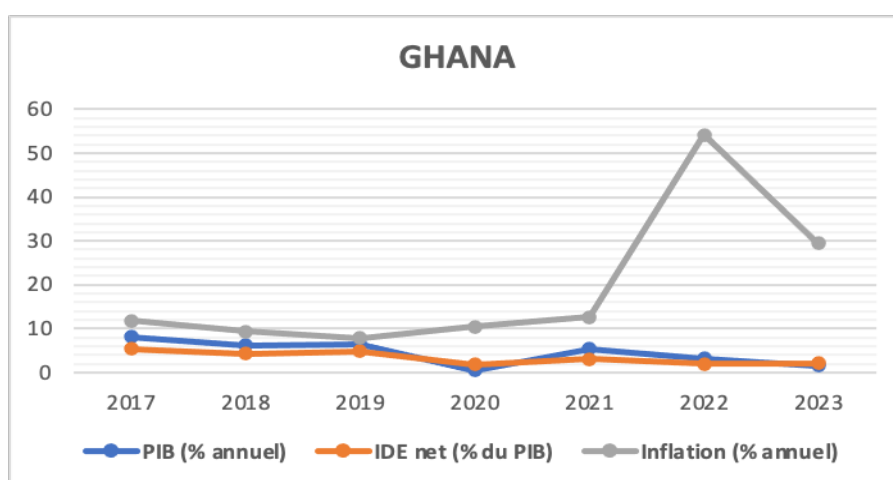
la pandémie mondiale, l'IDE est restée à 3,79 % du PIB. Il y a eu un nouveau rebond en 2021, atteignant 4,88% du PIB et 2022 à 4,67% du PIB. La projection pour 2023 suggère une légère hausse à 4,75 %, ce qui témoigne du maintien de la confiance des investisseurs.

C. Inflation, Indice des prix à la consommation en fin de période :

La Gambie a maintenu des taux d'inflation relativement modérés au cours de la période analysée. En 2017, l'inflation s'est établie à 6,9 %, ce qui indique une stabilité des prix gérable. En 2018, il a légèrement diminué pour s'établir à 6,4 %, maintenant un niveau d'inflation relativement bas. En 2019, l'inflation a augmenté pour atteindre 7,7 %, mais elle est restée dans une fourchette acceptable. En 2020, l'inflation a diminué à 5,7 %, ce qui suggère un environnement favorable aux prix. L'inflation a augmenté en 2021 pour atteindre 7,6 %, peut-être sous l'influence de facteurs mondiaux et nationaux. En 2022, l'inflation a considérablement augmenté pour atteindre 13,7 %, ce qui indique certaines pressions sur les prix. Toutefois, les projections pour 2023 suggèrent une baisse à 10,4 %, reflétant les efforts de stabilisation des prix.

1.8.6. Ghana :

Graphe n° 8 : Les principaux agrégats économique du Ghana.



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de FMI.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

A. Croissance du PIB réel (%) annuel

Le taux de croissance du PIB du Ghana en 2017 était de 8,1% a affiché une croissance économique robuste et cette solide performance pourrait être attribuée à des facteurs tels que l'augmentation de la production pétrolière et l'amélioration de la stabilité macroéconomique.

Avec un taux continu de 6,2 % et 6,5 % en 2018 et 2019 respectivement, reflétant un résultat positif soutenu grâce aux efforts de diversification économique du gouvernement (développement des infrastructures et investissements dans des secteurs clés comme l'agriculture et la fabrication).

L'année 2020 a connu un ralentissement majeur où la croissance économique a atteint son plus bas niveau de 0,5% en raison de l'impact économique mondial de la pandémie de COVID-19 et de nouvelles perturbations dans les chaînes d'approvisionnement. L'économie ghanéenne a rebondi avec un taux de croissance de 5,4% en 2021 met en évidence la résilience. L'année 2022 a toutefois connu une baisse notable à 3,2%, en raison de la hausse de l'inflation et des effets de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

La projection pour 2023 prévoit une nouvelle baisse à 1,6 %, ce qui pourrait indiquer des défis économiques persistants, comme les problèmes de restructuration de la dette qui sont abordés.

B. Investissement direct étranger (IDE) net (% du PIB)

Le Ghana a connu des fluctuations au fil des ans. Il a commencé en force en 2017 en attirant 5,36%, tout cela grâce à un climat d'investissement favorable. Les années suivantes ont connu des variations, les IDE tombant à 1,9 % en 2020 en raison des incertitudes liées à la pandémie. Cependant, il y a eu beaucoup d'efforts qui, en avril 2023, selon le dernier enregistrement du FMI, ont conduit à une augmentation modeste à 2,12%. Ces changements reflètent la résilience à attirer les investisseurs étrangers malgré les ralentissements économiques, soulignant la nécessité de politiques pratiques pour soutenir la croissance de l'IDE dans le pays.

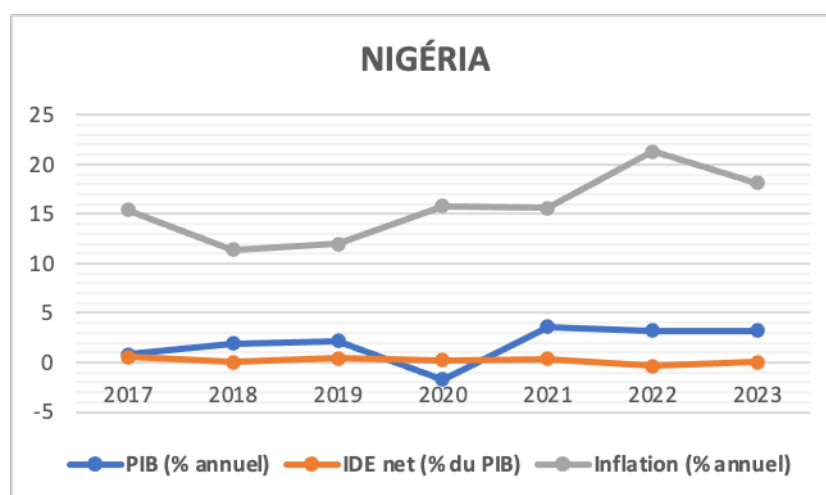
CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

C. Inflation, Indice des prix à la consommation en fin de période :

Les taux d'inflation du Ghana ont montré une tendance fluctuée, créant une instabilité économique. En 2017, le pays a connu une inflation relativement élevée à 12,4%, attribuée à des facteurs tels que les fluctuations monétaires et la volatilité des prix alimentaires. Les efforts de stabilisation des prix ont entraîné une chute de l'inflation à 7,8% et à 7,1% en 2018 et 2019 respectivement. Cependant, la pandémie a perturbé cette tendance positive en 2020 à 9,9%. L'année 2021 a été marquée par des pressions persistantes sur les prix avec une inflation de 10,0%. La préoccupation la plus importante est apparue en 2022 des frais de transport aux services publics de base et autres produits de première nécessité, où l'inflation a grimpé à 31,3%, reflétant des défis économiques difficiles. Avec la même trajectoire en 2023, il y a une projection inquiétante de 41,5% en avril, soulignant le besoin urgent de se remettre des pressions inflationnistes et de maintenir la stabilité économique.

1.8.7. Nigéria :

Graphique n° 9 : Les principaux agrégats économique du Nigéria.



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de FMI.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

A. Croissance du PIB réel (%) annuel :

La croissance du PIB réel du Nigéria a fluctué de 2017 à 2023. En 2017, le Nigéria a connu un taux de croissance modeste de 0,8%, reflétant une expansion économique relativement lente pour son économie dynamique. La croissance s'est améliorée en 2018 pour atteindre 1,9 %, ce qui suggère une légère accélération des activités économiques. Une augmentation continue de la croissance en 2019, atteignant 2,2%, a signalé une plus grande stabilité économique. Cependant, en 2020, le Nigéria a été confronté à de graves défis économiques, la croissance du PIB s'étant contractée de -1,7% en raison de l'impact de la pandémie de COVID-19. De manière impressionnante en 2021, l'économie a rebondi à 3,6%, faisant preuve de résilience et est restée positive en 2022 à 3,2%. La projection pour 2023 en avril suggère une poursuite de ce taux de croissance.

B. Investissement direct étranger (IDE) net (% du PIB) :

De 2017 à 2023, le pays a attiré des investissements directs étrangers (IDE) à des taux variables. L'IDE en 2017 représentait 0,56% du PIB, est resté relativement faible à 0,05% du PIB en 2018 et a connu une légère augmentation à 0,45 % du PIB. Malgré les défis mondiaux touchés par la pandémie de COVID-19 en 2020, les IDE sont restés à 0,21% du PIB, avec une légère hausse en 2021, atteignant 0,34 % du PIB. En 2022, les IDE ont encore connu une baisse à -0,38 % du PIB. Cependant, la projection pour 2023 en avril suggère un tournant positif, avec des IDE à 0,07 % du PIB.

C. Inflation, Indice des prix à la consommation en fin de période :

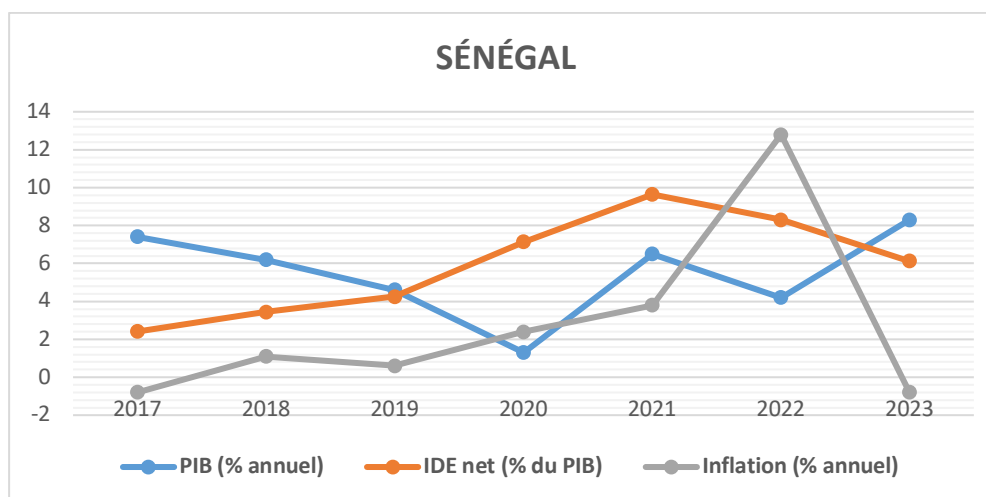
Au cours de la période considérée, le Nigéria a connu des fluctuations de ses taux d'inflation. L'inflation en 2017 s'est élevée à 15,4%, et a finalement diminué à 11,4% en 2018, mais est restée relativement élevée. En 2019, l'augmentation à 12% a montré une certaine volatilité des prix avec une nouvelle hausse à 15,8%, influencée par des facteurs mondiaux et nationaux. L'inflation est restée relativement élevée à 15,6 % et a bondi à 21,3% en 2021 et 2022 respectivement, sous l'effet de fortes pressions sur les prix. Toutefois, la projection de l'inflation en avril pour 2023 devrait diminuer à 18,1%, ce qui indique des efforts pour stabiliser les prix. Les taux d'inflation sont restés préoccupants, mais ont montré des signes de

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

modération au cours de l'année projetée. Les perspectives économiques du Nigéria suggèrent également une poursuite de la croissance et de la stabilité, bien que des défis persistent dans tout le pays.

1.8.8. Sénégal :

Graphe n° 10 : Les principaux agrégats économique du Sénégal



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de FMI.

A. Croissance du PIB réel (%) annuel :

Le Sénégal a connu une baisse du PIB de 7,4% en 2017 à 6,2% en 2018 et à 4,6% en 2019. En 2020, il y a eu une forte baisse du PIB à 1,3%. Cette forte baisse est attribuée aux effets négatifs de la pandémie de COVID-19. En 2021, le PIB a fortement augmenté à 6,5%. Cela est attribué aux mesures prises par le gouvernement pour stabiliser l'économie après la pandémie. En 2022, le PIB a diminué à 4,2 % et devrait connaître une forte augmentation à 8,3 % en 2023.

B. Investissement direct étranger (IDE) net (% du PIB) :

En 2017, l'IDE du Sénégal était de 2,41% et au cours des années suivantes, de 2018 à 2021, il a connu une augmentation lente mais progressive. Cette augmentation des IDE était le

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

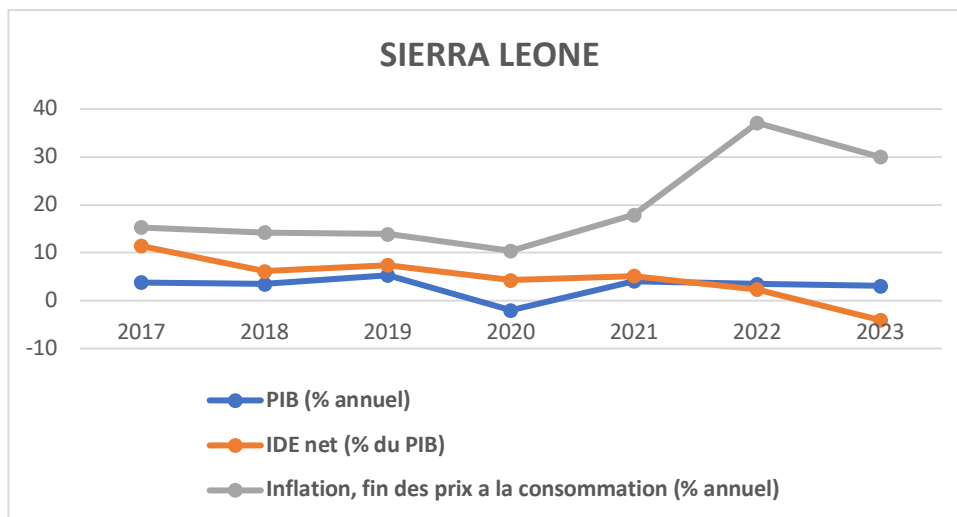
résultat d'investissements dans l'énergie, tant dans les secteurs traditionnels du pétrole et du gaz que des énergies renouvelables. L'IDE a diminué, passant de 9,64 % en 2021 à 8,3 % en 2022, en raison de la guerre en Ukraine, de la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie, des troubles financiers et des pressions sur l'endettement, et il devrait encore diminuer pour atteindre 6,12 % en 2023.

C. Inflation, Indice des prix à la consommation en fin de période :

Les taux d'inflation au Sénégal ont été généralement faibles au cours de cette période, le plus élevé étant de 12,8 % en 2022, en grande partie dû à la flambée des prix des produits alimentaires, qui représentent près de la moitié du panier de l'IPC au Sénégal.

1.8.9. Sierra Leone :

Graphe n° 11 : Les principaux agrégats économique du Sierra Leone



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de FMI.

A. Croissance du PIB réel (%) annuel :

Au cours de cette période, la Sierra Leone a connu une fluctuation de ses taux de PIB, avec une forte baisse enregistrée en 2020 de -2 %, probablement en raison de la pandémie de COVID-19 qui a affecté négativement la plupart des activités économiques.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

B. Investissement direct étranger (IDE) net (% du PIB) :

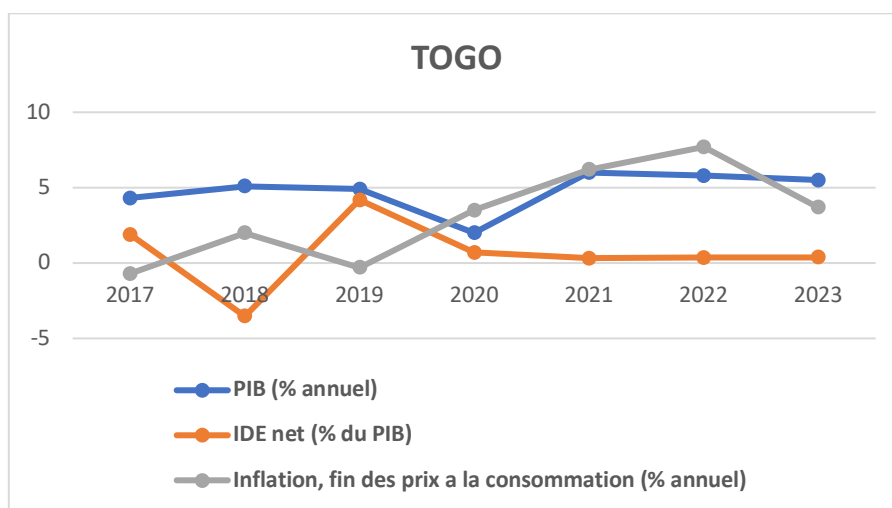
Entre 2017 et 2020, l'IDE en Sierra Leone a diminué, passant de 11,14 % en 2017 à 4,25 % en 2020 et a légèrement augmenté à 5,12 % en 2021. En 2022, il a diminué à 2,33 % et devrait encore diminuer à -4,06 % en 2023. Cela est attribué à l'instabilité politique et aux problèmes socio-économiques.⁸²

C. Inflation, Indice des prix à la consommation en fin de période :

Au cours de cette période, le taux d'inflation en Sierra Leone a dépassé le taux recommandé par de nombreux économistes, soit une inflation faible à modérée d'environ 2 % par an. En 2022, le pays a enregistré le taux le plus élevé de 37,1% et le plus bas de 10,4% en 2020.

1.8.10. Togo :

Graphes n° 12 : Les principaux agrégats économique du Togo



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de FMI.

⁸². Duramany-Lakkoh, E., Jalloh, A., Jalloh, M., 'Linking Foreign Direct Investment and Economic Development in Sierra Leone', Journal of Mathematical Finance, 12, 105-125. 2022. <https://www.scirp.org/journal/paperinformation.aspx?paperid=115125> (consulté le 25 Juin 2023)

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

A. Croissance du PIB réel (%) annuel :

Entre 2017, 2018 et 2019, le Togo a connu des fluctuations modérées des taux de PIB, passant respectivement de 4,3% à 5,5% et 4,9%. En 2020, il y a eu une forte baisse, à 2 %, attribuée aux effets négatifs de la pandémie de COVID-19 sur l'économie. Après une forte augmentation en 2021 à 6%, le taux du PIB du Togo a légèrement diminué à 5,8% en 2022 et devrait encore diminuer à 5,5% en 2023.

B. Investissement direct étranger (IDE) net (% du PIB) :

Le Togo a connu des taux de croissance des IDE très faibles sur la période 2017 à 2023. En 2018, il a enregistré le taux le plus bas de -3,53% et le plus élevé en 2019 de 4,19%. Cette mauvaise performance est attribuée à plusieurs facteurs, par exemple des niveaux élevés de pauvreté (46,2% en 2020 selon la Banque mondiale), un climat des affaires difficile et des risques élevés de corruption.

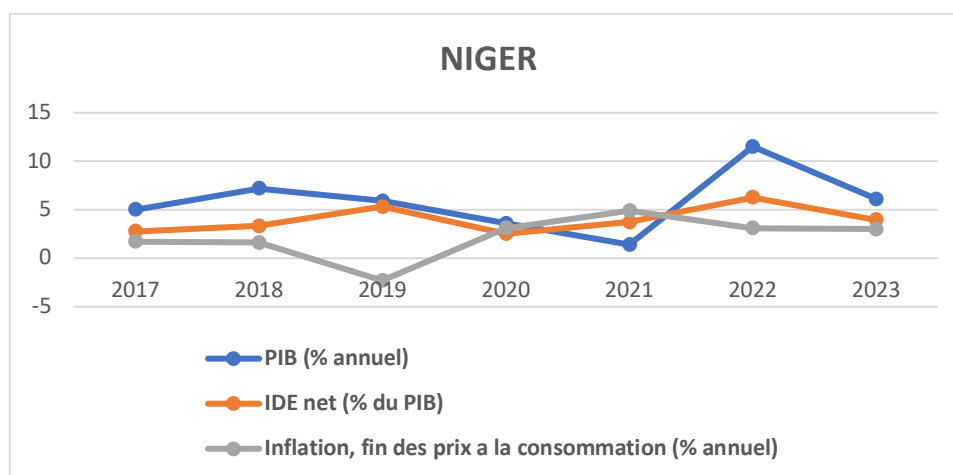
C. Inflation, Indice des prix à la consommation en fin de période :

Sur cette période, le Togo a connu une déflation en 2017 et 2019 avec des taux d'inflation de -0,7% et -0,3% respectivement et a enregistré son inflation la plus élevée en 2022 de 7,7% en raison d'une forte augmentation des prix des produits alimentaires et de l'énergie.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

1.8.11. Niger :

Graphe n° 13 : Les principaux agrégats économique du Niger



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de FMI.

A. Croissance du PIB réel (%) annuel :

Le Niger a connu des fluctuations de ses taux de PIB au cours de cette période. Après une augmentation du taux de PIB en 2018 à 7,2% contre 5% en 2017, le Niger a connu des baisses consécutives de son taux de PIB en 2019, 2020 et 2021. En 2022, il y a eu une forte augmentation à 11,5% contre 1,4% en 2021, principalement en raison de une bonne campagne agricole, grâce à une pluviométrie favorable et à une expansion des terres irriguées⁸³. Il devrait diminuer à 6,1 % en 2023.

B. Investissement direct étranger (IDE) net (% du PIB) :

Le taux d'IDE du Niger est passé de 2,77% en 2017 à 5,13% en 2019 et en 2020 il est tombé à 2,52%. En 2021 et 2022, les taux d'IDE du Niger ont augmenté et devraient tomber à 3,94% en 2023.

⁸³ Mouslim Sidi Mohamed, World Bank, "Niger: Strong Agricultural Season Boosts Economic Rebound in 2022", Publié par World Bank, Juin 19 2023. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2023/06/19/niger-strong-agricultural-season-boosts-economic-rebound-in-2022#:~:text=NIAMEY%2C%20June%2019%2C%202023%20%E2%80%93,an%20expansion%20of%20irrigated%20land>. (Consulté le 26 Octobre 2023).

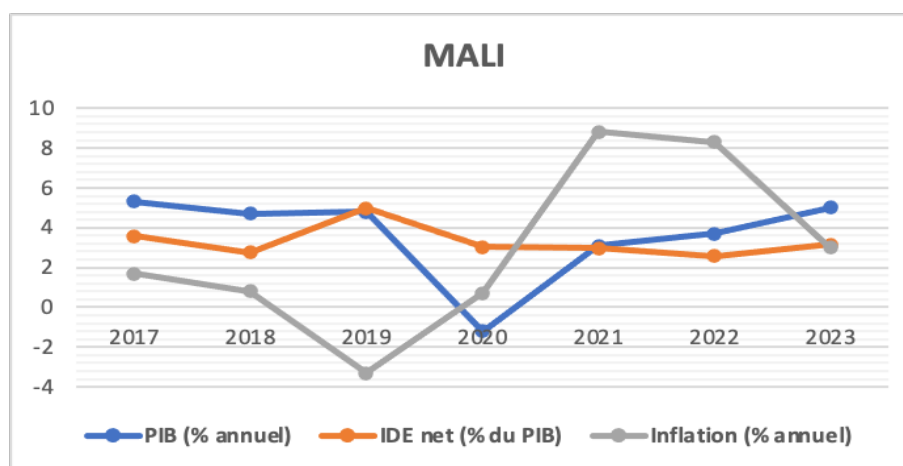
CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

C. Inflation, Indice des prix à la consommation en fin de période :

Il y a eu une diminution progressive des taux d'inflation entre 2017 et 2019, passant respectivement de 1,7 % à -2,3 %. En 2020, il y a eu une augmentation à 3,1 % et à 4,9% en 2021, alimentée par la hausse des prix des produits alimentaires à la consommation et la détérioration de la situation économique internationale. Au cours des années suivantes, en 2022 et 2023, l'inflation a été réduite à 3,1 % et à 3 %.

1.8.12. Mali :

Graphes n° 14 : Les principaux agrégats économiques du Mali



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de FMI.

A. Croissance du PIB réel (%) annuel :

Au cours de la période 2017 à 2019, le Mali a connu de légères baisses de son taux de PIB et en 2020, il y a eu une forte baisse à -1,2% en raison des effets négatifs de la pandémie de COVID-19 sur l'économie. Les taux du PIB ont augmenté en 2021 pour atteindre 3,1% et 3,7% en 2022. Ils devraient encore augmenter pour atteindre 5% en 2023.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

B. Investissement direct étranger (IDE) net (% du PIB) :

Les IDE du Mali ont fluctué au cours de cette période. Les taux d'IDE au Mali ont augmenté à 4,97% en 2019 contre 2,74% en 2018 et pendant trois années consécutives, ils ont diminué à 3,04%, 2,97% et 2,56% en 2020, 2021 et 2022 respectivement. Il devrait atteindre 3,15 % en 2023. Ces taux d'IDE instables et faibles sont attribués à la situation politique et sécuritaire fragile du pays.⁸⁴

C. Inflation, Indice des prix à la consommation en fin de période :

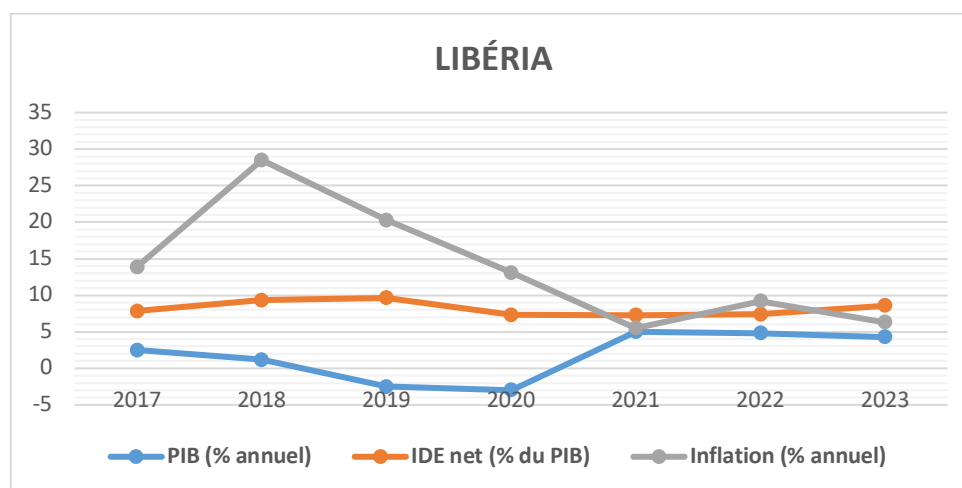
Durant cette période, le Mali a connu des taux d'inflation relativement faibles et stables avec quelques fluctuations. Le taux d'inflation en 2017 était de 1,7% puis il a légèrement diminué pour atteindre 0,8% en 2018. L'année 2019 a été marquée par la déflation avec un taux d'inflation de -3,3%, lié aux difficultés économiques mondiales. L'inflation s'est finalement accélérée en 2021 pour atteindre 8,8 %, sous l'effet d'une pression accrue sur les prix, et a légèrement diminué pour atteindre 8,3 % en 2022. Le taux de projection en avril 2023 indique une forte baisse à 3 %, suggérant des efforts de stabilisation des prix.

⁸⁴ Lloyds bank, "Mali: Investing", <https://www.lloydsbanktrade.com/en/market-potential/mali/investing>. (Consulté le 26 Octobre 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

1.8.13. Liberia

Graphe n° 15 : Les principaux agrégats économique du Liberia



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de FMI.

A. Croissance du PIB réel (%) annuel :

Entre 2017 et 2020, le Libéria a connu une baisse continue de son PIB, avec une récession en 2019 et 2020. L'économie a connu une forte croissance en 2021, atteignant 5 %. Ce rebond a été alimenté par l'amélioration de la demande extérieure, la hausse des prix des principales exportations du Libéria et la reprise d'une activité intérieure normale. En 2022, le taux de croissance du PIB est tombé à 4,8 %, même si les secteurs de l'exploitation minière et de la construction ont continué de bien se comporter⁸⁵. Il devrait encore diminuer pour atteindre 4,3% en 2023.

B. Investissement direct étranger (IDE) net (% du PIB) :

Les IDE en 2017 représentaient 7,83% du PIB et sont passés à 9,32% en 2018, ce qui témoigne de l'intérêt de l'investisseur. Il a légèrement augmenté pour atteindre 9,63 % en 2019.

⁸⁵. The world bank, "Liberia Economic Update: Prospects for Inclusive and Sustainable Growth", Press release, MONROVIA, 27 September Année 2022. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/09/27/liberia-economic-update-prospects-for-inclusive-and-sustainable-growth>. (Consulté le 29 Juin 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

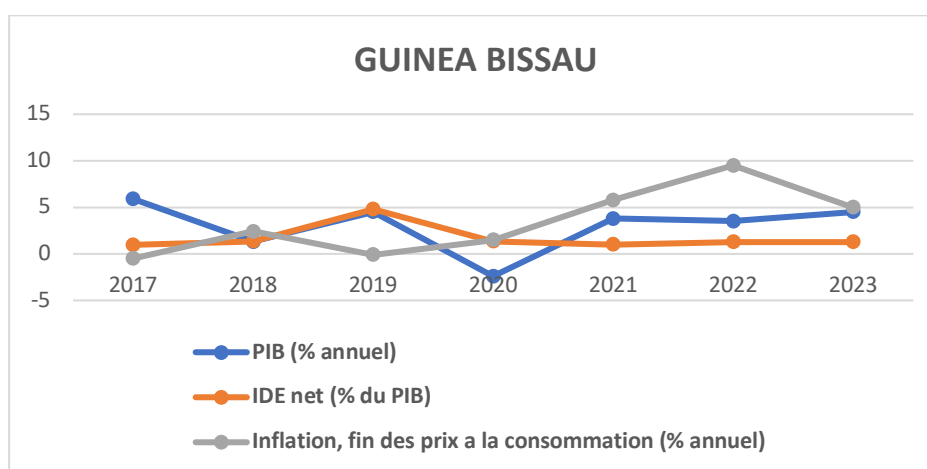
Cependant, en 2020, en raison des défis posés par la pandémie mondiale, les IDE ont chuté à 7,31 % du PIB. Il a légèrement fluctué entre 2021 et 2022. La projection pour 2023 suggère une augmentation à 8,6 %, ce qui témoigne du maintien de la confiance des investisseurs.

C. Inflation, Indice des Prix à la Consommation en fin de période :

Les taux d'inflation du Libéria au cours de cette période étaient supérieurs au pourcentage recommandé par de nombreux économistes. En 2017, le taux d'inflation était de 13,9 % et en 2018, il a fortement augmenté pour atteindre 28,5 %, ce qui indique des prix élevés. En 2019, l'inflation est tombée à 20,3 %, mais elle reste au-dessus de la fourchette acceptable. En 2020, l'inflation est tombée à 13,1 % et elle a encore diminué à 5,5 % en 2021, ce qui suggère un environnement de prix favorable. En 2022, l'inflation augmenté à 9,2%. Toutefois, les projections pour 2023 suggèrent une baisse à 6,3 %, reflétant les efforts de stabilisation des prix.

1.8.14. Guinée- Bissau :

Graphes n° 16 : Les principaux agrégats économique du Guinée Bissau



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de FMI.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

A. Croissance du PIB réel (%) annuel :

Le PIB de la Guinée Bissau est passé de 5,9 % en 2017 à -2,4 % en 2020. Cela est attribué à la fragilité et à l'instabilité politique, à une faible base de capital humain et à un secteur privé « manquant ». Ces contraintes ont été encore exacerbées par la crise du COVID-19. En 2021, le PIB a augmenté à 3,8 % et a légèrement diminué à 3,5 % en 2022. Il devrait augmenter à 4,5 % en 2023.

B. Investissement direct étranger (IDE) net (% du PIB) :

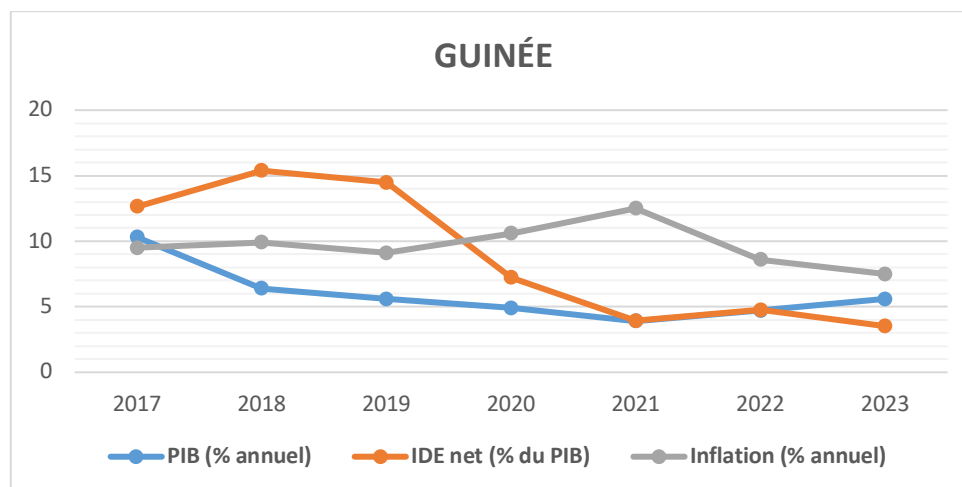
Les IDE de la Guinée-Bissau ont généralement été faibles, avec un maximum de 4,79 % en 2019 et un minimum de 0,97 % en 2017. Cela est attribué à la petite taille de son marché, à ses infrastructures sous-développées et à son instabilité politique.

C. Inflation, Indice des prix à la consommation en fin de période :

En 2017 et 2019, le pays a connu une déflation avec des taux respectifs de -0,5% et -0,1%. L'inflation est passée de 1,5 % en 2020 à 9,5 % en 2022, en raison de la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole importés.

1.8.15. Guinée

Graphe n° 17 : Les principaux agrégats économique du Guinée



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de FMI.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

A. Croissance du PIB réel (%) annuel :

Le PIB de la Guinée a progressivement diminué, passant de 10,3 % en 2017 à 3,9 % en 2021. En 2022, il a augmenté à 4,7 %, principalement sous l'effet du secteur minier, et en 2023, il devrait encore augmenter pour atteindre 5,6 %.

B. Investissement direct étranger (IDE) net (% du PIB) :

Les IDE de la Guinée sont passés de 12,65 % en 2017 à 15,38 % en 2018. Après le rebond, de 2019 à 2021, les taux d'IDE ont progressivement diminué. En 2022, il a légèrement augmenté pour atteindre 4,77% contre 3,93% en 2021 et diminuera à nouveau en 2023 pour atteindre 3,52%.

C. Inflation, Indice des prix à la consommation en fin de période :

De manière générale, au cours de cette période, les taux d'inflation en Guinée ont été supérieurs au pourcentage recommandé par de nombreux économistes. En 2020, il a enregistré le taux le plus élevé de 10,6 %, probablement dû à la pandémie de COVID-19, et le plus bas de 7,5 % en 2023.

Section 2 : Évolution de la croissance économique et la dette publique de trois Etats membres (2016-2022)

Cette section explore les tendances de la croissance économique et l'évolution de la dette publique de certains États membres de la CEDEAO avec des projecteurs sur le Nigeria, le Ghana et le Sénégal au cours d'une période. Nous approfondissons nos principaux facteurs de croissance économique, les vulnérabilités liées à la dette ainsi que les stratégies d'atténuation.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

2.1. Analyse statistique de la croissance économique et la dette publique de 3 États

Membres de la CEDEAO :

Le Nigeria, le Ghana et le Sénégal ont été sélectionnés parmi les 15 États membres de la CEDEAO en raison de leurs positions uniques dans la région, de leur taille économique, de leur statut de développement, de leur influence régionale, de la disponibilité des données et de leur expérience diversifiée.

Le Nigéria, en tant que nation la plus peuplée, à revenu intermédiaire et économiquement dominante d'Afrique, occupe une position centrale dans le paysage économique de la région.

L'économie émergente du Ghana, sa démocratie stable, ses politiques économiques en progression et ses taux de croissance prometteurs symbolisent un pays en transition.

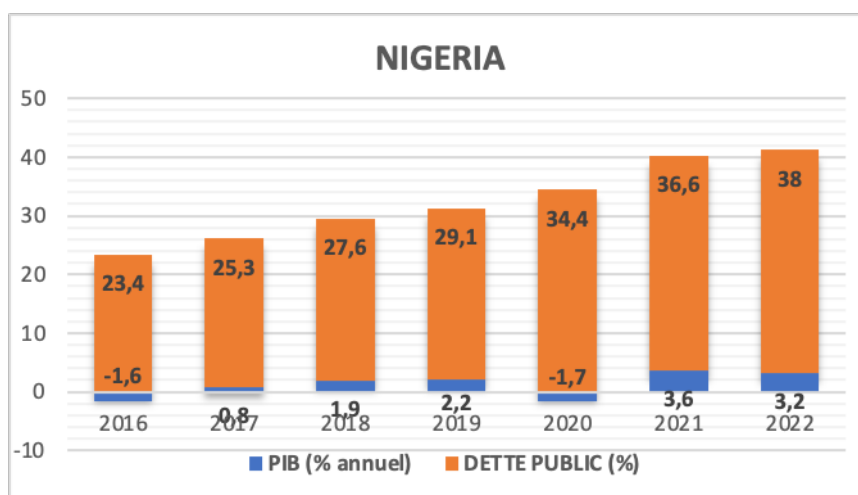
Enfin, le Sénégal, un pays en développement marqué par sa stabilité et sa croissance économique soutenue, fournit des informations utiles sur un État membre de la CEDEAO mieux développé.

En analysant ce trio diversifié, il est possible d'obtenir un large aperçu des tendances et des défis économiques à travers les différentes phases de développement dans la région, permettant de prendre des décisions éclairées pour l'ensemble de la communauté de la CEDEAO.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

- **Nigeria:**

Graphe n° 18 : La Croissance en % et la Dette Publique en % du PIB de 2016 à 2022.



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de WorldData.

Les défis économiques du Nigeria avec les fluctuations de la croissance du PIB ont commencé par une contraction du PIB en 2016 (-1,6%), une légère reprise en 2017 (0,8%) et suivie par 2018 (1,9%). Néanmoins, la croissance économique est restée relativement faible par rapport au taux de croissance démographique, ce qui complique la réalisation d'une croissance significative du revenu par habitant.

L'économie nigériane en 2019 et 2020 a été confrontée à d'importants défis économiques, avec une croissance du PIB de 2,2% et -1,7%, respectivement. La croissance négative en 2020 a été largement causée par le double choc de l'impact de la COVID-19⁸⁶ et de la chute des prix du pétrole, le Nigeria étant fortement dépendant des exportations de pétrole.

La reprise progressive en 2021 (3,6 %) et 2022 (3,2 %) a impliqué une certaine résilience et un rebond économique, en raison de la reprise économique mondiale et de la hausse des prix du pétrole.

⁸⁶. Nigerian Economic Summit Group- Open Initiative Society for West Africa, "Debt management restructuring and sustainability in ECOWAS report", public debt risk exposure, 2022, p.19.

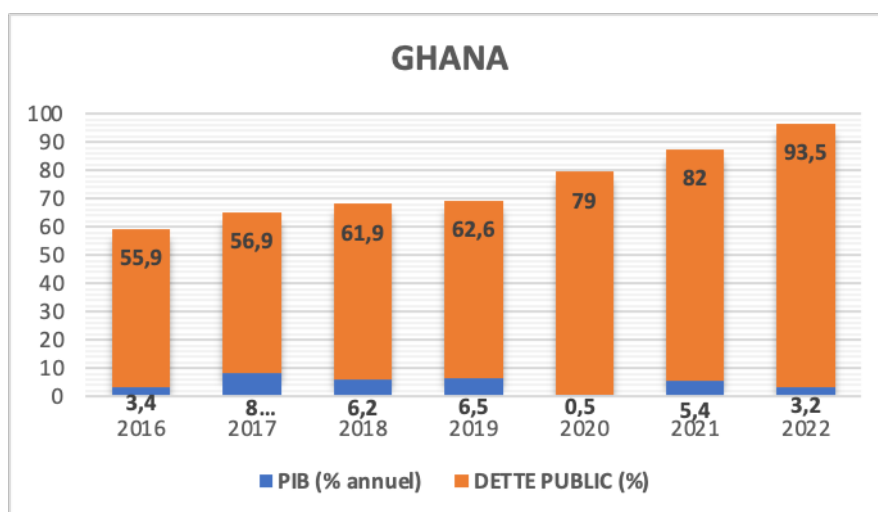
CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

La dette publique en pourcentage du PIB est passée de 23,4 % en 2016 à 38 % en 2022. L'augmentation continue de la dette publique met l'accent sur les prêts accordés par le gouvernement pour gérer les défis économiques tels que les déficits de recettes et la nécessité de mesures de relance en temps de crise.

Au cours de la période, le Nigéria a été confronté à une instabilité économique caractérisée par des périodes de croissance, de contraction et de reprise. L'augmentation de la dette publique reflète les efforts du gouvernement pour gérer les chocs économiques. Il est tout aussi important pour le Nigéria de maintenir une trajectoire d'endettement durable tout en soutenant la croissance économique, ce qui constitue un défi politique important pour le pays.

- **Ghana:**

Graphique n° 19 : La Croissance en % et la Dette Publique en % du PIB de 2016 à 2022.



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de WorldData.

La performance économique positive du Ghana au cours de la période ; 2017 (8,1%) a connu un pic substantiel, suivie d'une croissance modérément solide en 2018 (6,2%) et 2019 (6,5%). Ces années ont illustré une période d'expansion économique, guidée par l'augmentation de la production pétrolière, les prix favorables des produits de base et les politiques gouvernementales visant à attirer les investissements étrangers.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Pourtant, l'impact de la pandémie de COVID-19 était évident en 2020, lorsque la croissance est tombée à 0,5 %. La baisse brutale a été même avec le choc économique mondial et soudainement l'économie a rebondi en 2021 (5,4%) mais a ralenti en 2022 (3,2%).

En revanche, la dette publique en pourcentage du PIB en 2016 s'élevait à 55,9 % et a augmenté de manière significative atteignant 93,5 % en 2022, ce qui indique une augmentation constante au cours de la même période.

À partir de 2020, on a observé une augmentation notable qui peut être attribuée à la nécessité de faire face aux défis économiques qui ont conduit le gouvernement à emprunter davantage.

La leçon essentielle à tirer de cette évolution est le compromis entre la croissance économique et l'augmentation de la dette publique.

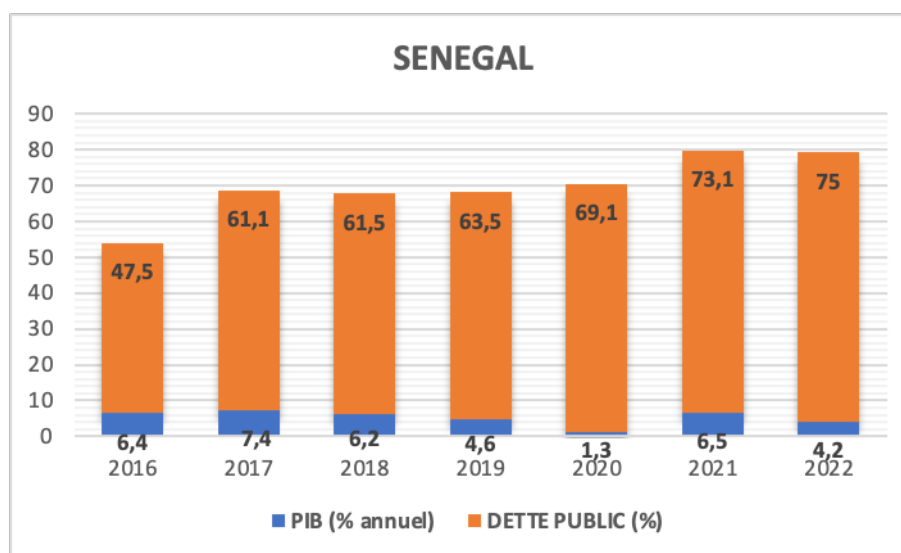
L'augmentation des prêts du gouvernement pour faire face à l'impact de la pandémie a entraîné une augmentation significative de la dette publique, même si le Ghana a connu des périodes de forte croissance économique.

Il est très important d'avoir un équilibre économique pendant les crises en maintenant la viabilité budgétaire, un défi crucial que le Ghana devra relever maintenant et dans les années à venir.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

- **Sénégal:**

Graphe n° 20 : La Croissance en % et la Dette Publique en % du PIB de 2016 à 2022.



Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque mondiale et de WorldData

En observant les tendances, le Sénégal a conservé un taux de croissance relativement robuste tout au long de l'intervalle d'étude, commençant de 6,4% en 2016 et restant supérieur à 4% les années successives jusqu'en 2020. La baisse de 1,3% en 2020 a été attribuée aux perturbations liées à la pandémie de COVID. Par la suite, une croissance de 6,5% en 2021 et de 4,2% en 2022. Cela reflète les efforts du pays pour diversifier son économie, investir dans des projets de développement et attirer les investissements étrangers.

La dette publique, en revanche, a augmenté régulièrement, passant de 47,5% en 2016 à 75% en 2022, ce qui suggère que le pays compte beaucoup sur l'emprunt pour financer ses projets et combler les déficits budgétaires.

Au cours de la période, la capacité du Sénégal à maintenir un taux de croissance élevé du PIB tout en gérant un obstacle croissant de la dette publique est remarquable. Néanmoins, il souligne également l'importance d'une gestion prudente de la dette pour assurer la viabilité de la dette à long terme.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Les performances économiques du Sénégal confirment son attachement à la croissance et au développement. Pourtant, l'augmentation de la dette publique souligne la nécessité d'une discipline budgétaire et de mesures de viabilité de la dette pour préserver sa stabilité économique

2.2. Les facteurs de la croissance économique de la CEDEAO :

Plusieurs facteurs ont contribué à la croissance économique de CEDEAO. Certains des facteurs clés comprennent l'amélioration du climat politique et macroéconomique, le climat des affaires, les flux financiers internationaux, le dividende démographique et les secteurs de l'économie et leur contribution à la croissance expliqués ci-dessous⁸⁷ ;

2.2.1. Amélioration du climat politique et macroéconomique :

Le climat politique et macroéconomique de la CEDEAO a joué un rôle important dans la promotion de la croissance économique en offrant un environnement stable au fonctionnement des entreprises. Un environnement stable peut attirer les investissements, encourager l'esprit d'entreprise et promouvoir l'innovation et la productivité. Plusieurs facteurs ont contribué à l'amélioration du climat politique et macroéconomique de la CEDEAO. Par exemple, certains États membres ont mis en œuvre des réformes politiques telles que l'amélioration de la gouvernance, la promotion de la démocratie et la protection des droits de l'homme. Cela a accru la confiance des investisseurs et réduit le risque de faire des affaires dans la région.

⁸⁷. Brian W. Sloboda, Yaya Sissoko, "Determinants of Economic Growth in ECOWAS Countries: An Empirical Investigation", African Journal of Economic Review, 2020, Vol.8, No. 2. <https://www.ajol.info/index.php/ajer/article/view/197203>. (Consulté le 20 Juillet 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

2.2.2. Climat des affaires :

Un climat des affaires favorable a joué un rôle clé dans la promotion de la croissance économique dans la CEDEAO en créant un environnement propice à la prospérité des entreprises. Ce climat peut attirer les investissements, encourager l'esprit d'entreprise et promouvoir l'innovation et la productivité. Certains pays de la CEDEAO ont mis en œuvre des politiques favorables aux entreprises telles que la réduction des impôts, la rationalisation des réglementations et l'amélioration des infrastructures. Cela a permis aux entreprises de fonctionner plus facilement et d'attirer des investissements.

2.2.3. Flux financiers internationaux :

La CEDEAO a connu une augmentation significative du volume des flux financiers externes, y compris les flux de capitaux privés, l'aide publique au développement et les envois de fonds vers la région. Ces flux financiers ont fourni des capitaux pour investir dans les infrastructures, les industries et les entreprises. Par exemple, en 2014, le Nigéria a reçu 21 milliards de dollars d'IDE, ce qui a contribué à stimuler la croissance dans les secteurs du pétrole, du gaz et des télécommunications du pays. En 2019, le Ghana a émis une euro-obligation de 3 milliards de dollars, qui a été sursouscrite par les investisseurs, fournissant au gouvernement les capitaux indispensables au développement des infrastructures et la même année 2019, les envois de fonds vers le Nigéria étaient estimés à 25 milliards de dollars, ce qui a contribué à soutenir la consommation des ménages, les petites entreprises et l'éducation.

2.2.4. Le dividende démographique :

Le dividende démographique a conduit à la croissance économique dans la CEDEAO en augmentant la taille de la population en âge de travailler et en améliorant la qualité de la main-d'œuvre, ce qui a entraîné une productivité plus élevée, plus d'innovation et un esprit d'entreprise accru. Par exemple, en 2019, la population en âge de travailler (15 à 64 ans) au Nigeria était estimée à 106 millions, ce qui représente une main-d'œuvre potentielle importante. Ce dividende démographique est exploité grâce à des investissements dans l'éducation, la santé

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

et le développement des compétences, ce qui améliore la qualité de la main-d'œuvre et augmente la productivité.

2.2.5. Les secteurs de l'économie et leur contribution à la croissance :

Les secteurs économiques de la CEDEAO ont contribué à la croissance économique en créant des emplois, en générant des revenus et en promouvant l'innovation et la productivité. Les principaux secteurs économiques de la CEDEAO sont l'agriculture et l'exploitation minière.

L'agriculture est un contributeur majeur à la croissance économique de la CEDEAO, car elle emploie une grande partie de la population et fournit de la nourriture et des matières premières à d'autres secteurs. Investir dans l'agriculture peut entraîner une augmentation de la productivité, une amélioration des infrastructures et un meilleur accès aux marchés, ce qui peut contribuer à réduire la pauvreté et stimuler la croissance économique. Par exemple, en 2018, l'agriculture représentait 23% du PIB nigérian et employait plus de 60% de la population.

L'exploitation minière est un autre secteur important de la CEDEAO, car de nombreux pays de la région sont riches en ressources naturelles telles que l'or, les diamants et le pétrole. Investir dans l'exploitation minière peut entraîner la création d'emplois, l'augmentation des recettes publiques et le développement des infrastructures. Par exemple, en 2018, l'exploitation minière représentait 9% du PIB du Ghana et 60% de ses revenus d'exportation.

2.3. La vulnérabilité de la CEDEAO à la dette publique.

Le fardeau de la dette publique n'a cessé d'augmenter dans la région de la CEDEAO et il est donc important de savoir comment et dans quels domaines les États membres deviennent vulnérables à la dette.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

2.3.1. Augmentation des emprunts auprès de prêteurs privés et non membres du Club de Paris⁸⁸ :

Des pays comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria et le Sénégal sont confrontés à des défis de viabilité de la dette à court terme, en raison des emprunts élevés auprès de prêteurs privés et non membres du Club de Paris. Ces prêts sont généralement assortis d'échéances plus courtes, ce qui signifie que des demandes de remboursement plus rapides pourraient peser sur les budgets et les ressources nationales.

2.3.2. Vulnérabilité à la dette des entreprises publiques et des partenariats public-privé :

Les risques de vulnérabilité à la dette émergent également des entreprises publiques et des partenariats public-privé, car les gouvernements pourraient augmenter la dette pour soutenir ces entités en cas de difficultés financières⁸⁹. Cette pratique peut entraîner et aggraver les niveaux d'endettement globaux, ce qui entraîne une vulnérabilité financière accrue dans la région.

2.3.3. Dépendance à l'égard des arriérés domestique comme source de financement⁹⁰ :

Certains pays d'Afrique de l'Ouest dépendent fortement pour le financement des arriérés domestique, c'est-à-dire des paiements en retard, obligeant les entreprises à attendre les paiements. Ce cycle de paiement retardé affecte les flux de trésorerie des fournisseurs et des entreprises, les rendant financièrement vulnérables, à risque et entravant largement la stabilité économique.

⁸⁸. African Development Bank, "Debt Dynamics: The path to post-COVID recovery", WEST AFRICAN ECONOMIC OUTLOOK 2021, pp.46-47. https://www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2021/12/rapport_west_africa_economic_outlook_2021_final_english.pdf. (Consulté le 21. Juillet 2023).

⁸⁹. African Development Bank, op. cit., p. 46.

⁹⁰. Ibid

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

2.3.4. L'accumulation de la dette dépasse la croissance⁹¹ :

L'accumulation de la dette qui dépasse les taux de croissance économique en Afrique de l'Ouest indique une capacité affaiblie à gérer la dette sans faire face à des contraintes budgétaires. La croissance économique limitée par rapport à l'accumulation de la dette nuit à la capacité d'assurer efficacement du service de la dette, ce qui soulève des préoccupations quant à la stabilité financière à long terme.

2.3.5. Pays spécifiques confrontés à un lourd fardeau de la dette⁹² :

La présence de cinq États membres comme le Ghana, la Gambie (en situation de surendettement), la Sierra Leone (en risque élever de surendettement) et la Guinée-Bissau au sein de la CEDEAO signale des défis importants. Le lourd fardeau de la dette crée des obstacles aux efforts de réduction de la pauvreté et au développement économique durable dans ces pays.

2.3.6. Défis malgré les initiatives antérieures d'allègement de la dette⁹³ :

Malgré les efforts antérieurs d'allègement de la dette dans le cadre d'initiatives telles que l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) et l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTTE), de nombreux États membres sont toujours aux prises avec des déficits budgétaires élevés et des coûts importants du service de la dette. La récente pandémie mondiale (COVID-19) a encore aggravé ces défis passionnants, augmentant potentiellement les vulnérabilités liées à la dette, creusant les écarts d'inégalité et aggravant la pauvreté.

⁹¹. The African Forum and Network on Debt and Development, "West Africa region debt advocacy meetings and debt training sessions" Concept note, Année 2021, pp. 1-2. <https://afrodad.org/wp-content/uploads/2021/05/ECOWAS-Advocacy-Meetings-and-Training-on-Debt-and-Development.pdf>. (Consulté le 21 Juillet 2023).

⁹². Ibid

⁹³. The African Forum and Network on Debt and Development, op. cit., pp. 1-2

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

2.3.7. Risque de change dû à la dominance de la dette extérieure⁹⁴ :

Des pays comme le Niger, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Cap-Vert, fortement exposés à la dette en devises, sont confrontés à un risque de change élevé. Les fluctuations des taux de change peuvent augmenter le coût du remboursement de la dette, ce qui complique la planification financière et la stabilité économique.

2.3.8. Risques de refinancement et de taux d'intérêt :

Un faible risque de refinancement et des taux d'intérêt relativement stables sur la dette extérieure offrent une certaine pause. Cependant, dans des pays comme le Cap-Vert, le Ghana et le Togo où le fardeau du service de la dette intérieure est élevé, les taux d'intérêt différents et généralement élevés entraînent des défis trop courts ou à moyen terme dans la gestion de la dette.

2.3.9. De mauvais choix d'investissement amplifient les vulnérabilités de la dette :

Certains pays ont pris de mauvaises décisions d'investissement avec les fonds empruntés, ce qui a limité la génération de revenus pour assurer efficacement le service de la dette. Ces facteurs continueront d'aggraver les vulnérabilités de la dette au sein de la CEDEAO.

Ensemble, ces préoccupations soulignent le besoin urgent de pratiques d'emprunt prudentes, de politiques budgétaires stratégiques et d'une gestion plus efficace de la dette au sein de la CEDEAO pour assurer la stabilité économique à long terme et le développement durable.

⁹⁴. Nigerian Economic Summit Group- Open Initiative Society for West Africa, op. cit., p. 32

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

2.4. Mesures prises pour lutter contre la vulnérabilité à la dette publique⁹⁵

Dans le cadre des mesures prises pour lutter contre les vulnérabilités de la dette publique dans l'espace CEDEAO, il est important d'examiner les politiques en suspens dans la lutte contre ces vulnérabilités. Par conséquent, ces examens des stratégies de dette publique de la CEDEAO ont permis de remédier à certaines des vulnérabilités persistantes.

2.4.1. Cadre institutionnel et gouvernance :

Les États membres de la CEDEAO ont élaboré des lignes directrices et des stratégies de lutte contre la dette publique pour réduire durablement la vulnérabilité aux chocs économiques et financiers induits par la dette. Des mécanismes tels que le règlement n°09/2007/CM/de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), l'article 71 et la procédure concernant les déficits excessifs (PDE) ont été mis en place pour gérer les risques potentiels d'une dette publique surchargée dans la région. Il est tout aussi important de reconnaître que le cadre de gestion de la dette de certains de ces pays n'est pas aussi complet et transparent qu'il devrait l'être. Quel que soit l'arrangement institutionnel, on peut soutenir que les institutions de gestion de la dette publique peuvent être moins soumises aux mesures discrétionnaires de politique budgétaire et plus indépendantes, ce qui nous amène au point suivant.

2.4.2. Responsabilité et transparence :

Dans le cadre des règlements ou traités de l'UEMOA, les États membres ont pour mandat de publier des rapports macroéconomiques annuels qui incluent des données sur la dette (Banque mondiale, 2008) et de mener des audits externes des activités de gestion de la dette. Cela permet d'éviter aux pays de connaître un « surendettement ».

⁹⁵. Nigerian Economic Summit Group- Open Initiative Society for West Africa, "Debt management restructuring and sustainability in ECOWAS final report", Review of Public Debt Strategy in ECOWAS, pp.33-38. (Consulté 21 Juillet 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

La Banque mondiale mène des évaluations de la performance de la gestion de la dette (Deamp) dans tous les pays et, plus récemment, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, au Cap-Vert et au Nigéria, en évaluant des éléments essentiels tels que la structure des données, la gouvernance, la transparence et les mesures de responsabilisation.

2.4.3. Coordination des politiques :

Les États membres se sont engagés à assurer la coordination avec les critères primaires et secondaires entre les politiques de gestion de la dette publique et les politiques macroéconomiques établies par le Conseil de convergence de la CEDEAO. Des plateformes telles que des ateliers techniques, des comités tels que le Comité d'évaluation de la liquidité budgétaire (FLAC), le Comité de coordination des politiques monétaire et budgétaire (MFPCC), le Comité FSS 2020 au Nigéria et des réunions ont été créées pour assurer l'alignement et le partage d'informations entre la politique monétaire, les parties prenantes et les institutions de politique budgétaire.

2.4.4. Gestion des ressources dans la CEDEAO :

La dépendance excessive à l'égard de l'exportation de certains produits de base pour les recettes publiques accroît la vulnérabilité à la volatilité des marchés, ce qui entraîne une compression des recettes. Pendant ce temps, la région de la CEDEAO est fortement dotée de tant de ressources naturelles, contribuant aux recettes étrangères et qui peuvent présenter des opportunités pour compenser les niveaux d'endettement croissants. Parmi les défis de gouvernance figurent la dépendance à la mono-marchandise, la taille insoutenable du gouvernement facilitant la faiblesse budgétaire (Nigeria en 2021 et région de la CEDEAO de 2015 à 2021 à une moyenne de -4,74% du PIB nominal, dépassant le seuil de référence de 3%), et les contraintes de mobilisation des ressources dues aux lois fédérales. Les efforts visant à rationaliser les mandats institutionnels, à réduire les coûts de gouvernance et à améliorer la responsabilisation et la transparence dans la gestion des ressources sont en cours, mais se

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

heurtent à des contraintes telles que l'adoption tardive des lois, la loi fédérale et les inefficiences dans l'utilisation des recettes tirées des ressources.

2.4.5. Performance de la CEDEAO en matière de gouvernance des ressources :

L'indice de gouvernance des ressources avait différents niveaux d'efficacité dans la gouvernance des ressources parmi les 10 États membres de la CEDEAO sur les 81 pays évalués en 2017. Le résultat a révélé la corrosivité du gouvernement dans les pratiques et les politiques de gestion des ressources dans l'industrie des ressources naturelles. Le Ghana a été classé au premier rang de la région, ce qui témoigne d'un certain niveau de robustesse dans le cadre de gouvernance, comme l'attribution des droits d'extraction, l'exploration, la production, la collecte des recettes, la protection de l'environnement et les entreprises publiques, tandis que de nombreux autres pays exigent des réformes agressives pour améliorer la gouvernance des ressources naturelles afin de contribuer positivement aux recettes publiques et à la viabilité de la dette.

Ces mesures reflètent les efforts déployés dans la région de la CEDEAO pour remédier à certaines vulnérabilités de la dette publique par le biais de réformes politiques, bien que des difficultés persistent dans la mise en œuvre efficace de ces stratégies, certaines ont été couronnées de succès.

Section 3 : L'impact de la dette publique sur la croissance économique.

La plupart des travaux théoriques considèrent la dette publique comme un obstacle à la croissance économique car elle réduit l'épargne disponible, augmente les taux d'intérêt ou nécessite une réduction des dépenses publiques et/ou une augmentation des impôts.

Après avoir présenté l'étude théorique du chapitre précédent, une étude empirique est nécessaire pour comprendre l'impact de la dette publique sur la croissance économique en prenant un contexte particulier et dans notre cas celui des États membres de la CEDEAO en

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

utilisant le modèle de décalage distribué autorégressif. La variable dépendante est la croissance économique, et la variable indépendante est la dette publique.

3.1. Modélisation Décalage Distribué Autorégressif (ARDL) et causalité.

ARDL et causalité joue un rôle essentiel lorsqu'il s'agit de la nécessité d'analyser un scénario économique. Dans une économie, la modification d'une variable économique peut entraîner une modification d'une autre variable économique au-delà du temps. Ce changement d'une variable n'est pas reflété immédiatement, mais il se répartit sur les périodes futures. Cette sous-section discute brièvement de ce que sont les tests de racine unitaire, les modèles ARDL et de causalité.

3.1.1. Test de Racine Unitaire

Une série temporelle n'est stationnaire que dans la réalisation d'un processus stationnaire. La plupart du temps, la série n'a pas en plus de facteurs qui changent avec le temps. Lors de la vérification de la stationnarité de la série, ainsi que de l'observation des corrélogrammes, des essais de stationnarité ou des essais de racines unitaires doivent être effectués. Par conséquent, il est possible d'identifier la présence d'une racine unitaire dans une série chronologique, ainsi que de vérifier si elle est stationnaire. Fondamentalement, nous devons vérifier l'hypothèse nulle de l'existence d'une racine unitaire et que le processus autorégressif est non stationnaire par rapport à l'hypothèse alternative. Parmi les tests adaptés à cet effet, nous retenons le test Augmented Dickey-Fuller (ADF) (Smith et Fuertes, 2010)⁹⁶.

Test de Dickey-Fuller pour une marche aléatoire

Considérez le processus AR (1) : $y_t = \rho y_{t-1}$

L'hypothèse nulle est qu'il s'agit d'une marche aléatoire

$H_0 : \rho = 1, H_1 : \rho < 1$

⁹⁶. Mohamed Ammi, Université du Québec à Montréal, "Test des liens de causalité épargne- Croissance économique", Année 2016, pp.10-11. <https://archipel.uqam.ca/9436/1/M14798.pdf>. (Consulté le 17 Septembre 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Sous l'hypothèse nulle, y est $I(1)$; sous l'alternative unilatérale, y est $I(0)$

On ne peut pas simplement utiliser la statistique t des MCO car sous l'hypothèse nulle, y est $I(1)$, ce qui viole les hypothèses des séries temporelles

Soustrayez-y retardé des deux côtés pour obtenir

$$\Delta y_t = (\rho - 1) y_{t-1} + \mu = \gamma y_{t-1} + \mu, \quad \gamma = \rho - 1$$

L'hypothèse nulle est maintenant $\gamma = 0$ (non-stationnarité) contre $\gamma < 0$ (stationnarité)

Statistique du test de Dickey-Fuller

Nous estimons \hat{y} par MCO à partir de $\Delta y_t = \gamma y_{t-1} + \mu + u_t$, et calculons la statistique " t " en la divisant par son erreur-type

Notez qu'il n'y a pas de terme constant dans la régression de Dickey-Fuller

Cela ne suit pas une distribution t car le régresser est $I(1)$ sous

H_0 Dickey et Fuller ont utilisé des méthodes de Monte Carlo pour calculer les valeurs critiques du test unilatéral de $\gamma = 0$ vs.

Les valeurs sont beaucoup plus grandes (en valeur absolue) que le 1,96 que nous utilisons souvent.

Rejeter la présence d'une racine unitaire si la statistique du test est plus négative que la valeur critique.

3.1.2. Décalage Distribué Autorégressif (ARDL)

Le modèle autorégressif à décalage distribué est un modèle statistique utilisé pour analyser la relation à long terme et à court terme entre les variables. Il combine une dynamique autorégressive avec des effets de décalage distribués. La partie AR capture la relation entre la valeur actuelle de la variable dépendante et ses valeurs décalées, tandis que la partie retard distribuée prend en compte les valeurs décalées des variables indépendantes. À long terme, le modèle nous aide à comprendre comment les changements dans la variable indépendante et ses valeurs décalées, ainsi que la valeur décalée de la variable dépendante, affectent la valeur actuelle de la variable dépendante. À court terme, cela nous permet d'examiner l'impact

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

immédiat des changements de la variable indépendante sur la variable dépendante sans tenir compte des valeurs décalées. Hypothèses pour le modèle ARDL sont⁹⁷:

L'absence d'autocorrélation est la toute première exigence de l'ARDL. Le modèle exige que les termes d'erreur n'aient aucune autocorrélation les uns avec les autres. Il ne devrait y avoir aucune hétéroscédasticité dans les données. En termes simples, la variance et la moyenne doivent rester constantes tout au long du modèle. Les données doivent suivre une distribution normale.

Les données doivent être stationnaires soit sur I (0), soit sur I (1), ou sur les deux. De plus, si l'une des variables des données est stationnaire à I (2), le modèle ARDL ne peut pas s'exécuter.

Le modèle ARDL est lié au modèle de correction d'erreur (ECM). L'ECM⁹⁸ se concentre sur la dynamique à court terme entre les variables. Il capture la vitesse à laquelle la variable dépendante s'ajuste aux écarts par rapport à sa relation d'équilibre à long terme avec la variable indépendante. L'ECM comprend un terme de correction d'erreur qui mesure dans quelle mesure la variable dépendante corrige les écarts par rapport à l'équilibre entre le long terme et le court terme.

Ensemble, le modèle ARDL et ECM fournissent un cadre complet pour étudier les relations à long terme et à court terme entre les variables, permettant aux chercheurs d'analyser l'impact des changements de la variable indépendante sur la variable dépendante sur différents horizons temporels.

L'équation du modèle ARDL peut s'écrire :

⁹⁷. Priya Chetty, Guest, "Auto Regressive Distributed Lag model (ARDL) and its advantages," Project Guru, Publication, Année 2018. <https://www.projectguru.in/auto-regressive-distributed-lag-model-ardl/#:~:text=In%20simple%20terms%2C%20the%20variance,%2C%20ARDL%20Model%20cannot%20run.> (Consulté le 19 Septembre 2023).

⁹⁸. Prasun Biswas, Chandan Durgia, "Error Correction Model (ECM): An intuitive guide for Time Series Modelling", Medium Learning Platform, Publication, Année 2020. [https://prasunbiswas90.medium.com/error-correction-model-ecm-an-intuitive-guide-c8e33bf6cb8f.](https://prasunbiswas90.medium.com/error-correction-model-ecm-an-intuitive-guide-c8e33bf6cb8f) (Consulté le 19 Septembre 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

$$Y_t = \alpha + \beta_1 Y_{t-1} + \beta_2 X_t + \beta_3 X_{t-1} + \varepsilon_t$$

Où :

- Y_t représente la variable dépendante au temps t .
- Y_{t-1} représente la valeur décalée de la variable dépendante au temps $t-1$.
- X_t représente la variable indépendante à l'instant t .
- X_{t-1} représente la valeur décalée de la variable indépendante à l'instant $t-1$.
- α est le terme d'origine.
- β_1 , β_2 et β_3 sont les coefficients qui mesurent l'impact des valeurs décalées et de la variable indépendante sur la variable dépendante.
- ε_t représente le terme d'erreur, capturant la variation inexplicée de la variable dépendante au temps t .

Racines inverses du polynôme caractéristique AR est utilisé pour déterminer la stationnarité du modèle. Afin de comprendre les racines inverses du polynôme caractéristique AR, nous devons d'abord savoir ce que sont le polynôme et ses racines. Par conséquent, le polynôme caractéristique AR est une équation polynomiale qui caractérise le comportement d'un processus autorégressif (AR). Il est obtenu en fixant le polynôme de retard du processus AR égal à zéro. Et les racines du polynôme caractéristique AR sont les valeurs qui rendent le polynôme égal à zéro. Par conséquent, les racines inverses du polynôme caractéristique AR sont les réciproques des racines du polynôme. Il représente les coefficients associés aux valeurs décalées dans le modèle ARDL. En représentant graphiquement ces racines inverses dans le plan complexe, nous pouvons mieux comprendre la stabilité et le comportement du modèle. Si les racines sont regroupées autour de l'origine, cela suggère une stabilité, tandis que si elles sont dispersées ou éloignées de l'origine, cela indique une instabilité potentielle.

3.1.3. Le critère d'information Akaike (AIC).

Il s'agit d'un critère statistique utilisé pour la sélection du modèle. L'AIC mesure la qualité d'un modèle en équilibrant sa qualité d'ajustement et sa complexité. Il prend en compte à la fois la capacité du modèle à expliquer les données et sa simplicité. AIC calcule un score

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

pour chaque modèle, un score inférieur indiquant un meilleur ajustement. Il pénalise les modèles qui utilisent plus de paramètres. Ainsi, si deux modèles expliquent le même degré de variation, celui avec moins de paramètres aura un score AIC plus faible et sera le modèle le mieux adapté⁹⁹.

3.1.4. La causalité

La causalité suppose que la valeur d'une variable interdépendante est la raison de la valeur d'une variable dépendante. En d'autres termes, la valeur d'une personne sur Y est causée par la valeur de cette personne sur X, ou X cause Y. La plupart des recherches en sciences sociales s'intéressent à tester des affirmations causales.

- **Causalité de Granger¹⁰⁰**

Le professeur émérite Clive W.J. Granger (économiste britannique), corécepteur de nombreux prix et récompenses, dont le prix Nobel d'économie en 2003, a développé le concept de causalité (1969) pour améliorer la performance de la prévision.

La causalité de Granger est un concept statistique permettant de déterminer si une série chronologique peut prédire les valeurs futures d'une autre série chronologique. Il mesure la mesure dans laquelle les valeurs passées d'une variable fournissent des informations précieuses pour prévoir le rendement futur de l'autre variable. Il aide également à analyser les relations potentielles entre les variables, une étape dans la prédiction des tendances. Il faut également noter que la causalité de Granger ne prouve pas la causalité directe et doit être interprétée avec prudence lors de l'évaluation des relations causales entre les variables.

⁹⁹ Bevans R. "Akaike Information Criterion/ When & How to use it", Scribbr, Article, June 2023.

<https://www.scribbr.com/statistics/akaike-information-criterion/#:~:text=AIC%20model%20selection%20can%20help,used%20to%20reach%20that%20likelihood.> (Consulté le 22 Septembre 2023).

¹⁰⁰ Pallavi Padav, "Granger Causality in Time Series- Explained using chicken and egg problem", Analytics Vidhya, Publication, Updated August 2023. <https://www.analyticsvidhya.com/blog/2021/08/granger-causality-in-time-series-explained-using-chicken-and-egg-problem/#:~:text=Granger%20causality%20is%20a%20statistical%20concept%20used%20to%20determine%20if,B%27s%20own%20past%20values%20provide.> (Consulté le 16 Septembre 2023).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Une condition requise pour tester le test de causalité de Granger est que les données doivent être stationnaires (une moyenne constante, une variance constante et aucune composante saisonnière) en les différenciant, soit 1er ordre, soit 2 -ème ordre. Le test de causalité de Granger ne peut pas être poursuivi si les données ne sont pas stationnaires après une différenciation du 2e ordre. Dans nos analyses, la différence du 1er ordre (I1) est utilisé.

Hypothèse 1 :

H0 : GDP does not Granger Cause Public Debt

H1 : GDP does Granger Cause Public Debt

Acceptez H0, si la **valeur P < 5, sinon rejetez H0 et acceptez H1**

Hypothèse 2 :

H0 : Public Debt does not Granger Cause GDP.

H1 : Public Debt does Granger Cause GDP.

Acceptez H0, si la **valeur P < 5, sinon rejetez H0 et acceptez H1**

3.2. Technique quantitative et discussions des résultats.

L'étude a utilisé un modèle de causalité Granger basé sur le décalage distribué autorégressif (ARDL) à panel dynamique pour tester l'impact de la dette publique sur la croissance économique (PIB) dans la CEDEAO. Le modèle de correction d'erreur (ECM) a ensuite été estimé pour établir la causalité de Granger à court terme. Le test des racines unitaires a été utilisé pour déterminer la stationnarité des variables individuelles et un intervalle d'un an pour les données des séries chronologiques. Les données de séries chronologiques et d'intervalles transversaux comportaient respectivement 10 et 15 observations. Tous les modèles d'estimation sont justifiés par des études empiriques antérieures (Pesaran *et al.*, 2001).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

3.2.1. Technique Quantitative.

A. Test de Racine Unitaire

Tableau 1: Le PIB

Null Hypothesis: Unit root (individual unit root process)
 Series: D(GDP)
 Date: 09/16/23 Time: 00:52
 Sample: 2012 2021
 Exogenous variables: Individual effects, individual linear trends
 Automatic selection of maximum lags
 Automatic lag length selection based on AIC: 0 to 1
 Total number of observations: 117
 Cross-sections included: 15

Method	Statistic	Prob.**
ADF - Fisher Chi-square	88.2198	0.0000
ADF - Choi Z-stat	-5.16954	0.0000

Tableau 2: La Dette Publique

Null Hypothesis: Unit root (individual unit root process)
 Series: D(PUBLIC_DEBT)
 Date: 09/16/23 Time: 00:50
 Sample: 2012 2021
 Exogenous variables: Individual effects, individual linear trends
 Automatic selection of maximum lags
 Automatic lag length selection based on AIC: 0 to 1
 Total number of observations: 115
 Cross-sections included: 15

Method	Statistic	Prob.**
ADF - Fisher Chi-square	51.0296	0.0097
ADF - Choi Z-stat	-2.55089	0.0054

D'après les tableaux ci-dessus, les valeurs de probabilité sont inférieures à 5 % dans chaque tableau. Par conséquent, le PIB et la dette publique sont stationnaires à la première différence I (1).

B. Modèle De Décalage Distribué Autorégressif (ARDL).

Tableau 3

Dependent Variable: D(GDP)
 Method: ARDL
 Date: 09/16/23 Time: 01:12
 Sample: 2014 2021
 Included observations: 120
 Dependent lags: 2 (Fixed)
 Dynamic regressors (2 lags, fixed): PUBLIC_DEBT
 Fixed regressors: C

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
Long Run Equation				
PUBLIC_DEBT	0.071779	0.001553	46.23023	0.0000
Short Run Equation				
COINTEQ01	-0.577469	0.254085	-2.272739	0.0259
D(GDP(-1))	0.202853	0.360925	0.562035	0.5758
D(PUBLIC_DEBT)	0.890777	1.015953	0.876789	0.3834
D(PUBLIC_DEBT(-1))	-0.245459	0.450786	-0.544514	0.5877
C	1.323321	0.757469	1.747031	0.0848
Root MSE	0.896750	Mean dependent var	-0.101750	
S.D. dependent var	1.399151	S.E. of regression	1.276737	
Akaike info criterion	-0.442965	Sum squared resid	120.6242	
Schwarz criterion	1.082423	Log likelihood	109.2224	
Hannan-Quinn criter.	0.176752			

$$Y_t = \alpha + \beta_1 Y_{t-1} + \beta_2 X_t + \beta_3 X_{t-1} + \epsilon_t$$

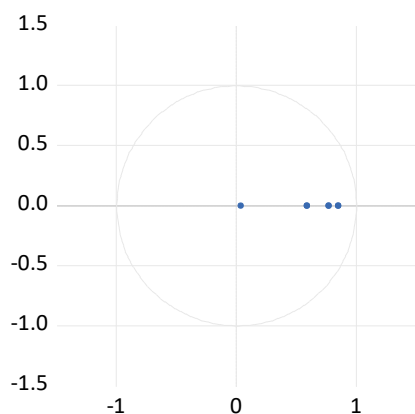
CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

D'après le modèle ARDL, la valeur de probabilité de la dette publique est significative à un niveau significatif de 5% à long terme. En outre, la statistique t est supérieure à 2 en valeur absolue, ce qui montre également que la dette publique dans notre modèle est significative à long terme.

Dans l'analyse à court terme du modèle ARDL, la valeur de probabilité de la cointégration est inférieure à 5%, son coefficient est inférieur à 1 en valeur absolue et est négatif. Par conséquent, il est bon d'être expliqué ou utilisé dans l'analyse. Cependant, la valeur de probabilité de la dette publique n'est pas significative car elle est supérieure à 5% dans l'analyse à court terme.

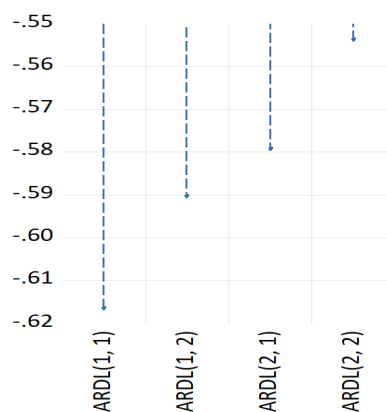
Graphe 21

Inverse Roots of AR Characteristic Polynomial



Graphe 22

Akaike Information Criteria



C. Coefficients à court terme de la section transversale de chaque État membre de la CEDEAO.

Critères de COINTEQ01 : Le coefficient de cointégration doit être inférieur à 1 en valeur absolue, être négatif et statistiquement significatif (*prob* < 5 %)

Critères pour D (PUBLIC_DEBT) : Le coefficient de la dette publique doit être inférieur à 1 en valeur absolue et être statistiquement significatif (*prob* < 5%).

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Sur les 15 pays, seuls six répondaient aux critères d'interprétation du coefficient de cointégration et donc pas significatif à Court terme.

- **Les impacts positifs :**

Tableau 4 : Burkina Faso

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob. *
COINTEQ01	-0.094077	0.028340	-3.319556	0.0451
D(PUBLIC_DEBT)	0.006894	0.000461	14.95405	0.0006
C	0.129449	0.018745	6.905822	0.0062

Tableau 5 : Sénégal

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob. *
COINTEQ01	-0.051429	0.011544	-4.455035	0.0211
D(PUBLIC_DEBT)	0.005423	0.000175	31.00012	0.0001
C	0.128125	0.008765	14.61718	0.0007

- **Les impacts négatifs :**

Tableau 6 : Bénin

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob. *
COINTEQ01	-0.999581	8.34E-06	-119825.7	0.0000
D(PUBLIC_DEBT)	-0.067444	0.000496	-135.9934	0.0000
C	0.832601	0.000586	1421.250	0.0000

Tableau 7 : Côte D'Ivoire

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob. *
COINTEQ01	-0.154088	0.005464	-28.19955	0.0001
D(PUBLIC_DEBT)	-0.019102	0.000114	-167.0867	0.0000
C	0.834849	0.053413	15.62995	0.0006

Tableau 8 : Ghana

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob. *
COINTEQ01	-0.047542	0.009188	-5.174608	0.0140
D(PUBLIC_DEBT)	-0.001059	0.000167	-6.323336	0.0080
C	0.329136	0.046021	7.151833	0.0056

Tableau 9 : Libéria

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob. *
COINTEQ01	-0.752039	0.064887	-11.59001	0.0014
D(PUBLIC_DEBT)	-0.390146	0.064120	-6.084573	0.0089
C	2.397154	0.582079	4.118263	0.0259

- **Ils ne sont pas significatifs :**

Tableau 10 : Cap- Vert

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob. *
COINTEQ01	-1.077756	0.088411	-12.19026	0.0012
D(PUBLIC_DEBT)	-0.744077	0.137759	-5.401301	0.0124
C	1.840934	0.252731	7.284170	0.0053

Tableau 11 : Gambie

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob. *
COINTEQ01	0.073944	0.011713	6.312804	0.0080
D(PUBLIC_DEBT)	0.100553	0.052443	1.917370	0.1510
C	-0.060057	0.022713	-2.644159	0.0774

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Tableau 12 : Nigéria

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob. *
COINTEQ01	0.033281	0.000668	49.85503	0.0000
D(PUBLIC_DEBT)	0.000920	4.46E-06	206.2560	0.0000
C	0.290946	0.022011	13.21849	0.0009

Tableau 13 : Guinée

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob. *
COINTEQ01	-0.283412	0.053171	-5.330244	0.0129
D(PUBLIC_DEBT)	-1.165364	3.535615	-0.329607	0.7634
C	1.267313	3.451988	0.367126	0.7379

Tableau 14 : Guinée -Bissau

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob. *
COINTEQ01	-0.188028	0.041521	-4.528495	0.0201
D(PUBLIC_DEBT)	16.42709	111.7250	0.147031	0.8924
C	-1.680632	2.857027	-0.588245	0.5977

Tableau 15 : Mali

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob. *
COINTEQ01	-0.037038	0.032008	-1.157140	0.3310
D(PUBLIC_DEBT)	-0.031479	0.000679	-46.37160	0.0000
C	0.110199	0.024630	4.474130	0.0208

Tableau 16 : Niger

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob. *
COINTEQ01	-0.322712	0.059880	-5.389334	0.0125
D(PUBLIC_DEBT)	-1.086097	6.043909	-0.179701	0.8688
C	1.299337	6.115904	0.212452	0.8454

Tableau 17 : Sierra Leone

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob. *
COINTEQ01	-0.971233	0.074022	-13.12088	0.0010
D(PUBLIC_DEBT)	-2.309491	2.310003	-0.999779	0.3911
C	5.036396	1.594161	3.159276	0.0509

Tableau 18 : Togo

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob. *
COINTEQ01	-0.971233	0.074022	-13.12088	0.0010
D(PUBLIC_DEBT)	-2.309491	2.310003	-0.999779	0.3911
C	5.036396	1.594161	3.159276	0.0509

D. Granger Causalité

Tableau 19

Pairwise Granger Causality Tests
Date: 09/16/23 Time: 01:28
Sample: 2012 2021
Lags: 2

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
PUBLIC_DEBT does not Granger Cause GDP	120	1.79441	0.1708
GDP does not Granger Cause PUBLIC_DEBT		0.24645	0.7820

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

3.2.2. Discussion des résultats.

L'étude empirique utilise les données des séries chronologiques pour déterminer l'impact de la dette publique sur la croissance économique dans la CEDEAO.

A. Test de Racine Unitaire (Stationarity Test)

L'étude a utilisé Augmented Dickey-Fuller (ADF) pour tester les racines unitaires. Les résultats des tableaux 1 et 2 illustrent le test de racine unitaire sans *interception ni tendance*. Les résultats indiquent que toutes les variables de séries chronologiques sont intégrées d'ordre un, car les statistiques du test ADF sont toutes significatives à la *première différence (I)*. Comme l'ADF a confirmé la stationnarité de toutes les variables de série au *premier ordre*, le modèle ARDL est estimé.

B. Décalage Distribué Autorégressif (ARDL)

L'ARDL présenté dans le tableau 3 nous indique la cointégration entre les variables étudiées. Les résultats présentés dans le tableau révèlent qu'il existe une *relation d'équilibre à long terme* entre la croissance et la dette publique. Ainsi, l'hypothèse *nulle est acceptée*. Une variation unitaire ou en pourcentage de la dette publique a un *impact positif* sur la croissance de 7,1% à long *terme*.

Cependant, on ne peut pas en dire autant à court terme car la valeur de probabilité de la dette publique (0,3834) n'est *pas significative* puisqu'elle est supérieure à 5% dans l'analyse à court terme.

Dans le modèle de correction d'erreur (ECM) dans les analyses à court terme est montré le tableau 3, montre la vitesse d'ajustement (COINTEQ01) de 58% du court terme au long terme s'il y a un choc dans le système.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

C. Coefficients à court terme de la section transversale des États membres de la CEDEAO.

Sur les 15 pays, seuls six répondaient aux critères d'interprétation du coefficient de cointégration et donc pas significatif à Court terme.

- **Bénin :**

Comme le montre le tableau 4, puisque les critères d'interprétation du coefficient de cointégration sont remplis, nous pouvons maintenant dire qu'il faudra un taux d'ajustement de 99 % pour corriger les chocs dans le système à court terme et à long terme.

La valeur P est inférieure à 5% et est donc significative. Par conséquent, nous pouvons conclure qu'une variation en pourcentage de la dette publique a un impact négatif sur le PIB de 6,7% à court terme.

- **Burkina Faso :**

Dans le tableau 5, le coefficient de cointégration est significatif, inférieur à 1 en valeur absolue et négatif ; Il faudra donc une vitesse d'ajustement de 9% pour corriger les chocs dans le système du court terme au long terme.

La valeur P est inférieure à 5% et est donc significative. Ainsi, un pourcentage de la dette publique a un impact positif sur la croissance de 0,6% à court terme.

- **Cap-Vert:**

Dans le tableau 6, le coefficient de cointégration ne répond pas au critère et n'est donc pas significatif.

La valeur P est inférieure à 5% et est donc significative. Nous pouvons conclure qu'une variation en pourcentage de la dette publique a un impact négatif de 74% sur la croissance à court terme.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

- **Côte D'Ivoire :**

Les critères du coefficient de cointégration du tableau 7 ont été respectés et, par conséquent, il faudra une vitesse d'ajustement de 15 % pour corriger les chocs dans le système du court terme au long terme.

La valeur P est inférieure à 5% et est donc significative. Nous concluons qu'une variation en pourcentage de la dette publique a un impact négatif sur la croissance de 1,9% à court terme.

- **La Gambia:**

Pour le tableau 8, le coefficient de cointégration n'a pas satisfait au critère et n'est donc pas significatif.

La valeur P est inférieure à 5% et est donc significative. Nous pouvons conclure qu'une variation en pourcentage de la dette publique a un impact positif de 10% sur la croissance à court terme.

- **Ghana:**

Dans le tableau 9, les critères du coefficient de cointégration ont été remplis ; Il faudra donc une vitesse d'ajustement de 4% pour corriger les chocs dans le système du court terme au long terme.

La valeur P est inférieure à 5% et est donc significative. Ainsi, un pourcentage de la dette publique a un impact positif sur la croissance de 0,1% à court terme.

- **Nigéria:**

Le coefficient de cointégration du tableau 10 ne répondait pas au critère et n'est donc pas significatif.

La valeur P est inférieure à 5% et est donc significative. Ainsi, un pourcentage de la dette publique a un impact positif sur la croissance de 0,009% à court terme.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

- **Guinée-Bissau :**

Pour le tableau 11, le coefficient de cointégration a été atteint ; Il faudra donc une vitesse d'ajustement de 18 % pour corriger les chocs dans le système du court terme au long terme. La dette publique dans ce cas n'est pas significative.

- **Libéria:**

Les critères du coefficient de cointégration du tableau 12 ont été remplis et, par conséquent, il faudra une vitesse d'ajustement de 75% pour corriger les chocs dans le système du court terme au long terme.

La valeur P est inférieure à 5% et est donc significative. Nous concluons qu'une variation en pourcentage de la dette publique a un impact négatif sur le PIB de 39 % à court terme.

- **Mali:**

Le coefficient de cointégration du tableau 13 n'a pas pu répondre au critère et n'est donc pas significatif.

La valeur P est inférieure à 5% et est donc significative. Ainsi, un pourcentage de la dette publique a un impact négatif sur la croissance de 3% à court terme.

- **Niger:**

Pour le tableau 14, le coefficient de cointégration est significatif, inférieur à 1 en valeur absolue et négatif ; Il faudra donc une vitesse d'ajustement de 32% pour corriger les chocs dans le système du court terme au long terme.

La dette publique dans ce cas n'est pas significative.

- **Sierra Leone :**

Pour le tableau 15, le coefficient de cointégration a été atteint ; Il faudra donc une vitesse d'ajustement de 97% pour corriger les chocs dans le système du court terme au long terme.

La dette publique n'est pas significative

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

- **Togo:**

Les critères du coefficient de cointégration du tableau 16 ont été remplis et, par conséquent, il faudra une vitesse d'ajustement de 97% pour corriger les chocs dans le système du court terme au long terme.

La dette publique n'est pas non plus significative.

- **Guinée:**

Pour le tableau 17, le coefficient de cointégration est significatif, inférieur à 1 en valeur absolue et négatif ; Il faudra donc une vitesse d'ajustement de 18 % pour corriger les chocs dans le système du court terme au long terme.

La dette publique dans ce cas n'est pas significative.

- **Sénégal:**

Dans le tableau 18, puisque les critères d'interprétation du coefficient de cointégration sont remplis, nous pouvons maintenant dire qu'il faudra un taux d'ajustement de 5 % pour corriger les chocs dans le système à court terme et à long terme.

La valeur P est inférieure à 5% et est donc significative. Par conséquent, nous pouvons conclure qu'une variation en pourcentage de la dette publique a un impact positif sur la croissance de 0,5% à court terme.

D. Akaike Information Criteria (AIC)

Comme le montre le graphique 2, le meilleur modèle qui minimise la perte d'information parmi les modèles multiples est le modèle avec la combinaison de longueur de décalage ARDL (1,1). Par conséquent, selon les critères d'information d'Akaike, le modèle du tableau 3 est le meilleur avec le minimum d'informations perdues.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

E. Inverse Roots of AR Characteristics Polynomial

Le graphe polynomial confirme la longueur de décalage appropriée selon la méthode VAR du **graphique 1**. Le graphique montre que les points à l'intérieur du cercle confirment la validation de bons résultats au décalage 8.

F. Granger Causalité

D'après le test de causalité de Granger, les valeurs de probabilité sont supérieures à 5%. Nous rejetons l'hypothèse nulle (H0) et acceptons l'hypothèse alternative (H1). Ainsi, nous pouvons en déduire que *la dette publique Granger cause la croissance et la croissance Granger cause la dette publique*. Par conséquent, il existe une causalité bidirectionnelle entre les variables.

Sur la base de l'analyse ci-dessus, nous pouvons dire empiriquement que la croissance économique (PIB) provoque la dette publique. Dans le même ordre d'idées, nous pouvons également conclure que la dette publique entraîne la croissance économique (PIB).

3.2.3. Conclusion d'analyse.

Le test des racines unitaires nous aide à déterminer la stationnarité de nos variables dont les résultats dans les tableaux 1 et 2 montrent que toutes les variables étaient stationnaires à la 1ère différence, ce qui nous a fait utiliser le modèle ARDL. Dans notre modèle ARDL, les valeurs statistiques étaient bonnes à long terme et certaines à court terme.

Les résultats étaient bons pour les analyses du graphe polynomial qui a confirmé la longueur de décalage appropriée (décalage 8) selon la méthode VAR. Les points à l'intérieur du cercle ont également confirmé la validation de bons résultats.

Dans certains pays de la région tels que le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, le Nigeria, le Libéria, le Mali et le Sénégal, la dette publique a un impact sur la croissance à court terme.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

À long terme, la dette publique a un impact positif sur la croissance économique (PIB) dans la CEDEAO, tout comme la littérature empirique a souligné l'impact positif de la dette publique sur la croissance économique.

La causalité de Granger nous a fait savoir qu'une augmentation ou une diminution du PIB provoque un changement de la dette publique et vice versa.

3.3. APPROCHE PERSPECTIVE.

Sur la base de l'analyse approfondie de l'impact de la dette publique sur la croissance économique dans les États de la CEDEAO, les approches perspectives suivantes sont formulées :

3.3.1. Approche perspective à long terme

Ces approches perspectives à long terme obligeront les États membres à adopter une approche plus prospective de la gestion de la dette :

- Il est tout aussi important que les États membres donnent la priorité à une croissance économique durable en tirant parti de la dette pour des investissements productifs à long terme.
- Il est nécessaire de mettre l'accent sur la discipline et la responsabilité budgétaires, telles que l'établissement d'objectifs budgétaires clairs et le respect de la discipline budgétaire afin d'assurer une saine gestion financière et de réduire le risque d'endettement.
- Pour renforcer la confiance des créanciers et des investisseurs, les États membres devront favoriser la transparence des transactions et des pratiques de gestion liées à la dette.
- La nécessité d'explorer les possibilités de réformes structurelles et de diversification à long terme afin de réduire la dépendance à l'égard d'une croissance tirée par la dette. En promouvant des secteurs comme l'agriculture, les services et l'industrie peuvent créer des sources passives de revenus et réduire les vulnérabilités aux chocs économiques extérieurs.

CHAPITRE 2 : LE LIEN ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

3.3.2. Approche perspective à court terme

À court terme, il est important que les États membres fassent preuve de prudence lorsqu'ils utilisent stratégiquement la dette, car la majorité d'entre eux sont très endettés :

- Les États membres doivent être conscients de l'impact à court terme de l'accumulation de la dette sur le PIB et veiller à ce qu'elle reste dans des limites viables.
- Les États membres ne devraient utiliser efficacement la dette pour stimuler l'économie à court terme que lorsque cela est nécessaire, en particulier en cas de crise ou de ralentissement économique.
- Il est également nécessaire de surveiller en permanence la dynamique de la dette et d'adopter des mesures pour atténuer les risques à court terme.
- L'exploration de mesures immédiates de diversification économique est importante pour réduire la dépendance à l'égard de la dette pour les gains à court terme.

Pour conclure, cette recherche a fourni des informations précieuses et une compréhension de la relation complexe entre la dette publique et la croissance économique dans les États de la CEDEAO. Les approches perspectives portent sur l'importance d'ajuster les besoins économiques à court terme en tenant compte de la viabilité à long terme de la gestion de la dette.

Cependant, il est important de reconnaître que les États membres individuels peuvent avoir des défis uniques et que, par conséquent, les approches politiques devraient également être formulées en conséquence tout en tenant compte du contexte régional plus large.

CHAPITRE 3 : L'ANALYSE DE L'IMPACT DE LA DETTE PUBLIQUE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE DES ÉTAT MEMBRES DE LA CEDEAO.

Conclusion du chapitre.

Dans ce chapitre, nous avons mené une analyse approfondie et empirique de l'impact de la dette publique sur la croissance économique dans les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de 2012 à 2022. L'étude a commencé par une exploration du paysage économique au sein de la CEDEAO sur son contexte historique et de création, ses objectifs et ses défis. Nous avons également examiné la dynamique de la croissance économique et de la dette publique en tenant compte des facteurs influençant la croissance économique.

En utilisant ces techniques statistiques avancées ; le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF), le modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag), le modèle de correction d'erreur (ECM) et le test de causalité Granger, nous avons examiné empiriquement et conclu sur la relation entre la dette publique et la croissance économique. Les résultats ont mis en lumière des informations significatives sur les effets à court et à long terme de la dette publique sur la croissance économique dans les États membres.

Dans une perspective à long terme, nos résultats ont conclu que la dette publique a un impact significatif sur la croissance économique, avec une variation en pourcentage ou en unité de la dette publique affectant positivement le PIB d'environ 7,1%. Cependant, cette relation positive n'a pas été observée et ne l'a pas été à court terme, ce qui suggère que la dette publique pourrait avoir un impact négatif sur le PIB.

En outre, une analyse transversale des différents États membres de la CEDEAO a été menée, révélant des tendances uniques et les impacts de la dette publique sur la croissance économique. Pour des pays comme le Bénin, le Nigéria et le Ghana, nos résultats indiquent d'importantes relations à court et à long terme entre la dette publique et le PIB. D'autre part, dans des pays comme la Guinée-Bissau et le Cap-Vert, la dette publique a eu des effets négatifs à court terme sur le PIB.

L'impact de la dette publique sur la croissance économique dans les États membres de la CEDEAO est multiforme avec des effets variables à court et à long terme. Les États de la région devraient examiner attentivement ces précieuses conclusions empiriques lorsqu'ils mettent en œuvre ou élaborent des stratégies de gestion de la dette et des politiques budgétaires pour assurer la stabilité financière et une croissance économique durable.

Ceci conclut l'analyse de l'impact de la dette publique sur la croissance économique dans l'espace CEDEAO, mettant en lumière l'interaction complexe entre ces facteurs économiques cruciaux.

CONCLUSION GÉNÉRALE

CONCLUSION GÉNÉRALE.

La nécessité de comprendre les conséquences que la dette publique pose sur la croissance économique des États membres de la CEDEAO attire de plus en plus l'attention des praticiens et universitaires. C'est un phénomène qu'il convient de mieux comprendre car il affecte directement la prospérité et le développement de ces pays. Il aide également les décideurs politiques à prendre des décisions éclairées en matière de politiques budgétaires et de gestion de la dette afin de promouvoir une croissance économique durable dans la région.

Pour répondre à nos questions et tester l'hypothèse de cette étude, nous avons discuté d'études théoriques où nous avons présenté d'abord des théories expliquant les facteurs et processus qui contribuent à la croissance économique, puis des théories expliquant le lien entre dette publique et croissance économique, dont certaines ont révélé un lien linéaire et autres un lien linéaire entre dette publique et croissance économique. Et nous avons mené une étude empirique dans laquelle nous avons analysé les données de la dette publique par rapport à la croissance économique de tous les États de la CEDEAO en utilisant des modèles ARDL et de causalité et avec les résultats obtenus, nous avons pu prouver notre hypothèse. Avant de présenter ces études, nous avons jugé nécessaire de comprendre d'abord les finances publiques, la dette publique et la croissance économique où nous avons présenté leurs notions. Nous avons également présenté l'évolution de la dette publique et de la croissance économique de trois États membres, le Nigeria, le Ghana et le Sénégal, où nous avons noté de fortes augmentations de la dette publique et de fortes diminutions de la croissance économique de ces États en 2020 attribuées à la pandémie de COVID-19.

Dans l'ensemble, l'impact de la dette publique sur la croissance économique des États de la CEDEAO varie à travers la région et est influencé par de multiples facteurs tels que les disparités dans les structures économiques, les cadres politiques et les systèmes de gouvernance. Certains pays ont connu une relation positive, dans laquelle des emprunts prudents et une utilisation efficace de la dette publique contribuent à la croissance économique en exploitant efficacement la dette publique pour investir dans les infrastructures essentielles, l'éducation, la santé et d'autres secteurs qui stimulent la productivité et améliorent la compétitivité. Tandis que d'autres ont été confrontés à des difficultés dues au fardeau élevé de la dette publique et à une mauvaise gestion. Ces pays pourraient subir un impact négatif sur la

CONCLUSION GÉNÉRALE

croissance économique dans la mesure où les ressources sont détournées vers le remboursement de la dette publique plutôt que vers des investissements productifs.

Il convient de noter que la plupart des pays de la CEDEAO contractent beaucoup de dettes publiques car ils ne disposent pas de fonds suffisants pour financer leurs budgets nationaux ou/et les urgences. Pour de tels montants de dette publique, une gestion efficace est nécessaire, associée à une gouvernance transparente et à des politiques budgétaires saines pour atténuer ses effets négatifs sur la croissance économique. Ces stratégies doivent être formulées en tenant compte des conditions d'emprunt, des taux d'intérêt et des échéances. En mettant en œuvre ces mesures, les pays de la CEDEAO peuvent éviter un fardeau excessif de la dette publique, réduire les coûts du service de la dette et maintenir la stabilité macroéconomique. Cette étude a également formulé des recommandations qui aideront les pays de la CEDEAO à utiliser efficacement leur dette publique pour promouvoir une croissance économique durable.

La dette publique n'affecte pas seulement la croissance économique de la région CEDEAO mais aussi d'autres régions, par exemple une étude de COULIBALY Abba Cheick, MWAMBIRA Gracious Lusayo (2019), "L'analyse de l'impact de la dette publique sur la croissance économique : Cas de la zone Euro" visait à comprendre la dette publique et à analyser son impact sur la croissance économique. Pour ce faire, ils ont étudié le cas de la zone euro et ont relevé qu'il existe un seuil au-delà duquel le ratio dette publique/PIB a un impact positif sur la croissance économique, dont le dépassement entraînera des effets négatifs, voire la faillite.

Il y a certaines limites à notre étude. Par exemple, la collecte de données sur la dette publique et la croissance économique des quinze États. Certaines sources faisant autorité que nous avons consultées manquaient de données certaines années et ne disposaient pas de données pour certains agrégats économiques tels que le data.worldbank.org et le imf.org qui nous a incités à utiliser des données pour des années (2012-2021) provenant des worlddata.info qui ne faisaient pas initialement partie de notre analyse prévue (2017-2023).

Si les impacts négatifs de la dette publique sur la croissance économique des États de la CEDEAO ne peuvent être combattus, la croissance économique de cette région continuera de ralentir. Des recherches et des études supplémentaires sont nécessaires pour gérer de manière appropriée et/ou dépenser la dette publique de manière productive afin de stimuler la

CONCLUSION GÉNÉRALE

croissance économique dans la région. Les futurs chercheurs intéressés par la même région pourraient également réfléchir aux différentes manières par lesquelles les États membres de la CEDEAO peuvent diversifier leurs économies afin de générer davantage de revenus pour financer des budgets nationaux déséquilibrés qui nécessitent généralement une dette publique.

Selon Adam Smith, un économiste classique, la dette publique n'était pas nécessairement mauvaise pour l'économie. Il a fait valoir que les emprunts publics peuvent être bénéfiques s'ils sont utilisés pour financer des biens publics qui bénéficieraient à la société dans son ensemble, tels que des projets d'infrastructures comme des routes, des ponts et des canaux. Selon Smith, de tels projets stimulent la croissance économique et profitent en fin de compte à tous les membres de la société.

RÉFÉRENCE BIBLIOGRAPHIE.

RÉFÉRENCE BIBLIOGRAPHIE.

Ouvrages :

1. ECOWAS Commission, Abuja- Nigeria, ‘‘Revised Treaty’’, Imprimé 1993 et réimprimé 2010, pp. 1-47
2. Gregory Mankiw, David Romer et David Weil, ‘‘A Contribution to the Empirics of Economic Growth’’, Quarterly Journal of Economics, vol. 107, no 2, 1992, p. 407-437
3. Hugh Dalton, principals of public finance, 1st edition, 2003
4. Jean-Pascal Bénassy, ‘‘Endogenous Growth’’, dans Macroeconomic Theory, Oxford University Press New York, 12 mai 2011, p. 180–204
5. Jim Manis, English Department of The Pennsylvania State University, ‘‘Adams Smith (Wealth of Nations) – 1776’’, Année 2005.
6. John Maynard Keynes, ‘‘The General Theory of Employment, Interest, and Money’’, ISN ETH Zurich, Palgrave Macmillan, Année 1936, p. 60.
7. Paul Krugman, Robin Wells, ‘‘Macroéconomie’’, 2eme édition, 2009, p. 332
8. Richard Salsman, ‘‘The Political Economy of Public Debt: Three Centuries of Theory and Evidence’’, pp. 94-152.
9. ROSTOW W.W (1960), The Stages of Economic Growth, Cambridge University Press. Traduction française, les étapes de la croissance économique, 1963, Editions du Seuil
10. Xavier Bradley, Christian Descamps, ‘‘Monnaie- Banque- Financement’’, 2eme Edition, DALLOZ, Paris, Années 2005, p. 23

Articles :

1. African Development Bank, ‘‘Debt Dynamics: The path to post-COVID recovery’’, WEST AFRICAN ECONOMIC OUTLOOK 2021, pp.46-47
2. Anja Baum, Cristina Checherita-Westphal, Philipp Rother, ‘‘Debt and Growth: New evidence for the euro area’’, Published in Journal of IMF Volume 32, February 2013, pp. 809-821
3. Asamino Mulugeta, The determinants of budget deficit in Ethiopia, ‘‘Methods of deficit financing’’, June 2018, pp. 9-11
4. Ayi Renaud Dossavi, ‘‘Less than a year after GDP rebasing, Togo’s debt rose 8%’’, Togo first, 20 April 2021

RÉFÉRENCE BIBLIOGRAPHIE.

5. Ayi Renaud Dossavi, "Togo: Public debt to GDP ratio grows for a third consecutive year", Togo first, 11 April 2023
6. Bevans R. "Akaike Information Criterion/ When & How to use it", Scribbr, Article, June 2023
7. Brian W. Sloboda & Yaya Sissoko, "Determinants of Economic Growth in ECOWAS Countries: An Empirical Investigation", African Journal of Economic Review, 2020, Vol. 8 No. 2
8. Ezekiel K. Duramany-Lakkoh, Abubakarr Jalloh, Mohamed Sajor Jalloh, "Linking Foreign Direct Investment and Economic Development in Sierra Leone", Journal of Mathematical Finance, 12, 105-125. 2022
9. Fabian, "Pros and Cons of Economic Intergration", Skyline E-learning, published by Astra WordPress Theme
10. Lakhal Nabile, "Les mécanisme de financement des dépenses publiques", Annales de l'université de Béchar des Sciences Économique Vol : 04, N° 2, ISSN 2676- 1513, p.379
11. M. Nautet; L. Van Meensel, "Economic impact of the public debt", article paru dans Economic Review, National Bank of Belgium, issue ii, September, Année 2011, pp. 7-19
12. Massa Coulibaly, Amadou Diarra ; Sikoro Keita, "L'endettement des pays les plus pauvres : le cas du Mali", Published in Canadian journal of development studies. – Abingdon : Taylor & Francis, Vol. 22.2001, 2, pp. 455-493
13. Ministère de l'économie des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, "Grands noms et courants de l'économie", Article par Faciléco
14. Mouslim Sidi Mohamed, World Bank, "Niger: Strong Agricultural Season Boosts Economic Rebound in 2022", Publié par World Bank, Juin 19 2023
15. National debt, article by Wallstreetmojo Team
16. Nicholson, J.S., "Adam Smith on Public Debts", The Economic Journal, 30(117), Publie par Oxford University Press, Année 1920, pp. 1-12
17. Nigerian Economic Summit Group- Open Initiative Society for West Africa, "Debt management restructuring and sustainability in ECOWAS report", public debt risk exposure, 2022, p.19
18. Oxford University Press. "Overview: Economic Growth."
19. Pallavi Padav, "Granger Causality in Time Series- Explained using chicken and egg problem", Analytics Vidhya, Publication, Updated August 2023

RÉFÉRENCE BIBLIOGRAPHIE.

20. Paul Boyce, Macroeconomics, Fiscal Policy, “Budget deficit: Definition, causes & effects”, Publie le 01 Mars, Année 2023
21. Pierre Yared, “Rising Government Debt: Causes and Solutions for a Decades-Old Trend”, Article publié par JOURNAL OF ECONOMIC PERSPECTIVES, Vol. 33, NO. 2, Spring 2019, pp. 40-115.
22. Prasun Biswas, Chandan Durgia, “Error Correction Model (ECM): An intuitive guide for Time Series Modelling”, Medium Learning Platform, Publication, 2020
23. Priya Chetty, Guest, “Auto Regressive Distributed Lag model (ARDL) and its advantages,” Project Guru, Publication, 2018
24. Servan Ahouguon, Ecofin Herbo, “William Tubman, l’homme l’origine de l’idée de création de la CEDEAO”, Article, 29 Mai Année 2020.
25. Tejvan Pettinger, Benefits of economic growth, 14 December 2019.
26. The African Forum and Network on Debt and Development, “West Africa region debt advocacy meetings and debt training sessions”, 2021, Concept note, pp. 1-2.
27. The world bank, “Liberia Economic Update: Prospects for Inclusive and Sustainable Growth”, Press release, MONROVIA, 27 September 2022.
28. Vie Publique, “Définition du déficit budgétaire”, Publication, 22 Août 2022.
29. World Bank and IMF Guidelines for Public Debt Management of 2001, revised in 2014.

Revue scientifique :

1. Aasim M. Husain, ‘Distortionary Taxation and the Debt Laffer Curve’, Eisbn : 9781451926545, 01 Janvier 1992.
2. Carmen M. Reinhart, Kenneth S. Rogoff, “Growth in a time of debt”, American Economic Review, Année 2010, pp. 573-578.
3. Joël Kazadi, HAL Open Sauce, “Examen de la loi de Wagner : Le cas des pays de la CEEAC”, Congo- Kinshasa, Aug 2020, p.2.
4. Mouslim Sidi Mohamed, World Bank, “Niger: Strong Agricultural Season Boosts Economic Rebound in 2022”, Publié par World Bank, Juin 19 2023.
5. Nigerian Economic Summit Group- Open Initiative Society for West Africa, “Debt management restructuring and sustainability in ECOWAS final report”, Review of Public Debt Strategy in ECOWAS, pp.33-38
6. THE INVESTOPEDIA TEAM, Publication, Reviewed by Michael J. Boyle, “Ricardian Equivalence”, 21 Novembre 2021

RÉFÉRENCE BIBLIOGRAPHIE.

Cours :

1. Annache Sabrina, Cours de Croissance Economique, UMMTO, chapitre 1, p.3
2. Cours finances publiques, univ-bejaia, e-learning, pp. 5-6
3. Gaspard Muheme, Cours de Finances Publiques (Eco Po-Lubumbashi) : Définition de la finance publique, Années 2018-2019
4. LIOUAEDDINE Mariem, Licence “Économie”, “Croissance Économique” – Printemps/Été, Année 2018, p. 5
5. Sheila, Scribd, “Classical Economics (1776-1890)”, Année 2017, p. 6.
6. Youness Senhaji, “Les théories de la croissance économique”, Année 2020, pp. 2-3.

Site web :

1. <https://cepr.org/voxeu/columns/public-debt-through-ages>
2. <https://ecowas.int>
3. https://au.int/en/member_states/countryprofiles2
4. <https://study.com/learn/lesson/cobb-douglas-production-function.html>
5. <https://studyhq.net/public-debt/>
6. <https://www.afdb.org>
7. <https://www.data.worldbank.org>
8. <https://www.imf.org>
9. <https://www.lenouveleconomiste.fr>
10. <https://www.parl.ecowas.int>
11. <https://www.scribbr.com>
12. <https://www.worldbank.org>
13. <https://www.worlddata.info>
14. <https://analysisproject.blogspot.com/2017/01/sources-of-public-debt.html>
15. <https://www.theeconomicstudy.in/2021/03/What-is-Public-Debt.html>

ANNEXES.

Annexe 1 : Le principaux agrégats économique de la CEDEAO - (2017-2023).

BENIN				BURKINA FASO				CAP- VERT			
Année	PIB (% annuel)	IDE net (% du PIB)	Inflation (% annuel)	Année	PIB (% annuel)	IDE net (% du PIB)	Inflation (% annuel)	Année	PIB (% annuel)	IDE net (% du PIB)	Inflation (% annuel)
2017	5,7	1,33	3	2017	6,2	-0,05	1,6	2017	4,5	5,38	0,3
2018	6,6	1,29	-0,1	2018	6,6	1,26	0,3	2018	3,7	4,27	1
2019	6,8	1,33	0,3	2019	5,6	0,91	-2,6	2019	7,6	4,32	1,9
2020	3,8	0,97	1,2	2020	1,9	-0,51	2,3	2020	-19,3	3,33	-0,9
2021	7,1	1,71	1,7	2021	6,9	0,54	8,2	2021	6,8	3,45	5,4
2022	6,2	1,64	1,5	2022	1,4	0,47	9,6	2022	17,7	5,26	7,6
2023	6	1,61	2	2023	4,9	0,4	2,7	2023	4,4	2,65	4,5

CÔTE D'IVOIRE				LA GAMBIE				GHANA			
Année	PIB (% annuel)	IDE net (% du PIB)	Inflation (% annuel)	Année	PIB (% annuel)	IDE net (% du PIB)	Inflation (% annuel)	Année	PIB (% annuel)	IDE net (% du PIB)	Inflation (% annuel)
2017	7,4	0,57	0,8	2017	4,8	5,56	6,9	2017	8,1	5,36	11,8
2018	4,8	0,81	0,6	2018	7,2	5,46	6,4	2018	6,2	4,32	9,4
2019	6,5	1,24	1,6	2019	6,2	5,17	7,7	2019	6,5	4,82	7,8
2020	1,7	1,13	2,3	2020	0,5	3,79	5,7	2020	0,5	1,9	10,5
2021	6,9	1,54	5,6	2021	4,2	4,88	7,6	2021	5,4	3,05	12,6
2022	6,7	1,4	5,1	2022	4,9	4,67	13,7	2022	3,2	2,02	54,1
2023	6,2	1,8	4,6	2023	5,6	4,75	10,4	2023	1,6	2,12	29,4

GUINÉE				GUINÉE- BISSAU				LIÉRIA			
Année	PIB (% annuel)	IDE net (% du PIB)	Inflation (% annuel)	Année	PIB (% annuel)	IDE net (% du PIB)	Inflation (% annuel)	Année	PIB (% annuel)	IDE net (% du PIB)	Inflation (% annuel)
2017	10,3	12,65	9,5	2017	5,9	0,97	-0,5	2017	2,5	7,83	13,9
2018	6,4	15,38	9,9	2018	1,3	1,35	2,4	2018	1,2	9,32	28,5
2019	5,6	14,48	9,1	2019	4,5	4,79	-0,1	2019	-2,5	9,63	20,3
2020	4,9	7,23	10,6	2020	-2,4	1,36	1,5	2020	-3	7,31	13,1
2021	3,9	3,93	12,5	2021	3,8	1,02	5,8	2021	5	7,26	5,5
2022	4,7	4,77	8,6	2022	3,5	1,28	9,5	2022	4,8	7,42	9,2
2023	5,6	3,52	7,5	2023	4,5	1,28	5	2023	4,3	8,6	6,3

MALI				NIGER				NIGÉRIA			
Année	PIB (% annuel)	IDE net (% du PIB)	Inflation (% annuel)	Année	PIB (% annuel)	IDE net (% du PIB)	Inflation (% annuel)	Année	PIB (% annuel)	IDE net (% du PIB)	Inflation (% annuel)
2017	5,3	3,57	1,7	2017	5	2,77	1,7	2017	0,8	0,56	15,4
2018	4,7	2,74	0,8	2018	7,2	3,34	1,6	2018	1,9	0,05	11,4
2019	4,8	4,97	-3,3	2019	5,9	5,31	-2,3	2019	2,2	0,45	12
2020	-1,2	3,04	0,7	2020	3,6	2,52	3,1	2020	-1,7	0,21	15,8
2021	3,1	2,97	8,8	2021	1,4	3,72	4,9	2021	3,6	0,34	15,6
2022	3,7	2,56	8,3	2022	11,5	6,25	3,1	2022	3,2	-0,38	21,3
2023	5	3,15	3	2023	6,1	3,94	3	2023	3,2	0,07	18,1

SÉNÉGAL				SIERRA LEONE				TOGO			
Année	PIB (% annuel)	IDE net (% du PIB)	Inflation (% annuel)	Année	PIB (% annuel)	IDE net (% du PIB)	Inflation (% annuel)	Année	PIB (% annuel)	IDE net (% du PIB)	Inflation (% annuel)
2017	7,4	2,41	-0,8	2017	3,8	11,4	15,3	2017	4,3	1,89	-0,7
2018	6,2	3,44	1,1	2018	3,5	6,13	14,2	2018	5,1	-3,53	2
2019	4,6	4,25	0,6	2019	5,3	7,4	13,9	2019	4,9	4,19	-0,3
2020	1,3	7,13	2,4	2020	-2	4,25	10,4	2020	2	0,7	3,5
2021	6,5	9,64	3,8	2021	4,1	5,12	17,9	2021	6	0,31	6,2
2022	4,2	8,3	12,8	2022	3,5	2,33	37,1	2022	5,8	0,35	7,7
2023	8,3	6,12	-0,8	2023	3,1	-4,06	30	2023	5,5	0,38	3,7

Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque Mondiale et la FMI.

Annexe 2 : La croissance en % et dette publique en % du PIB de trois États Membres- (2016-2022).

GHANA			NIGERIA			SENEGAL		
Année	PIB (% annuel)	DETTE PUBLIQUE (%)	Année	PIB (% annuel)	DETTE PUBLIQUE (%)	Année	PIB (% annuel)	DETTE PUBLIQUE (%)
2016	3,4	55,9	2016	-1,6	23,4	2016	6,4	47,5
2017	8,1	56,9	2017	0,8	25,3	2017	7,4	61,1
2018	6,2	61,9	2018	1,9	27,6	2018	6,2	61,5
2019	6,5	62,6	2019	2,2	29,1	2019	4,6	63,5
2020	0,5	79	2020	-1,7	34,4	2020	1,3	69,1
2021	5,4	82	2021	3,6	36,6	2021	6,5	73,1
2022	3,2	93,5	2022	3,2	38	2022	4,2	75

Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque Mondiale et la WorldData.

Annexe 3 : Croissance économique et dette publique en dollar (2012-2021).

BENIN			BURKINA FASO			CAP- VERT		
ANNÉE	Croissance Économique (PIB annuel en USD \$)	DETTE PUBLIQUE (EN USD \$)	ANNÉE	Croissance Économique (PIB annuel en USD \$)	DETTE PUBLIQUE (EN USD \$)	ANNÉE	Croissance Économique (PIB annuel en USD \$)	DETTE PUBLIQUE (EN USD \$)
2012	9814543622,52939 USD	2.18 bn USD	2012	10315931044,178 USD	2.92 bn USD	2012	1710821587,48707 USD	1.59 bn USD
2013	10520350022,2063 USD	2.32 bn USD	2013	10913490102,4739 USD	3.20 bn USD	2013	1721636319,0816 USD	1.90 bn USD
2014	11189200116,5961 USD	2.96 bn USD	2014	11385699970,3649 USD	3.47 bn USD	2014	1733630388,42408 USD	2.16 bn USD
2015	11388160997,1088 USD	3.52 bn USD	2015	11832159315,9778 USD	3.68 bn USD	2015	1749857628,40716 USD	2.22 bn USD
2016	11768488383,6731 USD	4.25 bn USD	2016	12537116612,0228 USD	4.29 bn USD	2016	1824764043,35119 USD	2.37 bn USD
2017	12435944730,2686 USD	5.03 bn USD	2017	13314855313,5218 USD	4.70 bn USD	2017	1907814799,50922 USD	2.54 bn USD
2018	13268812215,2663 USD	5.86 bn USD	2018	14194244129,024 USD	6.01 bn USD	2018	1978536818,43833 USD	2.53 bn USD
2019	14179807375,1013 USD	5.93 bn USD	2019	15001629079,6751 USD	6.88 bn USD	2019	2129619506,14497 USD	2.58 bn USD
2020	14725558723,7316 USD	7.22 bn USD	2020	15291209259,6414 USD	8.32 bn USD	2020	1718542827,56345 USD	2.73 bn USD
2021	15779238957,7758 USD	8.83 bn USD	2021	16347272417,1034 USD	10.34 bn USD	2021	1835595811,60302 USD	2.98 bn USD

CÔTE D'IVOIRE			THE GAMBIA			GHANA		
ANNÉE	Croissance Économique (PIB annuel en USD \$)	DETTE PUBLIQUE (EN USD \$)	ANNÉE	Croissance Économique (PIB annuel en USD \$)	DETTE PUBLIQUE (EN USD \$)	ANNÉE	Croissance Économique (PIB annuel en USD \$)	DETTE PUBLIQUE (EN USD \$)
2012	35281210701,642 USD	8.96 bn USD	2012	1305822855,01047 USD	700.31 M USD	2012	43831337693,6728 USD	14.59 bn USD
2013	39077544168,5857 USD	10.53 bn USD	2013	1343336126,44617 USD	801.21 M USD	2013	47036515227,7126 USD	26.97 bn USD
2014	42739891585,4051 USD	13.05 bn USD	2014	1324430248,95208 USD	873.97 M USD	2014	48379991067,0674 USD	27.45 bn USD
2015	45815005170,6127 USD	13.37 bn USD	2015	1378176605,93705 USD	956.03 M USD	2015	49406014245,4296 USD	26.63 bn USD
2016	49101205370,3543 USD	15.20 bn USD	2016	1404959534,06856 USD	1,201.74 M USD	2016	51072709214,276 USD	31.42 bn USD
2017	52739979048,6168 USD	17.42 bn USD	2017	1472715270,60632 USD	1,308.96 M USD	2017	55224356059,1882 USD	34.42 bn USD
2018	55294253265,3702 USD	20.85 bn USD	2018	1579264605,34593 USD	1,396.61 M USD	2018	58648309033,8405 USD	41.71 bn USD
2019	58898491241,329 USD	22.99 bn USD	2019	1677527288,62681 USD	1,504.70 M USD	2019	62465008906,2023 USD	42.84 bn USD
2020	59921923457,6817 USD	29.97 bn USD	2020	1687449649,28965 USD	1,556.44 M USD	2020	62786042616,5329 USD	53.38 bn USD
2021	64116458096,7324 USD	37.44 bn USD	2021	1759427680,64674 USD	1,707.78 M USD	2021	66149163097,005 USD	65.01 bn USD

GUINEA			GUINEA BISSAU			LIBERIA		
ANNÉE	Croissance Économique (PIB annuel en USD \$)	DETTE PUBLIQUE (EN USD \$)	ANNÉE	Croissance Économique (PIB annuel en USD \$)	DETTE PUBLIQUE (EN USD \$)	ANNÉE	Croissance Économique (PIB annuel en USD \$)	DETTE PUBLIQUE (EN USD \$)
2012	7858142732,74118 USD	2.08 bn USD	2012	947365808,626892 USD	460,81m	2012	2949005327,42991 USD	0,57 bn USD
2013	8168200455,7653 USD	2.85 bn USD	2013	978211132,396803 USD	511,08m	2013	3205193907,94462 USD	0,6 bn USD
2014	8470142324,28636 USD	3.09 bn USD	2014	987646573,041633 USD	616,52m	2014	3227674916,86578 USD	0,78 bn USD
2015	8794202394,72245 USD	3.90 bn USD	2015	1048229632,99726 USD	575,19m	2015	3227075700 USD	0,80 bn USD
2016	9745790250,76895 USD	3.70 bn USD	2016	1113878217,54975 USD	680,39m	2016	3176896008,31 USD	0,97 bn USD
2017	10749607167,2839 USD	4.32 bn USD	2017	1179810636,64351 USD	684,01m	2017	3254893758,73415 USD	1,08 bn USD
2018	11433120071,2395 USD	4.66 bn USD	2018	1194956298,81312 USD	871,69m	2018	3292571599,13518 USD	1,27 bn USD
2019	12075308646,7702 USD	5.19 bn USD	2019	1248729332,15829 USD	921,22m	2019	3211334057,92828 USD	1,61 bn USD
2020	12669445997,4837 USD	6.73 bn USD	2020	1218759828,19627 USD	1095,50m	2020	3115556299,79146 USD	1,78 bn USD
2021	13163554391,3855 USD	6.85 bn USD	2021	1265072731,28409 USD	1286,59m	2021	3270920145,66908 USD	1,87 bn USD

MALI			NIGER			NIGERIA		
ANNÉE	Croissance Économique (PIB annuel en USD \$)	DETTE PUBLIQUE (EN USD \$)	ANNÉE	Croissance Économique (PIB annuel en USD \$)	DETTE PUBLIQUE (EN USD \$)	ANNÉE	Croissance Économique (PIB annuel en USD \$)	DETTE PUBLIQUE (EN USD \$)
2012	11267770191,0038 USD	3,16 bn USD	2012	8259606009,59495 USD	1,71 bn USD	2012	423525401317,249 USD	80.06 bn USD
2013	11526373211,6055 USD	3,49 bn USD	2013	8698614858,85428 USD	2,00 bn USD	2013	451780201313,18 USD	93.04 bn USD
2014	12342980316,5419 USD	3,87 bn USD	2014	9276388744,86769 USD	2,40 bn USD	2014	480286260958,304 USD	95.89 bn USD
2015	13104764378,7114 USD	4,02 bn USD	2015	9683867926,72766 USD	2,89 bn USD	2015	493026782401,561 USD	100.22 bn USD
2016	13871694399,5319 USD	5,05 bn USD	2016	10239808437,2445 USD	3,41 bn USD	2016	485055185442,129 USD	94.73 bn USD
2017	14607651054,0587 USD	5,53 bn USD	2017	10751938114,8764 USD	4,08 bn USD	2017	488964180279,005 USD	95.22 bn USD
2018	15301000921,9183 USD	6,41 bn USD	2018	11527239191,9086 USD	5,05 bn USD	2018	498365774952,982 USD	116.78 bn USD
2019	16028741130,9536 USD	7,04 bn USD	2019	12212118219,6438 USD	5,14 bn USD	2019	509371830634,38 USD	138.42 bn USD
2020	15830713976,9904 USD	8,27 bn USD	2020	12645676199,7627 USD	6,18 bn USD	2020	500232410862,672 USD	149.05 bn USD
2021	16313964499,9883 USD	10,03 bn USD	2021	12821088063,9966 USD	7,64 bn USD	2021	518476820025,41 USD	92.6 bn USD

SENEGAL			SIERRA LEONE			TOGO		
ANNÉE	Croissance Économique (PIB annuel en USD \$)	DETTE PUBLIQUE (EN USD \$)	ANNÉE	Croissance Économique (PIB annuel en USD \$)	DETTE PUBLIQUE (EN USD \$)	ANNÉE	Croissance Économique (PIB annuel en USD \$)	DETTE PUBLIQUE (EN USD \$)
2012	15361066999,342 USD	6.09 bn USD	2012	4224244207,26028 USD	1,38 bn USD	2012	4780389601,84216 USD	1.38 bn USD
2013	15731635117,8792 USD	6.97 bn USD	2013	5114673242,01552 USD	1,51 bn USD	2013	5072583414,70717 USD	1.83 bn USD
2014	16710783797,9163 USD	8.89 bn USD	2014	5347864162,48841 USD	1,76 bn USD	2014	5372910208,7259 USD	2.13 bn USD
2015	17774766696,6987 USD	7.91 bn USD	2015	4252029353,82191 USD	2,03 bn USD	2015	5681469374,10362 USD	3.03 bn USD
2016	18904543056,4217 USD	9.05 bn USD	2016	4521894085,09341 USD	2,35 bn USD	2016	5997306762,3193 USD	3.63 bn USD
2017	20304894471,9095 USD	12.84 bn USD	2017	4691637090,59349 USD	2,57 bn USD	2017	6258054561,41901 USD	3.62 bn USD
2018	21565674311,3476 USD	14.22 bn USD	2018	4854573078,03945 USD	2,82 bn USD	2018	6579622962,09683 USD	4.01 bn USD
2019	22560634320,7906 USD	14.88 bn USD	2019	5109620032,14241 USD	2,95 bn USD	2019	6903532926,16514 USD	3.66 bn USD
2020	22863414676,9575 USD	16.97 bn USD	2020	5009037831,62026 USD	3,10 bn USD	2020	7039928989,13103 USD	4.45 bn USD
2021	24358607399,4307 USD	20.17 bn USD	2021	5214643811,94487 USD	3,37 bn USD	2021	7461731406,54581 USD	5.31 bn USD

Source : Établir par nous-même sur la base de données collecté de la Banque Mondiale, AfDB et la FMI.

Annexe 4 : Données brute et nettoyées sur Excel avant l'analyse sur E-Views.

DONNÉES BRUTES				NETTOYAGE DES DONNÉES				DONNÉES NETTOYÉES				
Pays	id	Années	GDP (\$)	DETE PUBLIQUE (\$)	PIB	DP	PIB (reduit les nombres)	Pays	id	Année	PIB	DETE PUBLIQUE
Benin	1	2012	981454362,52939 USD	2,18 bn USD	981,238	981,218	9,81	Benin	1	2012	9,81	2,18
Benin	1	2013	1052035022,20882 USD	2,32 bn USD	1052,205	1052,205	10,52	Benin	1	2013	10,52	2,32
Benin	1	2014	11189200116,5961 USD	2,96 bn USD	111,296	111,296	1,11	Benin	1	2014	1,11	2,96
Benin	1	2015	11388160997,1088 USD	3,52 bn USD	113,352	113,352	1,13	Benin	1	2015	1,13	3,52
Benin	1	2016	1176848883,6731 USD	4,25 bn USD	117,425	117,425	1,17	Benin	1	2016	1,17	4,25
Benin	1	2017	124394886,2688 USD	5,03 bn USD	124,503	124,503	1,24	Benin	1	2017	1,24	5,03
Benin	1	2018	132688122,2663 USD	5,86 bn USD	132,586	132,586	1,32	Benin	1	2018	1,32	5,86
Benin	1	2019	14179807375,1033 USD	5,93 bn USD	141,593	141,593	1,41	Benin	1	2019	1,41	5,93
Benin	1	2020	147220945,65316 USD	7,23 bn USD	147,221	147,221	1,47	Benin	1	2020	1,47	7,23
Benin	1	2021	15779238957,7758 USD	8,83 bn USD	157,883	157,883	1,57	Benin	1	2021	1,57	8,83
Burkina Faso	2	2012	10315931044,178 USD	2,92 bn USD	103,292	103,292	1,03	Burkina Faso	2	2012	1,03	2,92
Burkina Faso	2	2013	10913490102,499 USD	3,20 bn USD	109,320	109,32	1,09	Burkina Faso	2	2013	1,09	3,20
Burkina Faso	2	2014	11385699970,3649 USD	3,47 bn USD	113,347	113,347	1,13	Burkina Faso	2	2014	1,13	3,47
Burkina Faso	2	2015	11832159315,9778 USD	3,68 bn USD	118,368	118,368	1,18	Burkina Faso	2	2015	1,18	3,68
Burkina Faso	2	2016	12537116612,0228 USD	4,29 bn USD	125,429	125,429	1,25	Burkina Faso	2	2016	1,25	4,29
Burkina Faso	2	2017	131148503,52818 USD	4,98 bn USD	131,470	131,47	1,31	Burkina Faso	2	2017	1,31	4,98
Burkina Faso	2	2018	14194244129,024 USD	6,01 bn USD	141,601	141,601	1,41	Burkina Faso	2	2018	1,41	6,01
Burkina Faso	2	2019	15001629079,6751 USD	6,88 bn USD	150,688	150,688	1,50	Burkina Faso	2	2019	1,50	6,88
Burkina Faso	2	2020	15291209259,58 USD	8,32 bn USD	152,832	152,832	1,52	Burkina Faso	2	2020	1,52	8,32
Burkina Faso	2	2021	16347272417,1034 USD	10,34 bn USD	163,103	163,103	1,63	Burkina Faso	2	2021	1,63	10,34
Cape Verde	3	2012	1710821587,48707 USD	1,59 bn USD	171,159	171,159	1,71	Cape Verde	3	2012	1,71	1,59
Cape Verde	3	2013	1721636319,0816 USD	1,90 bn USD	172,190	172,19	1,72	Cape Verde	3	2013	1,72	1,90
Cape Verde	3	2014	173630388,42608 USD	2,16 bn USD	173,216	173,216	1,73	Cape Verde	3	2014	1,73	2,16
Cape Verde	3	2015	1749857628,40716 USD	2,22 bn USD	174,222	174,222	1,74	Cape Verde	3	2015	1,74	2,22
Cape Verde	3	2016	1824764043,35119 USD	2,37 bn USD	182,237	182,237	1,82	Cape Verde	3	2016	1,82	2,37
Cape Verde	3	2017	190781479,76093 USD	2,53 bn USD	190,253	190,253	1,90	Cape Verde	3	2017	1,90	2,53
Cape Verde	3	2018	1978536818,43833 USD	2,53 bn USD	197,253	197,253	1,97	Cape Verde	3	2018	1,97	2,53
Cape Verde	3	2019	2129619506,14497 USD	2,58 bn USD	212,258	212,258	2,12	Cape Verde	3	2019	2,12	2,58
Cape Verde	3	2020	218642827,56345 USD	2,73 bn USD	218,273	218,273	2,18	Cape Verde	3	2020	2,18	2,73
Cape Verde	3	2021	183595811,60902 USD	2,98 bn USD	183,298	183,298	1,83	Cape Verde	3	2021	1,83	2,98
CÔTE D'IVOIRE	4	2012	35281210701,642 USD	8,96 bn USD	352,896	352,896	3,52	CÔTE D'IVOIRE	4	2012	3,52	8,96
CÔTE D'IVOIRE	4	2013	3907544168,5857 USD	10,53 bn USD	390,105	390,105	3,90	CÔTE D'IVOIRE	4	2013	3,90	10,53
CÔTE D'IVOIRE	4	2014	4273989155,29218 USD	11,67 bn USD	427,130	427,130	4,27	CÔTE D'IVOIRE	4	2014	4,27	11,67
CÔTE D'IVOIRE	4	2015	45815005170,6127 USD	13,37 bn USD	458,133	458,133	4,58	CÔTE D'IVOIRE	4	2015	4,58	13,37
CÔTE D'IVOIRE	4	2016	4910205370,3543 USD	15,20 bn USD	491,152	491,152	4,91	CÔTE D'IVOIRE	4	2016	4,91	15,20
CÔTE D'IVOIRE	4	2017	5279979026,6168 USD	17,42 bn USD	527,142	527,142	5,27	CÔTE D'IVOIRE	4	2017	5,27	17,42
CÔTE D'IVOIRE	4	2018	55294523265,3702 USD	20,85 bn USD	552,208	552,208	5,52	CÔTE D'IVOIRE	4	2018	5,52	20,85
CÔTE D'IVOIRE	4	2019	5889841241,329 USD	22,99 bn USD	588,229	588,229	5,88	CÔTE D'IVOIRE	4	2019	5,88	22,99
CÔTE D'IVOIRE	4	2020	59921923457,6817 USD	29,97 bn USD	599,299	599,299	5,99	CÔTE D'IVOIRE	4	2020	5,99	29,97
CÔTE D'IVOIRE	4	2021	6411648606,704 USD	37,44 bn USD	641,374	641,374	6,41	CÔTE D'IVOIRE	4	2021	6,41	37,44
THE GAMBIA	5	2012	130582285,01047 USD	700,31 M USD	130,700	130,700	1,30	THE GAMBIA	5	2012	1,30	700,31
THE GAMBIA	5	2013	134336126,44617 USD	801,21 M USD	134,801	134,801	1,34	THE GAMBIA	5	2013	1,34	801,21
THE GAMBIA	5	2014	132430204,78282 USD	873,97 M USD	132,874	132,874	1,32	THE GAMBIA	5	2014	1,32	873,97
THE GAMBIA	5	2015	137817665,93705 USD	956,03 M USD	137,956	137,956	1,37	THE GAMBIA	5	2015	1,37	956,03
THE GAMBIA	5	2016	1404959534,06856 USD	1,201,74 M USD	140,120	140,120	1,40	THE GAMBIA	5	2016	1,40	1,201,74
THE GAMBIA	5	2017	1472715270,60632 USD	1,308,96 M USD	147,130	147,130	1,47	THE GAMBIA	5	2017	1,47	1,308,96
THE GAMBIA	5	2018	1579264605,9493 USD	1,396,61 M USD	157,139	157,139	1,57	THE GAMBIA	5	2018	1,57	1,396,61
THE GAMBIA	5	2019	1677527288,62681 USD	1,504,70 M USD	167,150	167,150	1,67	THE GAMBIA	5	2019	1,67	1,504,70
THE GAMBIA	5	2020	1687449649,8965 USD	1,556,44 M USD	168,156	168,156	1,68	THE GAMBIA	5	2020	1,68	1,556,44
THE GAMBIA	5	2021	175927688,67278 USD	1,707,78 M USD	175,177	175,177	1,75	THE GAMBIA	5	2021	1,75	1,707,78
GHANA	6	2012	43831337693,6728 USD	14,59 bn USD	438,145	438,145	4,38	GHANA	6	2012	4,38	14,59
GHANA	6	2013	47036515227,7126 USD	26,97 bn USD	470,269	470,269	4,70	GHANA	6	2013	4,70	26,97
GHANA	6	2014	48379991036,0674 USD	31,45 bn USD	483,314	483,314	4,83	GHANA	6	2014	4,83	31,45
GHANA	6	2015	49460142425,4296 USD	26,63 bn USD	494,266	494,266	4,94	GHANA	6	2015	4,94	26,63
GHANA	6	2016	51072709214,276 USD	31,42 bn USD	510,314	510,314	5,10	GHANA	6	2016	5,10	31,42
GHANA	6	2017	55224356059,1882 USD	34,42 bn USD	552,344	552,344	5,52	GHANA	6	2017	5,52	34,42
GHANA	6	2018	5864630903,89405 USD	40,51 bn USD	586,411	586,411	5,86	GHANA	6	2018	5,86	40,51
GHANA	6	2019	6246500896,2023 USD	42,84 bn USD	624,428	624,428	6,24	GHANA	6	2019	6,24	42,84
GHANA	6	2020	62786042616,5329 USD	53,38 bn USD	627,533	627,533	6,27	GHANA	6	2020	6,27	53,38
GHANA	6	2021	6619313097,055 USD	65,01 bn USD	661,651	661,651	6,61	GHANA	6	2021	6,61	65,01
NIGERIA	7	2012	4232524501317,249 USD	80,06 bn USD	423,800	423,800	4,23	NIGERIA	7	2012	4,23	80,06
NIGERIA	7	2013	451780201313,18 USD	93,04 bn USD	451,930	451,930	4,51	NIGERIA	7	2013	4,51	93,04
NIGERIA	7	2014	480286260958,304 USD	95,89 bn USD	480,958	480,958	4,80	NIGERIA	7	2014	4,80	95,89
NIGERIA	7	2015	493026782901,561 USD	109,22 bn USD	493,109	493,109	4,93	NIGERIA	7	2015	4,93	109,22
NIGERIA	7	2016	485055185442,129 USD	94,73 bn USD	485,947	485,947	4,85	NIGERIA	7	2016	4,85	94,73
NIGERIA	7	2017	488964180279,005 USD	95,22 bn USD	488,952	488,952	4,88	NIGERIA	7	2017	4,88	95,22
NIGERIA	7	2018	498365774079,005 USD	116,78 bn USD	498,116	498,116	4,98	NIGERIA	7	2018	4,98	116,78
NIGERIA	7	2019	5093271830634,38 USD	138,42 bn USD	509,138	509,138	5,09	NIGERIA	7	2019	5,09	138,42
NIGERIA	7	2020	500232410862,672 USD	149,05 bn USD	500,149	500,149	5,00	NIGERIA	7	2020	5,00	149,05
NIGERIA	7	2021	518476820025,41 USD	92,2 bn USD	518,92	518,92	5,18	NIGERIA	7	2021	5,18	92,2
GUINEA BISSAU	8	2012	94786598,62682 USD	460,81M	947,866	947,866	9,47	GUINEA BISSAU	8	2012	9,47	460,81
GUINEA BISSAU	8	2013	978211132,396803 USD	511,08M	978,511	978,511	9,78	GUINEA BISSAU	8	2013	9,78	511,08
GUINEA BISSAU	8	2014	987646573,041633 USD	616,52M	987,616	987,616	9,87	GUINEA BISSAU	8	2014	9,87	616,52
GUINEA BISSAU	8	2015	10482298,28972 USD	675,19M	104,675	104,675	1,04	GUINEA BISSAU	8	2015	1,04	675,19
GUINEA BISSAU	8	2016	111388721,54975 USD	680,39M	111,680	111,680	1,11	GUINEA BISSAU	8	2016	1,11	680,39
GUINEA BISSAU	8	2017	1179810636,64351 USD	684,01M	117,684	117,684	1,17	GUINEA BISSAU	8	2017	1,17	684,01
GUINEA BISSAU	8	2018	119495289,1712 USD	712,69M	119,712	119,712	1,19	GUINEA BISSAU	8	2018	1,19	712,69
GUINEA BISSAU	8	2019	124872932,15829 USD	921,22M	124,921	124,921	1,24	GUINEA BISSAU	8	2019	1,24	921,22
GUINEA BISSAU	8	2020	1218759828,19627 USD	1095,50M	121,1095	121,1095	1,21	GUINEA BISSAU	8	2020	1,21	1095,50
GUINEA BISSAU	8	2021	128507273,28409 USD	1286,99								

Table des matières

Liste des tableaux	i
Liste des figures.	ii
Liste des schémas.	iv
Liste des abréviations	v
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
Chapitre 1 : Aperçu général sur la dette publique et la croissance économique.	6
Introduction du chapitre :.....	6
Section 1 : La notion de « finance publique ».....	6
1.1. Définition de la finance publique.....	7
1.2. Les budgets de l'État.....	9
1.2.1. Définition du budget de l'État.....	9
1.2.2. Les différents types de budget de l'État.	10
1.2.3. Les composantes du budget de l'État.	11
1.2.3.1. Les dépenses de l'État.....	11
1.2.3.2. Les recettes de l'État.....	12
1.2.4. Les principes du budget de l'état.....	14
1.2.4.1. Le principe d'annualité budgétaire.	14
1.2.4.2. Le principe d'unité budgétaire.....	15
1.2.4.3. Le principe de spécialité budgétaire.	15
1.2.4.4. Le principe de l'universalité.	15
1.2.4.5. Le principe de l'équilibre budgétaire.	16
1.3. Le déficit budgétaire.	17
1.3.1. Définition du déficit budgétaire.....	18
1.3.2. Les causes du déficit budgétaire.....	19
1.3.3. Les effets du déficit budgétaire.	21
1.3.4. Les sources de financement du déficit budgétaire.	23
Section 2 : La notion de « dette publique ».....	27
2.1. Généralités sur la dette publique.....	27
2.1.1. Historique de la dette publique.	27
2.1.2. Définition de la dette publique.	28
2.1.3. Les caractéristiques de la dette publique.	29
2.2.1 Les différents types de la dette publique.	30
2.2.2. Les sources de la dette publique.	31
2.2.3. Les causes et les conséquences de la dette publique :	33
2.2.3.1. Les causes de la dette publique :	34

2.2.3.2. Les conséquences de la dette publique :	36
2.3. Gestion de la dette publique :	39
2.3.1. Définition de la gestion de la dette publique :	39
2.3.2. Principaux acteurs de la gestion de la dette publique	40
2.4. Le mode de calcul de la dette publique.	42
2.5. L'importance de gestion de la dette publique.	43
2.6. Les stratégies de gestion de la dette publique.	44
2.6.1. Émission de dette :	44
2.6.2. Gestion du portefeuille de la dette :	44
2.6.3. Restructuration de la dette :	45
2.6.4. Réduction de la dette :	45
2.6.5. Gestion des risques :	45
2.7. La soutenabilité, l'accumulation, l'endettement et le surendettement de la dette publique..	45
2.7.1. Soutenabilité de la dette publique :	45
2.7.2. Accumulation de dette publique	46
2.7.3. Endettement :	46
2.7.4. Surendettement :	46
Section 3 : La notion de « croissance économique »	47
3.1. Définition et caractéristiques de la croissance économique.	47
3.1.1. La définition :	47
3.1.2. Ses caractéristiques :	47
3.2. Les différents types de la croissance économique.	48
3.2.1. La croissance extensive.....	48
3.2.2. La croissance intensive.	48
3.3. Les étapes de la croissance économique.	49
3.3.1. Étape 1 : La société traditionnelle.....	49
3.3.2. Étape 2 : Les conditions préalables au décollage.....	49
3.3.3. Étape 3 : Le décollage.	49
3.3.4. Étape 4 : La marche vers la maturité.	50
3.3.5. Étape 5 : La consommation de masse.....	50
3.4. Mesure de la croissance économique.....	50
3.4.1. Mesure de la croissance économique par le PIB (Produit intérieur brut).	51
3.4.1.1. Définition du PIB :	51
3.4.1.2. Les trois optiques de décomposition du PIB.....	51
3.4.1.3. Formule de calcul de la croissance économique par le PIB :	52
3.4.2. Mesure de la croissance économique par le PNB.....	53

3.4.2.1. Définitions du PNB :.....	53
3.4.2.2. Formule de calcul de la croissance économique par le PNB.....	54
3.5. Les effets positifs et négatifs de la croissance économique.	54
3.5.1. Les effets positifs de la croissance économique.	54
3.5.2. Les effets négatifs de la croissance économique :.....	56
3.6. Les entraves à la croissance économique :	58
3.7. Les modèles de la croissance économique.	59
3.8. Les déterminants de la croissance économique :	60
Chapitre 2 : Le lien entre la dette publique et la croissance économique.....	63
Introduction :	63
Section 1 : Les approches théorique de la croissance économique	64
1.1. La prémices des théories de la croissance économique :	64
1.2. Théorie classique de la croissance économique.	66
1.2.1. Adams Smith : Division du travail et extension des marchés :.....	66
1.2.2. Thomas Malthus (Croissance économique Vs Croissance Démographique) :	69
1.2.3. David Ricardo (les rendements décroissants) :	71
1.3. Théorie de la croissance innovatrice de Schumpeter.	72
1.4. Théorie de croissance Keynésienne et Néo-Keynésienne :.....	73
1.4.1. Théorie de la croissance Keynésienne :	74
1.4.1.1. L'importance de la demande globale :	74
1.4.1.2. L'investissement comme moteur de la croissance économique :	74
1.4.1.3. Variables statistiques et leur nature fixe :	75
1.4.1.4. Construction à court terme et économies dépressives :	75
1.4.1.5. Application dans les pays émergents et pauvres :	75
1.4.2. Théorie de la croissance Néo-Keynésienne :	76
Section 2 : Les approches théoriques de la dette publique.	77
2.1. Antécédents théoriques :.....	78
2.1.1. Point de vue des classiques.	78
2.1.1.1. Adam Smith : Théorie de la dette publique.	78
2.1.1.2. David Ricardo : L'équivalence Ricardienne.	79
2.1.1.3. Robert Barro.	80
2.1.2. Point de vue des Keynésiens :	80
2.1.3. La dette et la courbe Laffer.....	82
Section 3 : L'impact de la dette publique sur les agrégats économiques.	84
3.1. Impact de la dette publique sur le PIB :	84
3.1.1. Approche statistique.....	85

3.1.1.1. La linéarité du lien entre dette publique et la croissance économique :.....	85
3.1.1.2. La non-linéarité du lien entre dette publique et la croissance économique.	86
3.2. Impact de la dette publique sur l'investissement :	87
3.3 Impact de la dette publique sur le taux d'inflation :.....	88
3.4. Impact de la dette publique sur le taux d'intérêt :	89
Chapitre 3 : L'analyse de l'impact de la dette publique sur la croissance économique des État membres de la CEDEAO	92
Introduction :	92
Section 1 : Étude économique générale sur la CEDEAO.	93
1.1. Création de la CEDEAO :.....	93
1.2. Le traité de 1975 de la CEDEAO :	95
1.3. Objectifs, visions et principes fondamentaux de la CEDEAO :	97
1.3.1. Les objectifs de la CEDEAO.	97
1.3.2. La vision de la CEDEAO :.....	99
1.3.2.1. La vision 2050.	99
1.3.3. Les principes fondamentaux de la CEDEAO :	100
1.4. La structure de la CEDEAO :	102
1.5. Les États membres et les pays leader de la CEDEAO :	103
1.6. Les avantages et limites de la CEDEAO.	104
1.6.1. Les avantages de la CEDEAO :	104
1.6.2. Les limites de la CEDEAO :.....	105
1.7. Les problèmes auxquels la CEDEAO est confrontée :	106
1.8. Les principaux agrégats économiques des État membres :	107
1.8.1. Bénin :	107
1.8.2. Burkina Faso :.....	109
1.8.3. Cap-vert :.....	110
1.8.4. Cote d'ivoire :.....	112
1.8.5. Gambie :	114
1.8.6. Ghana :.....	115
1.8.7. Nigéria :.....	117
1.8.8. Sénégal :.....	119
1.8.9. Sierra Leone :	120
1.8.10. Togo :	121
1.8.11. Niger :.....	123
1.8.12. Mali :	124
1.8.13. Liberia	126

1.8.14. Guinée- Bissau :	127
1.8.15. Guinée.....	128
Section 2 : Évolution de la croissance économique et la dette publique de trois Etats membres (2016-2022)	129
2.1. Analyse statistique de la croissance économique et la dette publique de 3 États Membres de la CEDEAO :	130
2.2. Les facteurs de la croissance économique de la CEDEAO :	135
2.2.1. Amélioration du climat politique et macroéconomique :	135
2.2.2. Climat des affaires :	136
2.2.3. Flux financiers internationaux :	136
2.2.4. Le dividende démographique :	136
2.2.5. Les secteurs de l'économie et leur contribution à la croissance :	137
2.3. La vulnérabilité de la CEDEAO à la dette publique.	137
2.3.1. Augmentation des emprunts auprès de prêteurs privés et non membres du Club de Paris :	138
2.3.2. Vulnérabilité à la dette des entreprises publiques et des partenariats public-privé :	138
2.3.3. Dépendance à l'égard des arriérés domestique comme source de financement :	138
2.3.4. L'accumulation de la dette dépasse la croissance :	139
2.3.5. Pays spécifiques confrontés à un lourd fardeau de la dette :	139
2.3.6. Défis malgré les initiatives antérieures d'allègement de la dette :	139
2.3.7. Risque de change dû à la dominance de la dette extérieure :	140
2.3.8. Risques de refinancement et de taux d'intérêt :	140
2.3.9. De mauvais choix d'investissement amplifient les vulnérabilités de la dette :	140
2.4. Mesures prises pour lutter contre la vulnérabilité à la dette publique	141
2.4.1. Cadre institutionnel et gouvernance :	141
2.4.2. Responsabilité et transparence :	141
2.4.3. Coordination des politiques :	142
2.4.4. Gestion des ressources dans la CEDEAO :	142
2.4.5. Performance de la CEDEAO en matière de gouvernance des ressources :	143
Section 3 : L'impact de la dette publique sur la croissance économique.	143
3.1. Modélisation Décalage Distribué Autorégressif (ARDL) et causalité.	144
3.1.1. Test de Racine Unitaire	144
3.1.2. Décalage Distribué Autorégressif (ARDL).....	145
3.1.3. Le critère d'information Akaike (AIC).....	147
3.1.4. La causalité	148
3.2. Technique quantitative et discussions des résultats.	149

3.2.1. Technique Quantitative.	150
3.2.3. Conclusion d'analyse.....	159
3.3. APPROCHE PERSPECTIVE.	160
3.3.1. Approche perspective à long terme.....	160
3.3.2. Approche perspective à court terme.....	161
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	163
REFERENCE BIBLIOGRAPHIE.....	166